

20

Le Centre de Recherches et de Documentation sur la Consommation est un organisme scientifique autonome créé sur l'initiative du Commissariat Général à la Productivité et fonctionnant dans le cadre de l'Association Française pour l'Accroissement de la Productivité. L'orientation de ses travaux est définie par un Comité Directeur que préside M. F.-L. CLOSON, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

Les travaux du C. R. E. D. O. C. se développent dans les quatre lignes suivantes :

- Etude de l'évolution de la consommation globale par produit et par groupe socio-professionnel.
- Analyse du comportement du consommateur et économétrie de la demande.
- Etablissement de perspectives de consommation à moyen terme.
- Méthodologie de l'étude de marché des biens de consommation.

Les résultats de ces travaux sont en général publiés dans la revue trimestrielle « Consommation ».

Exceptionnellement, ils peuvent paraître sous forme d'articles dans d'autres revues françaises ou étrangères, ou bien faire l'objet de publications séparées, lorsque leur volume dépasse celui d'un article de revue.

Le Centre de Recherches et de Documentation sur la Consommation peut en outre exécuter des études particulières à la demande d'organismes publics ou privés. Ces études ne font qu'exceptionnellement l'objet de publication et seulement avec l'accord de l'organisme qui en a demandé l'exécution.

COMITÉ DIRECTEUR

Président : M. F.-L. CLOSON

Directeur Général de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

- | | |
|--|--|
| M. G. ARDANT, Commissaire Général à la Productivité. | M. G.-Th. GUILBAUD, Directeur d'Etudes à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes. |
| M. E. ARRIGHI DE CASANOVA, Directeur du Commerce Intérieur au Ministère de l'Industrie et du Commerce. | M. L. GUIBOURGE, Président de l'Union Nationale des Associations Familiales. |
| M. A. BAPAUME, Secrétaire Général de la Fédération des Ingénieurs et Cadres (C. F. T. C.). | M. P. HAZEBROUCK, Secrétaire Général de la Fédération Nationale des Directeurs Commerciaux. |
| M. P. BENAERTS, Délégué Général du Conseil National du Commerce. | M. R. HIRSCH, Commissaire Général au Plan. |
| M. W. BISHOP, Président d'Honneur, Fondateur de l'Association Nationale des Praticiens en Etudes de Marchés. | M. J.-M. JEANNENEY, Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris ; Directeur du Service d'Etude de l'Activité économique de la Fondation Nationale des Sciences politiques. |
| M. F. BOUQUEREL, Professeur au Centre de Perfectionnement dans l'Administration des Affaires de la Chambre de Commerce de Paris. | M. R. PENICHO, Secrétaire Général de la Société Générale des Coopératives de Consommation. |
| M. M. CÉPÉDE, Directeur des Etudes et du Plan au Ministère de l'Agriculture. | M. F. PERROUX, Professeur au Collège de France ; Directeur de l'Institut de Science Economique Appliquée. |
| M. G. DESSUS, Directeur à la Banque de l'Indochine. | M. M. RIVES, Directeur du Service Interconsulaire du Commerce et de la Distribution. |
| M. R. DUMAS, Directeur de la Statistique Générale de l'I. N. S. E. E. | M. A. ROMIEU, Président de l'Union Fédérale de la Consommation. |
| M. J. DUMONTIER, Directeur de la Conjoncture et des Etudes Economiques de l'I. N. S. E. E. | M. A. SAUVY, Directeur de l'Institut National d'Etudes Démographiques. |
| M. P. GROS, Président de la Compagnie des Chefs d'Approvisionnement. | M. R. SPEYSER, Vice-Président de la Confédération Générale des Cadres. |
| M. C. GRUSON, Chef du Service des Etudes Economiques et Financières au Ministère des Finances. | M. R. TROMELIN, Secrétaire Général de l'Association Française pour l'Accroissement de la Productivité. |

Secrétaire Général du C. R. E. D. O. C. : M. G. ROTTIER

Secrétaire Général adjoint : M. E.-A. LISLE

Consommation

ANNALES DU CENTRE DE RECHERCHES
ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION

30, rue d'Astorg — PARIS - 8°

Abonnements : France : 2 500 F - Etranger : 2 800 F - Le numéro : 1 000 F

V^e année

sommaire

avril-juin 1958 - N° 2

LA CONSOMMATION DE 1950 A 1957

Numéro Spécial réalisé par le

CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION
ET LE SERVICE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES
DU MINISTÈRE DES FINANCES

	Pages
Avant-Propos	3
<i>Première partie</i>	
La mesure de la consommation	5
<i>Deuxième partie</i>	
La consommation dans l'économie française	23
<i>Troisième partie</i>	
Tableaux	39
Index alphabétique des produits	101

Avant-Propos

En 1955, le Service des Etudes Economiques et Financières et le C.R.E.D.O.C. ont établi indépendamment les premières évaluations détaillées de la consommation des Français. Construites à partir des mêmes statistiques de base et tenant compte d'importantes études faites par la division de la comptabilité nationale de l'I.N.S.E.E., ces évaluations ne concordaient cependant pas. L'incertitude des informations relatives à des groupes entiers de produits laissait en effet une large place à l'interprétation personnelle du statisticien. L'importance de cette équation personnelle justifiait l'établissement d'estimations indépendantes par plusieurs auteurs. La confrontation des résultats obtenus pouvait alors permettre une critique réciproque, condition du progrès scientifique en tout domaine.

Cette critique a été faite en commun, à partir de 1956. Elle a permis d'établir une série unique d'estimations, présentée dans les tableaux qui suivent. L'amélioration progressive de l'information statistique a facilité ce travail. En particulier, d'importantes enquêtes par sondage réalisées par l'Institut National de la Statistique ont réduit les incertitudes sur de nombreux points.

La vraisemblance des nouvelles estimations est accrue par leur intégration dans l'ensemble des Comptes de la Nation. Elles ne sont cependant pas définitives et immuables ; de nouvelles informations pourront entraîner la révision de certains chiffres. En particulier, les données relatives à 1957, établies quatre mois seulement après la fin de l'année, sont encore provisoires.

Les résultats sont présentés dans trois séries de tableaux. La première (pp. 39 à 46) retrace l'évolution d'ensemble de la consommation aux prix courants et aux prix constants de 1954. La seconde (pp. 47 à 54) analyse la consommation, année par année, selon les types d'utilisateurs : achats des particuliers, autoconsommation des

produits des exploitations agricoles, achats des collectivités, etc. Ces tableaux qui montrent, pour chaque groupe de produits, la différence entre les achats des particuliers et la consommation totale, faciliteront l'étude du marché de ces produits. La troisième série de tableaux (pp. 57 à 99) étudie dans un grand détail l'évolution des diverses consommations aux prix courants et aux prix constants de 1954.

Les responsables du travail ont été M. FOURGEAUD, pour le Service des Etudes Economiques et Financières et M. ALBERT pour le C.R.E.D.O.C. Les tableaux ont été préparés par Mlle COUREL, assistante de recherches au C.R.E.D.O.C.

PREMIÈRE PARTIE

LA MESURE DE LA CONSOMMATION

DÉFINITIONS ET MÉTHODES⁽¹⁾

Les termes consommation et consommateur font partie du vocabulaire courant. Comme tout mot usuel, ils recouvrent cependant une multitude de sens. Le montant et la structure de la consommation, qui font l'objet des tableaux ci-après, l'étude du comportement des consommateurs, qui s'appuie sur ces tableaux, exigent au départ une analyse approfondie des notions complexes désignées par ces deux termes. Tel est l'objet de cette première note.

Elle vise à montrer, dans une première partie (Définitions) ce que l'on entend précisément par consommation et consommateur, lorsque, se plaçant dans l'optique de la comptabilité nationale on cherche à mesurer et à analyser les actes économiques des personnes physiques; l'objet d'une telle démarche est de prévoir l'évolution économique, afin de préparer les décisions des pouvoirs publics et des entreprises.

Une deuxième partie (Méthodes) indique comment sont rassemblées, élaborées et synthétisées l'ensemble des statistiques qui permettent cette mesure de la consommation, nécessaire à la connaissance du comportement des consommateurs.

I. — DÉFINITIONS

I. Rappel des principes de la comptabilité nationale.

Tout pays a, sur son territoire, des individus et des organismes (entreprises, administrations) qui travaillent, produisent, consomment, vendent, achètent, etc., en un mot qui ont une activité économique; ils sont désignés sous le nom d'agents économiques. Leur activité s'exerce sur des biens: objets matériels, services, monnaie, titres, qui sont créés, consommés, transférés, éventuellement stockés.

L'objet de la comptabilité nationale est double. Il est d'abord d'étudier cette activité, sous deux optiques. D'une part en observant le comportement économique des individus et des organismes, c'est-à-dire comment ceux-ci dépensent, par exemple, ou gagnent leurs revenus; d'autre part, en analysant les résultats de ce comportement, c'est-à-dire, en observant l'évolution de la production, de la consommation, de l'épargne, etc.

(1) Note préparée par E.-A. Lisle et G. Rottier.

Mais l'étude de l'activité économique d'un pays a pour finalité la prévision. L'objet essentiel de la comptabilité nationale est en effet de présenter des perspectives raisonnées, dans le court, le moyen ou le long terme, élaborées à partir d'une analyse cohérente du fonctionnement de l'économie et du comportement de ses agents.

La comptabilité nationale fait appel à deux sortes de disciplines dans ces études analytiques et prospectives : la théorie économique et la technique comptable.

La théorie économique permet de définir les termes étudiés (consommation, production, épargne, etc.) et de suggérer des relations entre eux (par exemple entre le revenu et la consommation) ; une présentation comptable permet ensuite d'enregistrer les phénomènes observés ou prévus.

Cette présentation comptable utilise deux types de comptes, correspondant aux deux optiques sous lesquelles l'activité économique est analysée. Les premiers, ou **comptes d'agents** retracent le comportement des individus et des organismes ; les seconds, ou **comptes d'opérations** décrivent les phénomènes qui résultent de l'activité des agents. Ces comptes sont équilibrés comme en comptabilité industrielle et commerciale, et jouent entre eux selon le principe de l'enregistrement en parties doubles.

LES COMPTES RELATIFS AUX AGENTS.

L'ensemble des agents sur le territoire est réparti en groupes homogènes : les « ménages » qui comprennent toutes les personnes physiques ; les « entreprises » qui sont les « cellules économiques constituées en vue de produire des biens et services destinés à la vente » (1) ; les « administrations » enfin, organismes dont d'activité n'est pas à but lucratif.

Ces agents ont des relations économiques les uns avec les autres : les entreprises paient des revenus (salaires, dividendes, ...) aux ménages et leur vendent des produits ; les administrations prélèvent des impôts sur les deux premiers groupes et leur allouent des subventions ou des prestations sociales... Les agents sur le territoire ont en outre des relations (importations, exportations, prêts ou emprunts extérieurs, ...) avec des partenaires situés hors du territoire, relations qu'il convient de décrire, d'analyser, éventuellement de prévoir, au même titre que les relations entre les agents métropolitains. Ces partenaires extra-métropolitains sont, à cet effet, regroupés dans une catégorie d'agents dits « de l'extérieur ».

L'activité des quatre groupes d'agents ainsi constitués — entreprises, ménages, administrations, extérieur — peut alors être retracée suivant le principe de la comptabilité à parties doubles, toute opération portée au débit du compte d'un agent trouvant sa contrepartie au crédit du compte d'un autre agent.

Ces opérations sont classées dans trois comptes correspondant aux trois manifestations fondamentales de l'activité économique : les opérations liées à la production sont analysées dans un compte d'exploitation ; l'utilisation des revenus et notamment la consommation est étudiée dans un compte d'affectation ; l'emploi de l'épargne en investissements et placements est retracé dans un compte de capital.

Ainsi, les revenus versés par les entreprises (salaires, profits, dividendes) alimentent le crédit du compte d'affectation des ménages, et leur utilisation sous forme de consommation et d'épargne est décrite au débit de ce compte. L'épargne ainsi formée alimente à son tour le crédit du compte de capital des ménages considérés et contribue à financer leurs investissements et leurs placements (construction de logements, apports au marché financier).

(1) « Rapport sur les Comptes de la Nation », vol. II, « Méthodes ». Paris, Imprimerie Nationale, 1955, p. 12.

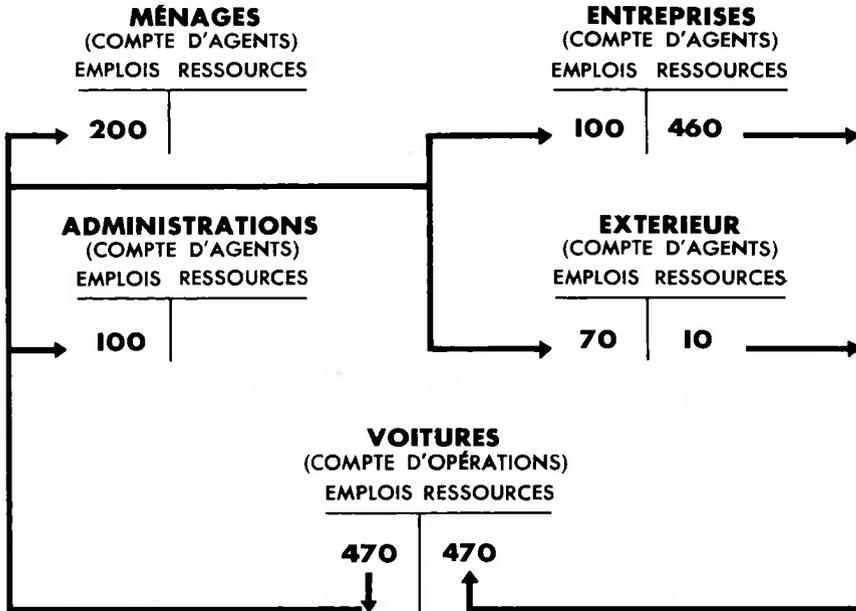
LES COMPTES RELATIFS AUX OPÉRATIONS.

L'activité des agents se traduit par des productions ou des consommations de biens et services, des investissements, des paiements de salaires, d'impôts, etc. Ces actes économiques sont récapitulés dans les comptes d'opérations dont l'équilibre exprime l'égalité nécessaire entre les « ressources » ou disponibilités, et les « emplois » ou utilisations : le total des salaires versés est par exemple égal à la masse des salaires reçus ; ou encore le total des biens disponibles, c'est-à-dire les stocks en début d'année, la production et les importations en cours d'année, est égal au total des utilisations, c'est-à-dire la consommation, les investissements, les exportations en cours d'année et les stocks en fin d'année.

Il en résulte que toute opération inscrite au crédit d'un compte d'agent et au débit d'un autre compte d'agent figure également au crédit et au débit (ressources et emplois) du compte d'opérations correspondant, qui constitue ainsi un véritable bilan de l'opération considérée. Ainsi les ventes de voitures particulières par les entreprises aux ménages, aux administrations, à d'autres entreprises et à l'extérieur seront décrites de la façon qui est schématisée par le graphique I.

GRAPHIQUE I

Schéma illustrant les liaisons entre les comptes d'agents et d'opérations
(en milliards de francs, chiffres très approximatifs)



N. B. — Ce schéma ne distingue pas les divers comptes (exploitation, affectation et capital) de chaque groupe d'agents : selon que les achats de voitures sont considérés comme de la consommation ou de l'investissement, on les imputera au compte d'affectation ou de capital. La production de voitures par les entreprises est naturellement à imputer au compte d'exploitation de ces dernières.

La présente étude porte sur l'un des groupes d'agents analysés par la Comptabilité Nationale, le groupe des **ménages** et l'une des principales opérations économiques de ce groupe, la **consommation**.

2. Le groupe des ménages.

DÉFINITION.

L'ensemble des personnes physiques ayant séjourné au cours d'une période donnée sur le territoire métropolitain peut être divisé en trois groupes d'importance très inégale : la population résidente, subdivisée en **ménages proprement dits** et **population des institutions** ; la population non-résidente.

La population résidente.

Les **ménages proprement dits** sont constitués par « une ou plusieurs personnes, généralement liées par le sang ou le mariage, mettant leurs ressources en commun et résidant habituellement dans la même habitation » (1). Cette définition implique que l'unité élémentaire de décision économique, parmi les personnes physiques, est le ménage ou foyer, non l'individu. Ceci est probablement exact en première approximation pour les dépenses importantes (logement, équipement domestique, ...). Les dépenses de moindre importance unitaire (tabac, boissons, ...) sont en revanche souvent décidées par l'individu et leur montant global est élevé par rapport aux dépenses totales des ménages. Il paraît néanmoins légitime de considérer le ménage comme l'unité économique élémentaire parce que même si un grand nombre de dépenses relèvent de décisions rigoureusement individuelles, celles-ci sont rarement prises sans référence aucune, même tacite, au pouvoir d'achat du ménage.

La **population vivant dans les institutions** comprend les militaires du contingent stationné en France, la population des asiles, les membres des communautés religieuses, les prisonniers, etc.

La notion de population vivant dans les institutions ne se confond pas avec celle de population « comptée à part » utilisée dans les recensements. En effet, les élèves internes des établissements d'enseignement et les personnes en traitement temporaire (moins d'un an) dans un hôpital ou une clinique, comptés à part dans les recensements, sont rattachés pour notre propos aux ménages dont ils sont membres. Les personnes en traitement de longue durée (plus d'un an) dans les établissements hospitaliers sont en revanche rattachés à la population des institutions.

La caractéristique de la population vivant dans les institutions est d'être privée, de façon durable, en tout ou en grande partie, de l'initiative de ses dépenses. La consommation de la population des institutions est déterminée par les choix d'organismes administratifs publics ou privés, et n'obéit donc pas aux mêmes lois que la consommation des ménages (2).

La population non-résidente.

Enfin, la population présente sur le territoire national, comprend un certain nombre d'individus ou de ménages n'y résidant pas habituellement : touristes étrangers, travailleurs frontaliers ou saisonniers, membres du corps

(1) Rapport sur les comptes de la Nation, vol. II, « Méthodes ». Paris, Imprimerie Nationale, 1955, p. 13.

(2) Les tableaux type B ci-dessous, distinguent la consommation de la population des institutions dans la consommation totale.

TABLEAU I

DISTRIBUTION DE LA POPULATION DES MENAGES EN 1954

Selon la catégorie socio-professionnelle des membres du ménage et celle des chefs de ménage

(Effectifs en milliers)

Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage	MENAGES ORDINAIRES												AUTRES	TOTAL
	Agri-culteurs	Ouvriers agricoles	Indépendants	Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service	Artistes	Clergé	Armée et Police	Inactifs		
Agriculteurs	3 836	10	29	-	1	4	33	1	-	-	1	61	3	3 979
Ouvriers agricoles	417	589	18	-	1	3	35	4	-	-	2	70	11	1 150
Indépendants	31	5	2 121	8	23	27	89	6	1	-	3	98	4	2 416
Cadres supérieurs	1	-	13	368	9	5	5	1	-	-	-	23	9	434
Cadres moyens	12	2	53	33	776	43	72	8	1	1	7	92	40	1 140
Employés	24	8	154	36	97	1 131	346	31	2	1	22	208	20	2 080
Ouvriers	138	62	253	15	64	167	4 946	72	2	1	27	571	148	6 466
Personnel de service	25	14	160	43	27	38	162	361	2	10	6	110	26	984
Artistes	-	-	3	1	2	2	2	-	30	-	-	4	1	45
Clergé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	38	-	1	105	144
Armée et Police	1	-	2	-	1	2	4	1	-	-	212	8	63	294
Inactifs	1 093	420	1 247	389	542	677	2 995	131	27	18	202	5 014	923	13 678
Enfants	1 520	592	1 086	341	534	704	3 784	144	1	1	284	715	259	9 965
Total	7 098	1 702	5 139	1 234	2 077	2 803	12 473	760	66	70	766	6 975	1 612	42 775
Ménages	1 762	482	1 561	353	688	955	3 671	338	27	30	212	3 334	-	13 413
Unités de consommation	5 183	1 221	3 848	902	1 554	2 108	9 076	604	54	58	543	5 740	1 214	32 105

diplomatique ou des forces armées étrangères stationnées en France, etc.

L'ensemble de ces trois groupes — ménages proprement dits, population des institutions, non-résidents — est désigné du nom de « ménages » (1) dans les travaux de comptabilité nationale.

* * *

Le choix entre une définition restrictive ou extensive du groupe des ménages dépend du but qu'on poursuit. Si l'on s'intéresse surtout à l'utilisation des revenus des particuliers, il sera légitime de se limiter au premier groupe, c'est-à-dire aux ménages au sens strict du terme. Si l'on s'intéresse par contre à la façon dont la production française est répartie entre diverses utilisations : consommation privée, consommation publique, investissements, exportations, variations des stocks, il sera légitime d'adopter une définition extensive. C'est ce que nous faisons ici : les chiffres que nous donnons indiquent la « consommation territoriale totale », c'est-à-dire la valeur totale de la consommation effectuée par des personnes physiques sur le territoire français au cours de chacune des années considérées.

STRUCTURE DÉMOGRAPHIQUE DU GROUPE DES MÉNAGES.

Le tableau I donne la répartition de la population (classée par catégorie socio-professionnelle) entre les ménages, eux-mêmes classés selon la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage. Ce tableau est basé sur les résultats de recensement de 1954.

3. Définition de la consommation.

LA NOTION DE CONSOMMATION.

Consommer équivaut à détruire, au sens strict. Ainsi la consommation effectuée au cours d'une période serait la somme des biens détruits pendant cette période. Cette notion est non ambiguë dans le cas des biens ne servant qu'une seule fois, les produits alimentaires ou énergétiques par exemple. Dans le cas des biens servant plusieurs fois ou biens durables, en revanche, seule une fraction du bien est détruite à chaque usage. Mais cette usure — ou consommation — est difficile à mesurer, sinon de façon arbitraire à partir d'une estimation de la durée d'usage du bien considéré. Or de telles estimations sont très incertaines puisqu'elles reviennent à attribuer une vie moyenne à des produits tels que des pneus, des vestons, des voitures ou des casseroles, dont les taux de mortalité sont en fait généralement inconnus.

Un problème de mesure, sinon de définition, se pose même dans le cas des biens ne servant qu'une seule fois. Ces biens font généralement l'objet d'un stockage chez les consommateurs, mais il n'existe presque aucun renseignement sur l'importance de ces stocks ni sur leurs variations, de sorte que l'on ignore en fait ce qui a été réellement détruit au cours d'une période.

Ces difficultés de mesure conduisent donc à adopter une définition plus empirique de la consommation et à dire que celle-ci est la somme des biens de toute nature (durables et non durables) fournis aux consommateurs ou achetés par eux au cours d'une période donnée. Ainsi définie, la consomma-

(1) Cette désignation peut paraître choquante par suite de l'inclusion dans les ménages de la population des institutions. Elle est cependant conforme à la terminologie même des recensements qui utilisent l'expression « ménage collectif » pour désigner certains groupements de personnes menant une vie plus ou moins commune.

tion est un concept observable et mesurable qui présente en outre l'avantage de porter sur ce qui intéresse d'abord les chefs d'entreprise — le volume des ventes. Il n'est cependant pas sans inconvénient : toute demande de produits neufs est constituée d'une demande nette et d'une demande de remplacement, cette dernière étant fonction du stock de biens existant chez le consommateur et de leur degré d'usure. Si l'on néglige systématiquement ces stocks, on se prive d'un facteur important dans l'explication de la demande. Aussi bien dès qu'on passe d'une analyse globale de la demande à une analyse par produit, on cherche à évaluer le stock ou le parc de biens en service et on se rapproche ainsi d'une notion de la consommation plus voisine de la consommation-destruction que de la consommation-échange (1).

LA LOCALISATION DE LA CONSOMMATION.

Le groupe des ménages dont la consommation fait l'objet de la présente étude, comprend d'une part des personnes physiques (ménages au sens strict et population des institutions) résidant habituellement sur le territoire métropolitain, d'autre part des résidents temporaires, c'est-à-dire des personnes physiques résidant habituellement hors du dit territoire.

La consommation qui sera mesurée dans cette étude sera uniquement celle qui est effectuée sur le territoire, quelle que soit la résidence habituelle des agents qui en sont responsables. Elle comprendra donc les consommations des touristes, des travailleurs frontaliers et saisonniers pendant la durée de leur séjour en France, mais exclura, en revanche, les consommations des touristes ou travailleurs métropolitains pendant la durée de leur séjour hors de France.

LA PLACE DE LA CONSOMMATION DANS LES ÉCHANGES.

La notion de consommation qu'il convient de retenir est plus large que celle de dépense de consommation. Elle comprend, en effet des opérations économiques qui ne donnent pas lieu à des règlements monétaires : auto-consommation, avantages en nature, etc. Dans chaque cas, ces opérations doivent cependant faire l'objet d'une évaluation monétaire afin de pouvoir être traitées sur la même base que les achats de biens et de services. Cette convention suppose l'adoption d'hypothèses de prix qui seront précisées dans les annexes aux tableaux ci-après.

En définitive, on retient dans la consommation des particuliers les éléments suivants :

Achats de biens et services.

Tous les achats de biens et services par les particuliers sont considérés comme des achats courants et figurent donc dans la consommation, sauf les achats de terrains et d'immeubles et les grosses réparations immobilières. Dans le cas des achats d'occasion, seuls entrent en ligne de compte les achats à d'autres agents que les ménages, les achats d'un ménage à un autre s'annulant au cours de l'addition des comptes individuels. Ces achats d'occasion doivent évidemment être comptés nets des ventes d'occasion à d'autres agents.

Il serait en toute rigueur préférable de ne pas se contenter d'un tel solde, mais au contraire d'enregistrer toutes les transactions sur des biens d'occa-

(1). Voir à ce sujet les études de la demande d'un bien durable typique : l'automobile. H. FAURE : Les modèles économétriques de la demande d'automobiles, « Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation », juillet-septembre 1957.

sion en créditant les vendeurs du produit de leurs ventes. De telles opérations peuvent en effet modifier l'encaisse disponible de tel ou tel sous-groupe de ménages dont la propension à consommer risque d'être assez distincte de celle d'autres sous-groupes. En pratique, il est impossible de procéder à une telle analyse de manière générale, faute d'informations et on renonce à saisir les transactions portant sur les biens d'occasion. Mais on essaie de l'intégrer dans toute étude spécialisée portant sur des biens durables (les automobiles notamment) où l'existence d'un marché de l'occasion fait partie des conditions de la demande à ne pas négliger.

Autoconsommation.

On désigne par ce terme la consommation des produits de son activité par un entrepreneur individuel. En pratique, on se limite au cas de l'autoconsommation de produits alimentaires, par les exploitants agricoles et les commerçants. En ce qui concerne les exploitants agricoles, on évalue ces produits au prix à la ferme et non au prix auquel ils les paieraient s'ils devaient se les procurer sur le marché local. Cette solution n'est pas toujours satisfaisante. Il peut être utile dans certains cas d'évaluer l'autoconsommation des agriculteurs au prix du marché rural, notamment lorsqu'on veut comparer leur revenu avec celui d'autres groupes sociaux. En ce qui concerne les auto-fournitures des commerçants, elles sont évaluées aux prix de gros dans la mesure où elles peuvent être déterminées.

De même, on impute aux propriétaires de leur logement un loyer fictif calculé par référence aux loyers effectivement pratiqués.

Avantages et assistance en nature

La consommation des personnes physiques — ménages proprement dits ou population des institutions — comprend des biens et services distribués gratuitement par un tiers. Il s'agit d'une part **d'avantages en nature** servis par une collectivité (entreprise ou administration) à son personnel, d'autre part **d'assistance en nature** accordée par une administration à des personnes physiques en raison de leur situation personnelle. Les biens et services mis à la disposition de l'ensemble de la population par les Pouvoirs Publics, tels que l'enseignement, ne sont en revanche pas compris dans la consommation des ménages.

En ce qui concerne les **avantages en nature**, on parvient à isoler ceux (alimentation, habillement, logement) qui sont fournis par les administrations publiques aux militaires et autres agents des administrations. Les avantages servis par les administrations privées ou étrangères (aux membres des communautés religieuses par exemple) sont plus difficiles à évaluer, mais font néanmoins l'objet d'estimations approximatives. Parmi les avantages en nature fournis par les entreprises non agricoles à leur personnel, seuls sont retenus, en raison des difficultés d'estimations, les avantages individualisés les plus importants : logement, nourriture, transport et combustible. Les dépenses à caractère social que font les entreprises pour l'ensemble de leur personnel (fonctionnement d'un club sportif, par exemple) ne sont pas comptées comme avantages en nature mais comme des frais généraux de ces entreprises.

Enfin, les avantages en nature distribués par les exploitants aux ouvriers agricoles, ou par les ménages au personnel domestique sont confondus avec les achats ou l'autoconsommation des ménages.

L'assistance en nature est servie aux ménages par l'Etat et par les collectivités locales et peut de ce fait être estimée de façon satisfaisante. Il s'agit essentiellement de dépenses telles que l'assistance médicale gratuite, des réductions pour familles nombreuses dans les transports en commun, l'assistance à l'enfance (lait, crèches, ...), etc.

LES FRONTIÈRES DE LA CONSOMMATION.

La consommation des ménages, telle qu'elle a été définie jusqu'ici, doit être située par rapport à d'autres catégories d'opérations économiques pour être parfaitement précisée. Ces autres catégories d'opérations sont aux frontières de la consommation et sont parfois malaisées à distinguer d'elle. Il s'agit d'une part d'utilisations de biens et services à des fins de production ou d'investissement, d'autre part de certaines opérations qui peuvent être considérées soit comme des consommations de services, soit comme des transferts.

Consommation finale, investissements et consommation intermédiaire.

La notion de consommation utilisée dans la présente étude exclut d'une part **la formation de capital fixe** (investissement), d'autre part les achats de biens et services en vue d'une production ultérieure (**consommation intermédiaire**).

La formation de capital fixe par les ménages (1) ne comprend que les investissements correspondant à la propriété foncière et immobilière : constructions nouvelles d'une part, entretien normal à charge des propriétaires d'autre part. Cette définition restreinte de l'investissement des ménages exclut tous les achats de biens durables (voitures, équipement ménager, notamment) qui pourraient assez légitimement être considérés comme de l'investissement. Deux raisons font qu'il est préférable de les traiter comme de la consommation : en premier lieu la frontière entre biens d'investissement et biens de consommation ne pourrait être qu'arbitraire ; en second lieu, il serait nécessaire de calculer l'amortissement de ce capital, ce qui représenterait des difficultés statistiques quasi insurmontables en raison de l'absence de données sur l'importance des biens durables possédés par les ménages. Il ne traduirait en outre aucun comportement réel car les ménages n'amortissent pas leur équipement domestique, sauf, exceptionnellement, leur voiture.

La consommation intermédiaire est constituée par les achats de biens ou de services effectués en vue de la production (2). On exclura donc de la consommation des ménages, d'une part tous les achats nécessités par l'activité de production du ménage lui-même, c'est-à-dire l'exploitation d'un jardin familial ou la location foncière ou immobilière (3), d'autre part tous les achats qui doivent normalement figurer au compte d'exploitation de l'entreprise individuelle éventuellement rattachée au ménage (exploitation agricole, commerce, profession libérale, ...). D'assez sérieuses difficultés d'imputation peuvent surgir dans ce dernier cas qui doivent être résolues forfaitairement : il s'agit notamment des frais de transports individuels lorsque le véhicule sert tantôt à des fins professionnelles (médecin, commerçant) tantôt à des fins personnelles.

Consommation de services et transferts.

La plupart des transferts peuvent être définis sans ambiguïté comme « des cessions de biens ou de créances et des prestations de services sans contrepartie directe » (4), par exemple les impôts, les subventions, les dons et

(1) Pour une définition détaillée de la formation de capital par les ménages et une analyse des problèmes d'évaluation statistique posés par cette définition, voir « Rapport sur les Comptes de la Nation », vol. II, « Méthodes ». Paris, Imprimerie Nationale, 1955, pp. 191-198.

(2) « Rapport sur les Comptes de la Nation », op. cit., p. 16.

(3) L'exploitation d'un jardin familial et la location immobilière et foncière sont les seules activités de production des ménages, selon les conventions de la Comptabilité Nationale Française.

(4) S. E. E. F. — I. N. S. E. E., « Rapport sur les Comptes de la Nation », vol. II, « Méthodes ». Paris, Imprimerie Nationale, 1955, p. 18. Pour une nomenclature exhaustive des transferts, voir *ibid.*, pp. 18-21.

legs, les dividendes et intérêts. Certaines autres dépenses, en revanche, considérées comme des transferts dans la Comptabilité Nationale Française, pourraient tout aussi légitimement être comprises dans la consommation. C'est ainsi que les paiements de salaires au personnel domestique, les primes d'assurance (comptées nettes des règlements de sinistres) et les enjeux nets (Loterie Nationale et P. M. U.) sont considérés comme des dépenses de consommation dans le présent ouvrage alors qu'ils sont comptés comme des transferts dans les « Rapports sur les Comptes de la Nation ».

* * *

La notion de consommation finalement retenue dans cette étude est donc plus extensive que celle des dépenses de consommation des particuliers. On y comprend d'une part l'autoconsommation, d'autre part un ensemble de dépenses effectuées par d'autres agents (entreprises ou administrations) qui aboutissent à une consommation des ménages (avantages en nature, consommation de la population des institutions). Il est important en effet de pouvoir distinguer les consommations dont l'initiative appartient effectivement aux particuliers de celles dont l'initiative revient à d'autres agents économiques (1). Ainsi on repère en définitive l'ensemble des consommations des personnes physiques présentes sur le territoire, à l'exception seulement des dépenses afférentes à la construction ou au gros entretien de la propriété immobilière et foncière.

L'ANALYSE DE LA CONSOMMATION.

La consommation ainsi définie doit être ventilée entre catégories de produits. Deux principes de ventilation peuvent être employés : une ventilation suivant la nature matérielle des produits (produits agricoles, industriels, énergétiques, etc.) et une ventilation correspondant aux besoins qui guident le comportement du consommateur (alimentation, habillement, logements, etc.). Le premier type de ventilation, basé sur la nature des produits, est nécessaire si l'on veut décrire simultanément les diverses ressources de biens et services (production et importations) et les divers emplois (consommation, investissements, exportations). En outre, une bonne partie des sources statistiques sont basées sur la nature des produits.

Toutefois, une nomenclature de produits ne convient que très imparfaitement à l'analyse de la consommation. Celle-ci doit en effet mettre en évidence les besoins qui déterminent les choix des consommateurs. Dans la présente étude, par conséquent, les diverses consommations sont classées par type de besoins dans une nomenclature analogue à celles qui sont employées dans les enquêtes auprès des ménages.

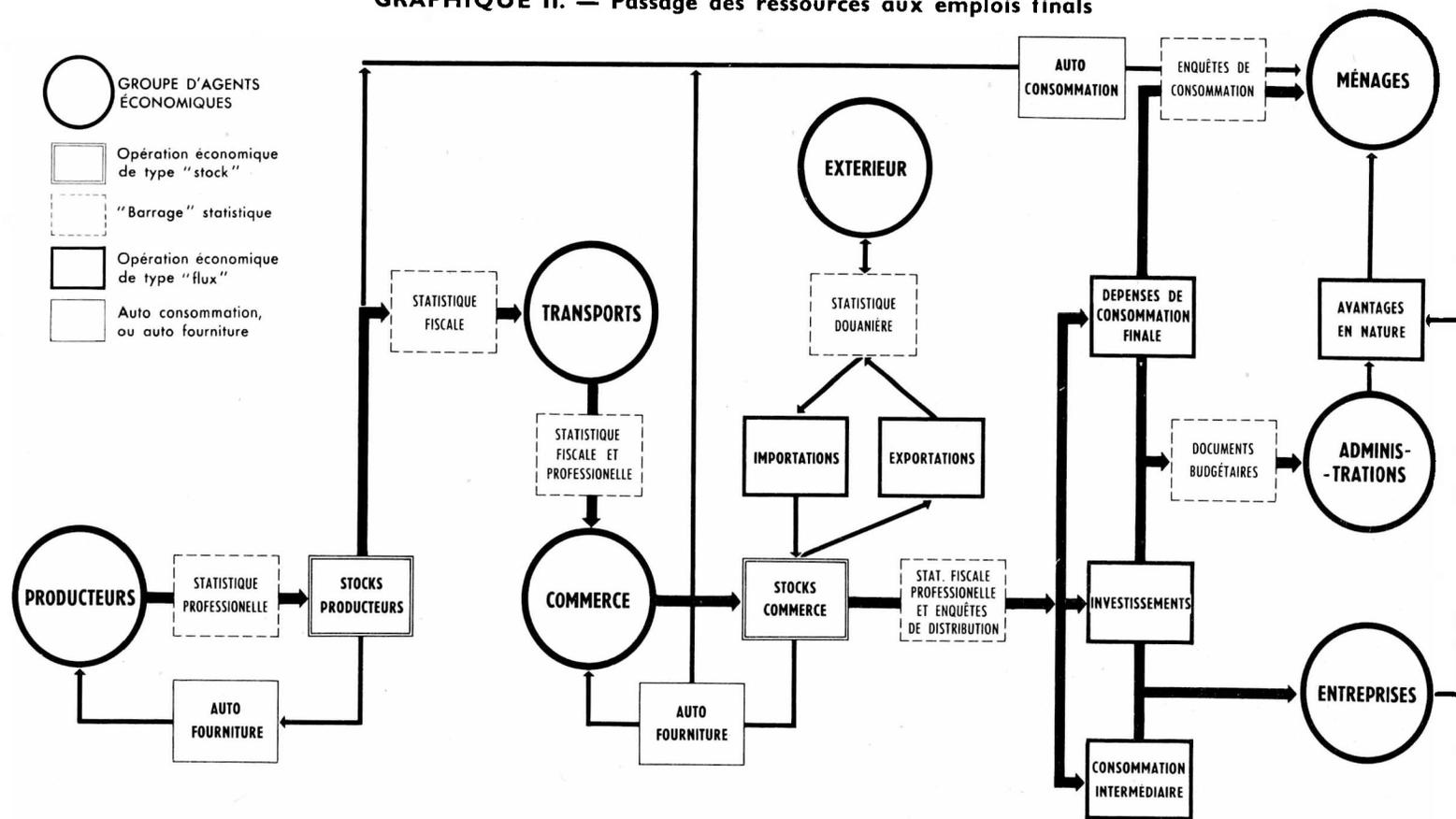
II. — MÉTHODES D'ÉVALUATION

I. Principes : la place de la consommation dans le système économique.

La consommation de biens et services par les ménages est le stade final d'un processus de production, de transformation et de distribution parfois fort long et comportant de nombreuses ramifications. Le graphique II illustre schématiquement ce processus.

(1) Les tableaux du type B ci-dessous font cette distinction.

GRAPHIQUE II. — Passage des ressources aux emplois finals



N. B. — Certains flux (les auto-fournitures, auto-consommations et avantages en nature, la consommation intermédiaire et les investissements des entreprises) et les stocks sont généralement très mal connus. Les statistiques professionnelles sont souvent incomplètes et les statistiques fiscales plus ou moins lourdement entâchées de fraude. Les enquêtes de distribution portent sur des échantillons restreints ou imparfaitement représentatifs. Pour les enquêtes de consommation, voir tableau 2, ci-dessous. Les recensements industriels et commerciaux, courants à l'étranger, font totalement défaut en France et le recensement agricole de 1955 n'a pu encore être exploité, faute de crédits.

La consommation ne peut pas toujours être mesurée directement, faute de données, mais des informations assez nombreuses, quoique de valeur souvent très inégale, sont disponibles à divers stades de l'élaboration ou de la distribution. L'intégration de ces données dans des bilans cohérents permet alors d'obtenir une mesure approchée de la consommation.

LA VALEUR DES ESTIMATIONS.

Les sources statistiques dont on dispose pour évaluer la consommation, n'ont pas été conçues, en général, pour les besoins de la Comptabilité Nationale. Elles sont le sous-produit d'activités administratives, comme les statistiques fiscales, ou biens des instruments de gestion économique, comme les statistiques de production d'un secteur déterminé rassemblées par une organisation professionnelle. Les statistiques de base doivent donc être transformées pour être adaptées à leur objet nouveau. Cette transformation peut rarement reposer sur des bases rigoureuses et laisse toujours une certaine place à l'appréciation du statisticien et à sa connaissance du domaine qu'il explore.

Les statistiques disponibles, ne mesurent jamais leur objet propre avec une précision absolue (1). S'y ajoutent les incertitudes qui proviennent de la transformation et de la combinaison des données originales.

Les risques d'erreur sont cependant atténués de deux façons : d'une part l'estimation de nombreux postes peut être obtenue de manière différente en combinant des sources originales distinctes, permettant ainsi des recoupements. D'autre part, des estimations comme celles que nous présentons sont établies de façon indépendante par plusieurs auteurs et la confrontation des résultats obtenus permet une critique réciproque fructueuse.

L'ÉTABLISSEMENT DES BILANS PAR PRODUIT.

Pour chaque produit le bilan fait apparaître d'un côté l'ensemble des disponibilités sur le territoire national : production, déstockage, importations, et de l'autre côté l'ensemble des utilisations : exportations, achats par les administrations publiques, consommation des ménages, utilisation intermédiaire, formation brute de capital, stockage (2). Lorsque chacun des éléments d'un tel bilan est connu à partir de sources indépendantes, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer considérablement les chiffres les plus incertains. Chaque source supplémentaire accroît, en outre, la précision de l'ensemble et on peut en général estimer, sans trop d'incertitude, la valeur des flux non directement saisis qui sont les plus compatibles avec la totalité des renseignements disponibles. Toutefois les estimations directes de certains postes n'existent pas ou ne sont disponibles qu'avec beaucoup de retard. Dans ces conditions, l'établissement d'un bilan peut permettre l'estimation provisoire du poste inconnu comme résidu. La confrontation détaillée de tous les renseignements obtenus à partir de ces différentes sources représente cependant un travail trop considérable pour être effectué chaque année. Un travail approfondi est fait, par conséquent, sur des années assez éloignées et l'on admet, pour les années intermédiaires que la structure des flux repérés ne s'est pas modifiée de façon trop consi-

(1) L'incertitude sur les statistiques de base n'interdit pas leur emploi pour l'analyse. Toute mesure est par nature approchée. Il convient d'estimer dans chaque cas, le degré de précision nécessaire à l'intelligence du phénomène considéré, et ne pas rechercher de supplément d'information sans en apprécier le coût et la rentabilité.

(2) Des bilans très détaillés relatifs à certains produits ont déjà été publiés dans les « Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation » : « Boissons », n° 3, 1956 ; « Viande et produits laitiers », n° 4, 1956 ; « Soins médicaux et produits pharmaceutiques », n° 1, 1957 ; « Chaussures », n° 4, 1957.

dérable. On considère alors que les variations de certains des postes du bilan les mieux connus (les indices du volume de la production par exemple) donnent une indication satisfaisante des modifications de la consommation totale. Ceci risque néanmoins d'être une source d'erreurs en période d'instabilité monétaire ou de modifications importantes de la structure de la consommation et des prix. Les résultats obtenus sont d'autant moins satisfaisants que l'on s'éloigne de l'année pour laquelle un bilan détaillé a été dressé. La série résultante doit toujours être interprétée avec prudence.

2. Les sources.

Les principales sources utilisées dans l'établissement des bilans par produit sont les suivantes, en remontant la filière des utilisations à la production :

- les statistiques directes de consommation ;
- les statistiques de distribution, qui repèrent soit les ventes au détail, soit des transactions à un stade intermédiaire (exemple : ventes de farine aux boulangers) ;
- les statistiques de transport, par nature de produit ;
- les statistiques de production, en quantité physique ou en valeur ;
- enfin, les statistiques douanières qui permettent de tenir compte des échanges extérieurs.

LES STATISTIQUES DIRECTES DE CONSOMMATION.

La méthode la plus directe pour estimer la consommation des particuliers consiste à leur demander de tenir des comptes, ou à les interroger sur leurs dépenses au cours d'une période récente. Bien entendu, on ne peut interroger tout le monde et on est obligé de procéder par sondage en étudiant avec soin les dépenses d'un échantillon convenablement choisi de ménages. On extrapole ensuite les résultats obtenus, en tenant compte des différences de comportement observées entre les consommateurs suivant leur revenu ou leur milieu social. Cette méthode représente le seul exemple de statistique de base conçue directement pour la mesure de la consommation.

L'utilisation et la réalisation de ces sondages soulèvent cependant un certain nombre de difficultés.

La première est leur coût. Pour obtenir des résultats satisfaisants, il convient d'interroger avec soin plusieurs milliers de ménages. Comme le nombre de questions qu'on peut poser dans une même enquête est limité, on est obligé d'exécuter séparément des enquêtes générales permettant de déterminer la structure d'ensemble des dépenses sans trop descendre dans le détail et des enquêtes partielles étudiant avec beaucoup plus de détails des dépenses particulières (l'habillement par exemple). En même temps que coûteuses et lourdes, ces enquêtes sont en outre longues à exécuter et à dépouiller. L'utilisation régulière des sondages pour l'estimation de divers postes de la Comptabilité Nationale présente encore un caractère expérimental dans la plupart des pays. Lorsque la méthode sera au point, on pourra normalement espérer une importante réduction des délais d'exploitation, qui devraient facilement être réduits d'une année ou plus à quelques mois.

La seconde difficulté vient de ce qu'on ne peut pas déterminer exactement la marge d'erreur des estimations obtenues. Aux erreurs d'échantillonnage, qu'on peut évaluer en partant de la théorie de l'estimation statistique, s'ajoutent les erreurs de transcription, les refus partiels de réponse ou les réponses volontairement erronées, etc. L'expérience montre que ces difficultés ne sont pas insurmontables, mais les erreurs systématiques de

mesure observées dans certains cas (dépenses de tabac et d'alcool en particulier) indiquent que la méthode ne peut suffire à elle seule. Dans l'état actuel de l'information statistique, les sondages sont cependant la seule méthode pour déterminer l'autoconsommation, et une des meilleures méthodes dans le cas des dépenses alimentaires et des services.

Le tableau II ci-après résume le champ couvert par les diverses enquêtes de consommation en France depuis 1951. On voit que jusqu'en 1956, les enquêtes de consommation avaient, ou bien porté sur l'ensemble des consommations de certaines catégories de la population, ou bien analysé une partie des consommations de toute la population. Ce n'est qu'en 1956 qu'a eu lieu la première enquête exhaustive tant par son objet que par le milieu étudié. Cette dernière, portant sur 20 000 ménages est la plus importante qui ait jamais été réalisée en France et se compare aux plus grandes enquêtes réalisées à l'étranger (1).

LES STATISTIQUES DE DISTRIBUTION.

Ces statistiques sont de trois sortes. En premier lieu, des statistiques fiscales sur le chiffre d'affaires dans les diverses branches du commerce de détail. Elles apportent peu de renseignements en général, car elles sont très tardives et affectées par des pourcentages variables de fraude. En outre, le grand nombre de commerces multiples limite encore leur utilité.

On a en second lieu, des indices rapides des variations du chiffre d'affaires dans un certain nombre de branches. Ces statistiques établies par la Direction du Commerce Intérieur du Secrétariat d'Etat à l'Industrie et au Commerce fournissent des renseignements sur l'évolution à court terme des consommations. Elles reposent malheureusement sur des échantillons de détaillants encore trop peu nombreux et représentatifs pour qu'on puisse les utiliser sans précautions. Leur qualité s'améliore cependant assez rapidement.

On dispose enfin de renseignements fournis directement par certains commerces : coopératives, grands magasins, ... Quoique très partielles, ces données ont l'avantage d'être rapidement disponibles et fournissent d'utiles indications de tendances à court terme.

LES STATISTIQUES DE PRODUCTION.

En valeur.

Les statistiques fiscales donnent avec beaucoup de retard une estimation du chiffre d'affaires des producteurs. Leur utilisation est délicate en raison de la fraude, variable d'un secteur à l'autre, et des livraisons entre entreprises de la même branche (2). Il est souvent difficile, dans ces conditions, de passer du chiffre d'affaires fiscal à la valeur de la production totale de la branche. Lorsque la production totale de la branche est connue, on la ventile entre les divers débouchés (autres branches, extérieur, administrations, ménages) afin de déterminer la part de la production qui compose la consommation des particuliers, compte tenu des importations et des variations des stocks, ces dernières étant particulièrement mal connues. Il en résulte une consom-

(1) Les premiers résultats de cette enquête ont été publiés dans « Consommation. — Annales du C. R. E. D. O. C. », n° 1, 1958. Des résultats plus détaillés seront publiés tout au long de 1958 et les résultats très détaillés, par produit, non publiés, pourront être obtenus au C. R. E. D. O. C., 30, rue d'Astorg.

(2) Une partie non négligeable de la production totale de l'industrie textile, par exemple, consiste en produits semi-ouvrés vendus par une entreprise textile à une autre.

TABLEAU II - Champ couvert par les enquêtes de consommation depuis 1951

Milieu enquêté \ objet de l'enquête	Viande Produits laitiers	Vêtements	Chaussures	Logement	Equipement ménager	Radio	Vacances	Ensemble des produits (enquêtes budgets de ménages)				
	Population non agricole Villes de plus de 100.000 habitants (y compris Paris)											
Villes de moins de 100.000 habitants												
Population agricole												
Date de l'enquête	1955	1953	1953	1955	1954	1951	1957	1951	1952	1953-54	1956	
Nombre de ménages enquêtés	12 000	20 000	6 000	10 000	20 000	4 000	2 400 ⁽¹⁾	2 000	700 ⁽²⁾	5 000 ⁽³⁾	20 000	
<p>1) Population non agricole des villes de plus de 50 000 habitants. 2) Exploitants agricoles seulement. 3) Ouvriers, employés, cadres moyens seulement.</p>												

mation apparente évaluée aux prix à la production. On majore ce chiffre d'un pourcentage correspondant aux marges moyennes de commercialisation pour obtenir la valeur des dépenses au prix de détail.

En volume.

On utilise très largement des statistiques du volume physique de la production, afin de déterminer la quantité de chaque bien qui est disponible au cours de la période. Ces statistiques sont de qualité variable suivant les secteurs. Elles sont établies par des Syndicats professionnels qui ne représentent pas toujours l'ensemble de la profession, puis centralisées et redressées par les Ministères techniques compétents (Secrétariat d'Etat à l'Agriculture, Bureau Central de Statistique Industrielle du Secrétariat d'Etat à l'Industrie et au Commerce). Il n'est pas possible en général de se borner aux statistiques saisissant le dernier stade de la fabrication, celles relatives aux disponibilités en matières premières ou en certains produits intermédiaires étant souvent meilleures. Ainsi dans le cas des articles d'habillement, on dispose de meilleurs renseignements sur la production de filés et de tissus que sur la production d'articles finis. L'estimation de la production d'articles d'habillement doit donc résulter d'une étude comparée de l'ensemble des statistiques concernant le secteur textile. Une telle analyse suppose connus les circuits de production et de distribution, ainsi que la structure des prix de revient à chaque stade. Pour un certain nombre de produits, ces éléments sont établis d'après des enquêtes effectuées par la Direction des Prix du Secrétariat d'Etat aux Affaires Economiques.

On obtient ainsi le flux réel de produits finis sortant de chaque secteur. On doit alors adopter un certain nombre d'hypothèses cohérentes sur la part de la production qui va aux particuliers ainsi que sur le prix moyen d'achat.

Ces hypothèses sont difficiles à établir pour les secteurs qui produisent un grand nombre d'articles finis distincts, surtout s'ils peuvent indifféremment servir à des usages industriels ou ménagers. C'est par exemple le cas de la quincaillerie et de l'ameublement. Ailleurs, la production est relativement homogène et bien connue, mais la part qui est achetée par les particuliers ne peut être isolée que de façon approximative : c'est par exemple le cas des voitures automobiles ; la production en est parfaitement connue, mais on ne peut déterminer qu'assez arbitrairement quelle part de cette production sert à des usages strictement personnels, et doit donc être comptée dans la consommation des particuliers.

* * *

Ainsi, l'utilisation des sources disponibles soulève des difficultés sérieuses. Ces difficultés sont cependant très atténuées par l'utilisation simultanée de renseignements d'origine distincte. En résumé, on peut admettre que la consommation globale, ainsi que sa ventilation par très grands postes, sont estimées d'une manière assez satisfaisante. Par contre, la détermination de certains postes particuliers peut reposer sur des bases fragiles et doit être utilisée avec certaines précautions. En présence des sources disponibles le plus délicat est d'arbitrer entre les diverses évaluations. Bien qu'il n'existe pas de règle générale à cet égard, l'expérience tend à montrer que les enquêtes auprès des consommateurs fournissent des renseignements valables sur la structure de la consommation par catégorie socio-professionnelle et, souvent, par type de produits. Pour un petit nombre de produits, toutefois (tabac, alcool), les consommations par tête données par les enquêtes sont manifestement inexactes. On est alors conduit à s'appuyer plutôt sur les

statistiques de production, en volume ou en chiffre d'affaires. Par ailleurs, les enquêtes auprès des consommateurs n'ayant lieu qu'à de longs intervalles pour un produit donné, ce sont les statistiques de production et de distribution, corrigées du mouvement du commerce extérieur et, éventuellement, des variations de stocks qui renseignent sur l'évolution de la consommation apparente entre deux enquêtes. Enfin, en ce qui concerne le profil mensuel ou saisonnier de la consommation, les seules sources disponibles sont constituées par les chiffres d'affaires des commerces de détail, encore qu'elles soient insatisfaisantes à certains égards.

Le tableau de la consommation de 1950 à 1957, présenté ci-après, est basé sur l'ensemble des sources disponibles, à l'exception de l'enquête budgets de ménage de 1956 : son exploitation n'était en effet pas suffisamment avancée pour permettre son intégration systématique dans les bilans de cette année. Les données relatives à 1956 et 1957 doivent être considérées comme provisoires et l'ensemble des séries doit toujours être interprété avec prudence.

DEUXIÈME PARTIE

LA CONSOMMATION DANS L'ÉCONOMIE FRANÇAISE⁽¹⁾

De 1950 à 1957, la consommation par tête s'est accrue d'environ 40 %, abstraction faite de la hausse des prix.

Cette augmentation n'a pas été régulière : plus rapide que celle des revenus et donc de l'épargne, pendant les années d'inflation qui marquent le début et la fin de la période, elle s'est au contraire ralentie au bénéfice de l'épargne, de 1954 à 1956, années d'expansion dans la stabilité des prix.

Autant que le volume, la structure de la consommation s'est profondément modifiée. La consommation des produits alimentaires a augmenté sensiblement moins que la consommation totale (29 % contre 41 %).

Celle d'hygiène, de soins et de produits des industries mécaniques et électriques a, au contraire, connu un accroissement très supérieur, de l'ordre de 80 % à 150 % suivant les produits.

Un dernier groupe de consommations enfin, comprenant surtout l'habillement et les dépenses d'hôtels, de cafés et de restaurants, s'est développé à peu près comme la consommation totale.

Dans l'ensemble la consommation a augmenté en France plus vite que dans les pays voisins, Allemagne exceptée ; en valeur absolue par habitant, elle apparaît du même ordre que chez nos partenaires européens les plus industrialisés. L'investissement par tête semble en revanche sensiblement plus faible.

(1) Note préparée par C. Fourgeaud.

I. — COMMENTAIRES D'ENSEMBLE

De 1950 à 1957, la valeur de la consommation française a plus que doublé. Toutefois, si l'on tient compte de la hausse des prix, l'augmentation en volume n'est plus que d'environ 40 % ; ce chiffre traduit cependant un progrès considérable, l'accroissement annuel moyen dépassant 5 %. Il est intéressant de rapprocher ce résultat de ceux relatifs à d'autres pays pour la même période ou des périodes voisines (1) (2).

Allemagne.....	8,4
France.....	5,9
Italie.....	4,6
États-Unis.....	3,8
Belgique.....	2,5
Royaume-Uni.....	1,1

L'évolution de la consommation et des prix s'est accompagnée de changements profonds de structure. Avant de procéder à leur analyse détaillée, il est utile de replacer la consommation dans l'ensemble de l'évolution économique : population, production, revenus.

I. ÉVOLUTION DE LA POPULATION ET DE L'EMPLOI.

L'étude de la consommation doit nécessairement tenir compte de l'évolution de la population :

- population active qui, participant aux opérations de production, perçoit l'essentiel des revenus des ménages ;
- population totale dont le niveau et la structure de consommation dépendent à la fois de son importance numérique et de sa composition (nombre d'enfants, d'adultes, de vieillards, etc.).

De 1950 à 1957, la **population totale** s'est accrue régulièrement d'environ 300 000 personnes par an, soit 6 % en sept ans, principalement à cause de l'excédent des naissances sur les décès. L'immigration est restée faible jusqu'en 1956 (30 000 étrangers et 25 000 Nord-Africains par an environ). Depuis cette date l'allongement du service militaire et l'expansion économique ont accru la pénurie de main-d'œuvre, palliée par un surcroît d'immigration, le solde migratoire atteignant environ 85 000 personnes en 1956 et 150 000 en 1957.

La **population active** semble être restée assez stable au cours des années considérées. La légère récession de 1952-1953, si elle a influé sur le taux d'activité de la main-d'œuvre, n'a pas causé de chômage notable. L'expansion des années suivantes a entraîné le plein emploi et, à partir de 1956, une surenchère intense sur le marché du travail. Toutefois, la stabilité globale de la population active recouvre une baisse de la population agricole (de l'ordre de 85 000 personnes par an) et une forte croissance de l'emploi dans les branches industrielles. La répartition par âge de la population française — les classes jeunes et les générations âgées y sont proportionnellement plus importantes que dans une population équilibrée — explique la stagnation, puis la légère régression de la population active, alors que la population totale s'est élevée régulièrement depuis 1946. La population active diminuera encore pendant une dizaine d'années, surtout si l'on tient compte de l'allongement de la scolarité.

(1) Cette comparaison est évidemment assez délicate. Les taux d'accroissement ne peuvent en effet être interprétés avec précision qu'en étudiant aussi le niveau absolu et la structure de la consommation dans chaque pays.

(2) Bulletins Statistiques de l'O. E. C. E. « Statistiques générales », n° 1, janvier 1958.

Ces modifications démographiques influenceront nécessairement l'évolution future de la consommation.

2. LA PRODUCTION — LES REVENUS.

Dans l'état actuel de l'information statistique, il n'est pas possible de présenter des évaluations des différentes grandeurs économiques (consommation, production, revenus) de périodicité inférieure à l'année (voir graphiques I et II). Or, les évaluations annuelles risquent de masquer des tendances contradictoires, parfois importantes, qui peuvent se manifester au cours de l'année.

Dans les commentaires qui suivent, on s'est borné à dégager quelques tendances générales, en les interprétant, dans la mesure du possible, à l'aide de renseignements qualitatifs sur la conjoncture à court terme.

Production et consommation.

L'évolution de la consommation et de la production à prix constants est indiquée dans le graphique II.

Pour l'ensemble de la période, la consommation a suivi en moyenne d'assez près la production malgré des écarts provenant d'accidents à court terme, comme les variations de prix. En 1951, année de fortes hausses, la consommation a augmenté plus vite que la production. En 1952-53, l'activité économique s'est ralentie, ce qui a eu pour effet de ramener le taux de croissance de la consommation à un niveau voisin de celui de la production. En 1954, a commencé une période d'expansion dans la stabilité des prix qui a duré plus de deux ans : la consommation a crû moins vite que la production alors que les investissements se développaient rapidement. Mais dès 1956, la tendance s'est renversée : les prix, qui étaient restés stables depuis près de trois ans, ont augmenté malgré les mesures gouvernementales (blocage, détaxations, importations de produits alimentaires) et la consommation, stimulée par la crainte de hausses plus importantes, a augmenté nettement plus vite que la production. En 1957, le taux d'expansion de la consommation a été légèrement inférieur à celui de la production, mais ce résultat, basé sur des données annuelles, n'est pas très significatif : au premier semestre 1957 les prix sont restés sensiblement stables, alors qu'au second ils ont subi une hausse très importante.

Revenu et consommation.

L'évolution du revenu disponible et de la consommation est rappelée dans les graphiques I et II.

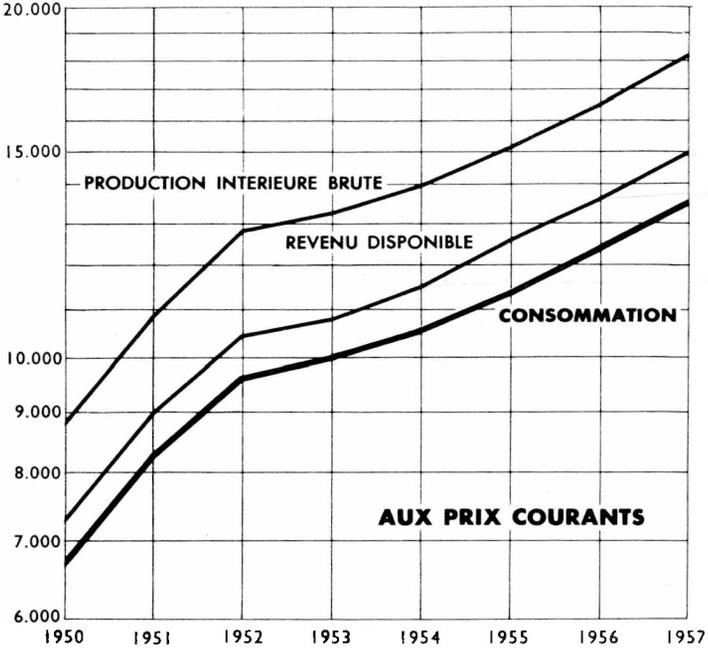
Le revenu disponible réel (aux prix de 1954) a augmenté entre 1950 et 1957 de 40 % environ. En tenant compte de l'augmentation de la population, l'élévation du niveau de vie a été en moyenne d'environ 4,5 % par an. Cette évolution n'a cependant pas été régulière. Ralentie durant les années de stagnation de 1952-1953, elle a pris un nouvel essor en 1954 pour se retrouver encore freinée en fin de période. De 1954 à 1957, l'accroissement des ressources **nominales** des ménages a été remarquablement régulier, 10 % par an environ. Toutefois, si l'on tient compte de la hausse des prix, l'augmentation annuelle du revenu réel qui était de 8 % en 1955 n'a guère dépassé 5 % en 1957. Dans cette dernière période, les salaires et les profits ont accusé une progression très parallèle avec, semble-t-il, une légère avance des revenus salariaux.

Pour l'ensemble de la période, si l'on exclut la population agricole qui a été légèrement défavorisée, l'élévation du niveau de vie a été assez comparable pour toutes les catégories sociales.

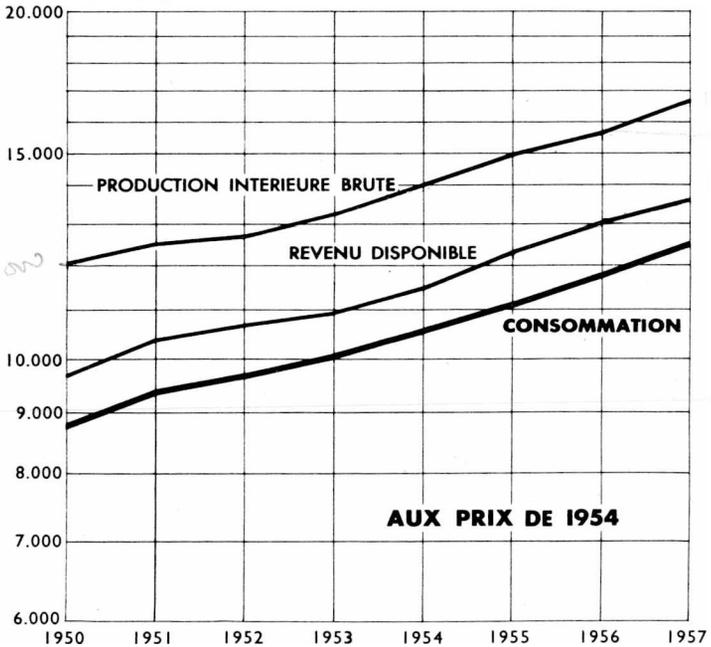
GRAPHIQUES I ET II

Production. — Revenus. — Consommation de 1950 à 1957

Milliards de francs
(Echelle Logarithmique)



Milliards de francs



De 1950 à 1957, la consommation a augmenté à peu près du même pourcentage que les revenus personnels, ce qui a entraîné une forte augmentation de l'épargne des particuliers.

Cependant, la répartition de l'augmentation du revenu entre la consommation et l'épargne a subi des variations importantes d'une année à l'autre, notamment sous l'effet des variations de prix. En 1950 et surtout 1951, période d'inflation, la consommation réelle a augmenté plus vite que les revenus ; le ralentissement de l'expansion en 1952-1953 a freiné la hausse des revenus plus que celle de la consommation. Au cours de la période 1950-53, par conséquent, l'épargne a crû moins vite que les revenus. L'expansion dans la stabilité des prix qui a suivi, s'est par contre, traduite par un accroissement de la consommation notablement inférieur à celui des revenus. Il en est résulté un développement sensible de l'épargne.

En 1956, les prix, surtout ceux des produits alimentaires, ont monté à nouveau par suite d'irrégularités dans les récoltes et, en fin d'année, de la crise de Suez qui a incité les particuliers à effectuer des achats de précaution. La consommation a augmenté plus rapidement que le revenu et l'épargne a été plus faible qu'en 1955.

En 1957, malgré les fortes hausses des prix au second semestre, la consommation et les revenus ont augmenté au même rythme sur l'ensemble de l'année. L'épargne réelle est restée inférieure au niveau de 1955, bien que les revenus réels aient été supérieurs d'environ 10 %.

II. — ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA CONSOMMATION

Les constatations faites dans le passé et à l'étranger montrent qu'une augmentation importante de la consommation s'accompagne toujours de variations dans sa structure. La consommation française, qui s'est accrue de plus de 40 % de 1950 à 1957, ne fait pas exception à cette règle : la part de l'alimentation a, par exemple, diminué dans les budgets familiaux au profit des dépenses d'habitation, de transports et d'hygiène.

Les commentaires qui suivent analysent de façon détaillée ces changements de structure : les biens et services consommés ont été groupés selon les grands types de besoins qu'ils satisfont : habitation, habillement, etc. Les comparaisons seront le plus souvent effectuées en termes réels (aux prix de 1954) afin d'éliminer l'influence des variations de prix.

Les graphiques III et IV montrent l'évolution des diverses consommations de 1950 à 1957. Il est commode de présenter les modifications de la structure des consommations en les classant en trois groupes suivant leur taux de croissance par rapport à la consommation globale :

- Consommations se développant moins vite ;
- Consommations se développant plus vite ;
- Consommations se développant au même taux que la consommation totale (1).

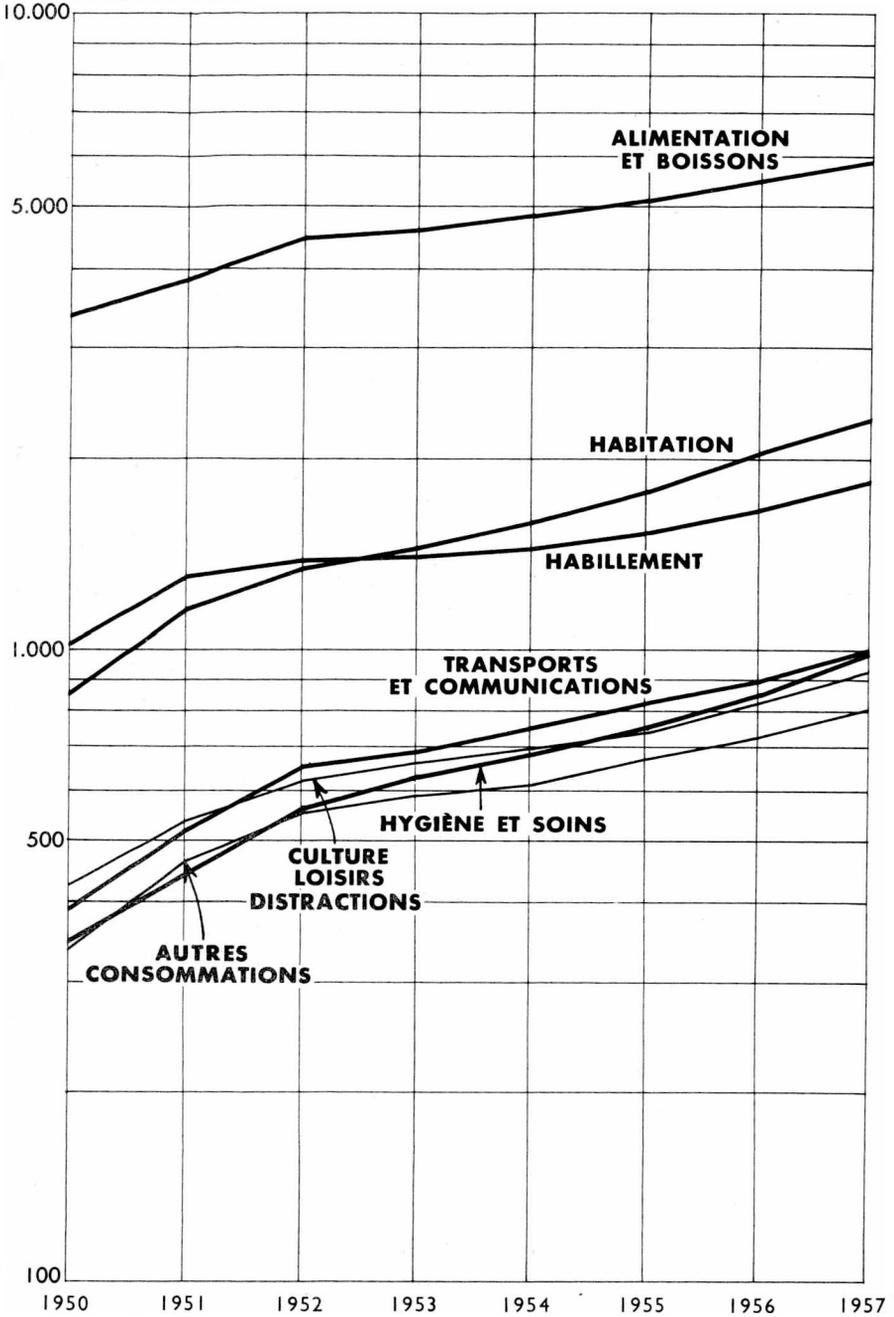
La part des consommations du premier groupe diminue, celle du second augmente et celle du troisième reste stable (2) (cf. graphique VI).

(1) Ce classement correspond à la valeur des élasticités par rapport à la consommation totale, qui sont respectivement inférieure, supérieure ou voisine de l'unité.

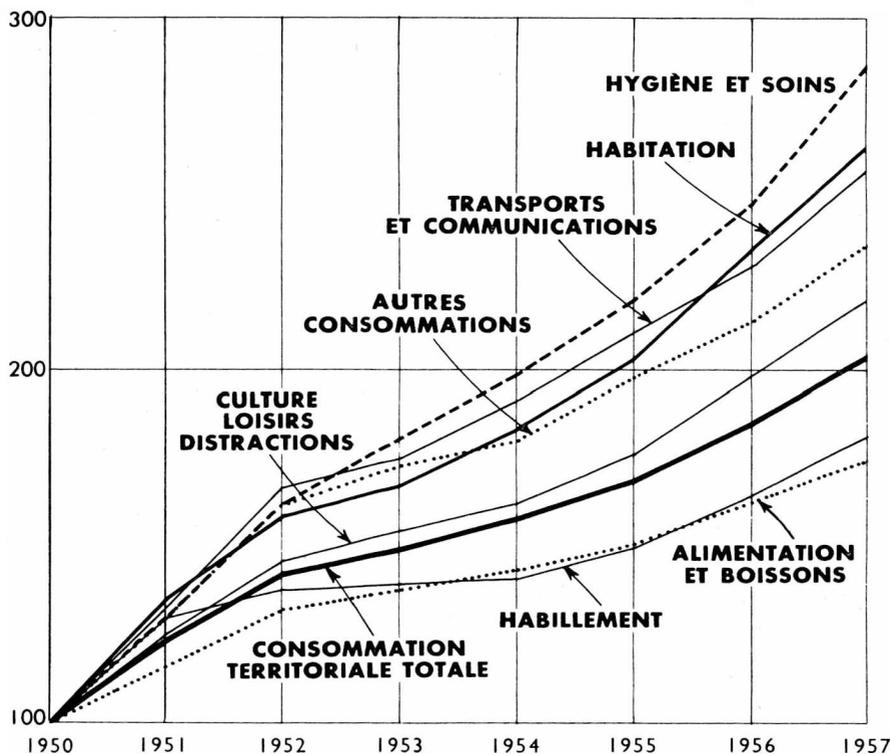
(2) Cf. tableau p. 45.

GRAPHIQUE III
Évolution de la Consommation par catégorie de besoins
 (valeurs aux prix courants)

Milliards de francs
 (Echelle Logarithmique)



GRAPHIQUE IV
Évolution de la consommation
par catégories de besoins aux prix courants
(indice 1950 = 100)



Le graphique V montre que le premier groupe est essentiellement constitué par l'ensemble des produits alimentaires. Cette évolution est caractéristique des populations dont le niveau de vie, déjà élevé, s'accroît.

Le second groupe comprend les classes « habitation », « hygiène et soins », « transports et communications », « culture, loisirs, distractions ».

Le troisième groupe comprend surtout les hôtels, cafés, restaurants et l'habillement.

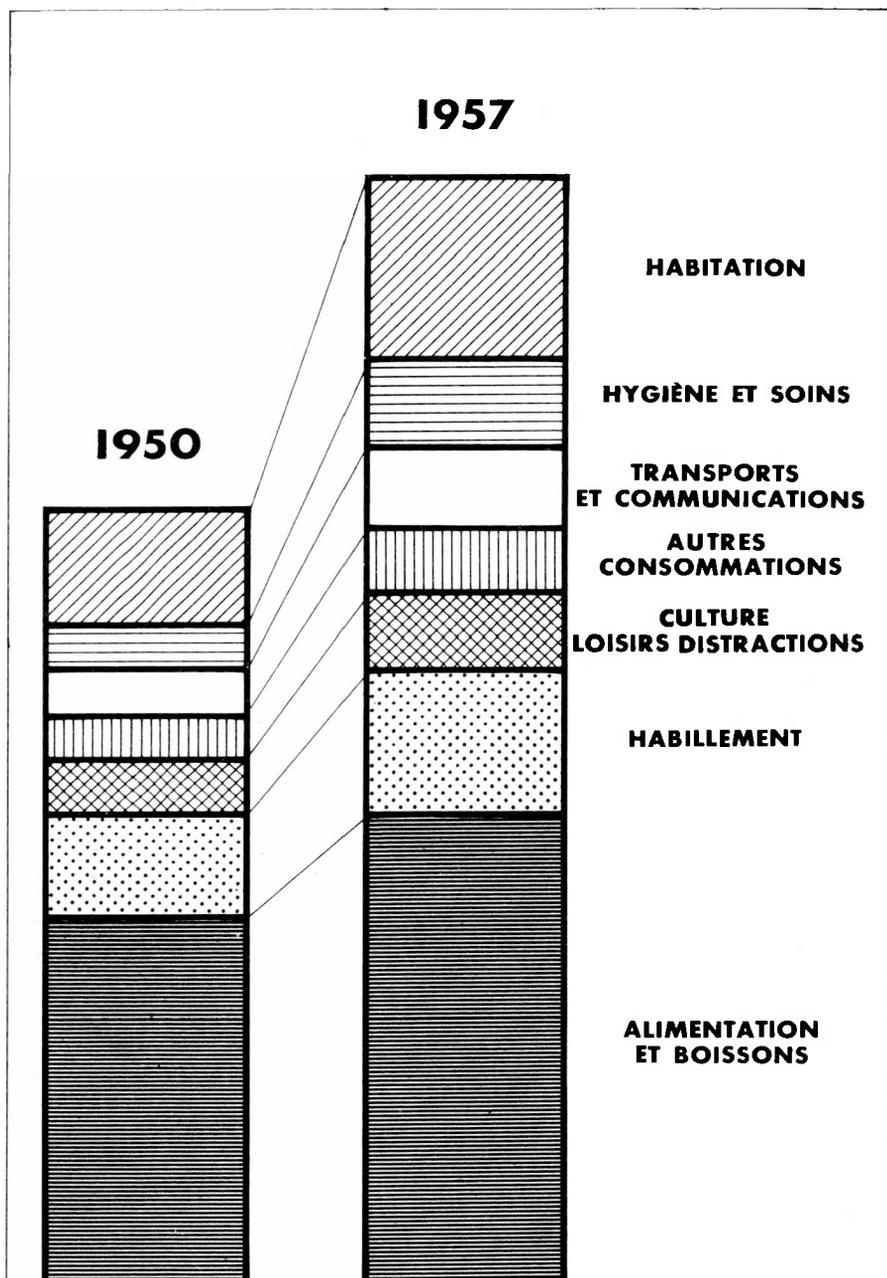
On a remarqué plus haut que la consommation globale ne s'était pas développée uniformément au cours de la période, notamment sous l'action de facteurs à court terme : hausses des prix, achats spéculatifs, etc. Leur influence se retrouve dans l'analyse détaillée de la structure de la consommation.

I. LES CONSOMMATIONS EN PROGRÈS LENT : L'ALIMENTATION.

L'évolution des principales consommations alimentaires est rappelée dans le tableau n° 1 (p. 31).

De 1950 à 1957, alors que la consommation globale a augmenté de 41 %, la consommation alimentaire a augmenté de 29 % en volume, soit environ 3,7 % par an. L'élasticité apparente de la consommation alimentaire par

GRAPHIQUE V
Structure de la consommation
en 1950 et en 1957 à prix constants



GRAPHIQUE VI
Part de chaque catégorie
de besoins dans la consommation totale
en 1950 et en 1957 aux prix courants

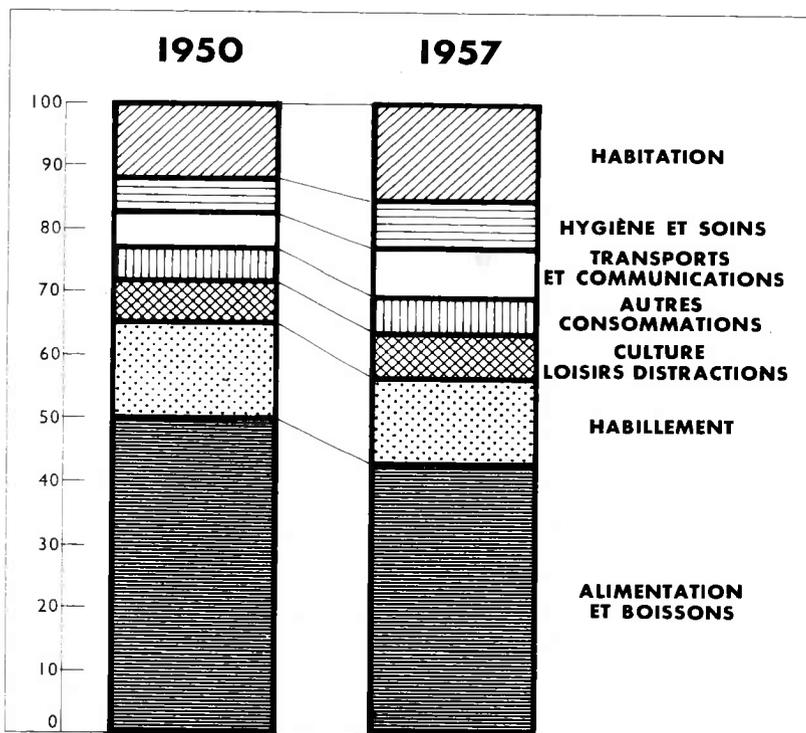


Tableau I - EVOLUTION DES CONSOMMATIONS EN PROGRES LENT :
L'ALIMENTATION

aux prix de 1954

Indice 1950 = 100

	1950	1954	1957
Produits à base de céréales	100	112	121
Légumes	100	98	109
Fruits	100	109	108
Viandes, volailles, oeufs, poissons	100	125	141
Lait, fromages	100	111	119
Corps gras	100	120	137
Produits à base de sucre et de cacao	100	132	169
Produits alimentaires divers	100	114	134
Boissons	100	114	128
Total alimentation et boissons	100	116	129
CONSOMMATION TOTALE	100	119	141

rapport à la consommation totale est donc de 0,7 sur l'ensemble de la période. Compte tenu de la baisse de 6 % des prix de l'alimentation, relativement à l'évolution des prix de l'ensemble des consommations (1), ce résultat s'accorde avec celui qui ressort des enquêtes sur les budgets de famille.

Seule l'année 1956 est anormale : l'indice par rapport à 1955 ne s'établit qu'à 102,4. Cet indice masque une progression importante des achats des produits des industries alimentaires, accélérée par les stockages de précaution en fin d'année après les opérations de Suez, et une baisse très sensible de la consommation des fruits et légumes, à la suite des mauvaises récoltes de 1956.

Si la part de l'alimentation dans la consommation globale a diminué, sa composition s'est aussi considérablement modifiée (voir tableau I). D'une part, les dépenses de consommation ont augmenté plus vite que les quantités consommées, par substitution de produits de qualité supérieure sous l'effet de l'évolution du niveau de vie (le beurre laitier pasteurisé prend la place du beurre fermier, le pain de fantaisie celle du gros pain, etc.). D'autre part, l'importance relative des différents groupes de produits alimentaires s'est modifiée. L'aspect le plus notable en est la forte augmentation des dépenses de viande, volailles et poissons (41 % en volume de 1950 à 1957). La consommation du bœuf et du veau a crû régulièrement jusqu'en 1955 ; ensuite la production n'a pas pu satisfaire la demande toujours croissante, principalement pour les morceaux de qualité supérieure : en 1956 et 1957, la consommation de bovins est restée proche de celle de 1955. L'ajustement de l'offre et de la demande s'est réalisé par une hausse importante des prix, malgré les importations. La consommation de porc s'est accrue tout au long de la période, particulièrement en 1956 (indice 173) pour compenser l'insuffisance des approvisionnements en bovins.

Parmi les produits alimentaires dont la consommation s'est développée très rapidement, il faut aussi citer les corps gras. Bien que l'information statistique dont on dispose soit encore fragile, on peut attribuer cette croissance à une double évolution : baisse des graisses animales et du saindoux, augmentation très forte du beurre. La consommation de margarine s'est développée aussi vite que celle du beurre, mais sa part reste encore très faible (10 % de la consommation de beurre).

Les produits à base de sucre et de cacao (sucre, chocolat, confiserie) sont à l'indice 169. Cette forte croissance semble liée à l'augmentation du nombre des enfants.

Par contre, les consommations de fruits et légumes se sont très peu développées (respectivement 8 % et 9 % de 1950 à 1957). Ce fait peut sembler curieux, les enquêtes de budgets de famille indiquant une forte augmentation de la consommation de ces produits, surtout des fruits, quand le revenu s'élève. La faible progression, même si l'on tient compte des conditions climatiques parfois exceptionnelles, est certainement imputable à l'insuffisance de la production et à la structure de la distribution. Pourtant une demande potentielle importante existe : des hausses de prix aussi importantes (près de 70 % pour les fruits, la plus forte de toutes les hausses de prix alimentaires) n'auraient pu se produire si la demande n'était pas très élevée (2).

(1) Les prix alimentaires ont en effet augmenté de 35 % et l'ensemble des prix de 44 %.

(2) La consommation des fruits et légumes est d'ailleurs assez mal connue en France. Des enquêtes et des études spécialisées seraient nécessaires si l'on veut adapter la production à la consommation.

Les produits à base de céréales n'accusent qu'une faible progression (20 % à prix constants) résultant d'une légère baisse de la consommation du pain, et d'une forte hausse de celle des biscottes et de la pâtisserie.

L'ensemble des boissons est à l'indice 122 en 1956 et 128 en 1957. On peut noter une faible augmentation des achats de vins courants (indice 119 en 1956), mais une augmentation très importante des achats de vins d'appellation contrôlée (indice 219) et de vins doux naturels (indice 212). La vente des apéritifs a diminué considérablement (indice 67), alors que celle de la bière et des boissons non alcoolisées s'est développée rapidement, bien que leur part dans l'ensemble des boissons soit encore inférieure à 20 %.

2. CONSOMMATIONS EN PROGRÈS RAPIDE.

A l'opposé de l'alimentation, les dépenses d'hygiène et de soins, de transports, d'habitation, de culture et de loisirs ont augmenté beaucoup plus vite que la consommation totale (voir tableau II).

Tableau II - CONSOMMATIONS EN PROGRES RAPIDE

aux prix de 1954

Indice 1950 = 100

	1950	1954	1957
Hygiène et soins	100	137	186
dont services médicaux	100	139	192
Transports et communications	100	138	169
dont achats de véhicules	100	188	253
utilisation des véhicules individuels	100	158	182
Habitation	100	118	149
dont loyers et charges	100	109	122
équipement du logement	100	140	209
Culture et loisirs	100	114	142
dont appareils de radio-télévision	100	124	233
Tabacs et allumettes	100	113	130
CONSOMMATION TOTALE	<u>100</u>	<u>119</u>	<u>141</u>

La consommation médicale se développe en France d'une façon spectaculaire (86 % de 1950 à 1957), soit près de 10 % par an. Ses diverses formes : produits pharmaceutiques, services de médecine, hospitalisation accusent un développement très parallèle. La part de la consommation médicale dans l'ensemble de la consommation qui était, aux prix courants, de 5,1 % n'a cessé de croître régulièrement au cours de la période étudiée pour dépasser 7 % en 1957. Il semble que ce fait soit dû à l'amélioration de l'équipement sanitaire et au perfectionnement des techniques médicales, bien plus qu'à l'augmentation des revenus. Le développement de la Sécurité Sociale a pu jouer également un rôle sans qu'on puisse en mesurer exactement l'importance.

L'évolution (49 % depuis 1950) des dépenses d'habitation résulte d'une très forte augmentation des dépenses d'équipement du logement (110 %), d'une croissance moindre (40 %) des achats de produits d'entretien et d'énergie et plus faible encore des loyers (22 %). Si l'on examine l'évolution, on voit que jusqu'en 1954 l'accroissement moyen n'a pas dépassé 5 % par an, alors qu'il a atteint 10 % par an de 1954 à 1957. Cette accélération provient en grande partie des dépenses d'équipement du logement (15 % d'augmentation en 1955, 1956 et 1957). A la fin de 1956 et en 1957, la hausse des prix, la crainte de hausses ultérieures et les taxations nouvelles ont incité les consommateurs à devancer leurs projets d'achats de biens durables. Les restrictions du crédit à la consommation décidées en 1957, n'ont pas, semble-t-il, ralenti de façon sensible la demande qui est restée soutenue jusqu'à la fin de l'année. Toutefois, les achats de biens durables étant très liés à l'accroissement du niveau de vie, une pause même momentanée dans l'expansion aurait certainement des répercussions profondes sur le marché du matériel ménager.

Les dépenses de transports ont aussi beaucoup augmenté depuis 1950 (70 % environ). Les transports individuels ont bénéficié principalement de cette expansion, les dépenses de transports collectifs n'ayant augmenté que de 20 % (dont près de 10 % pour la seule année 1957, en raison notamment de la pénurie de carburants). Jusqu'en 1955, mise à part l'année de stagnation de 1953, le taux d'accroissement a été considérable (de l'ordre de 15 % par an en moyenne). Mais dès 1956, la progression s'est ralentie. L'augmentation des frais d'utilisation des véhicules individuels : carburants, assurances, impôts, risque non seulement d'être un frein à l'utilisation du parc actuel, mais aussi à son renouvellement et à son développement. Cette tendance, déjà perceptible en 1956, s'est accusée en 1957, en raison de la pénurie des carburants, puis de l'augmentation importante du prix et de l'allongement des délais de livraisons dus au développement des exportations de voitures. L'influence du coût d'utilisation sur la demande d'automobiles est confirmée par l'évolution de la structure des ventes de véhicules suivant leur puissance : les grosses voitures cèdent progressivement la place aux petites. Ce phénomène est particulièrement apparent en 1957 : les ventes totales de voiture sont augmenté de 4 % mais ce taux recouvre une augmentation de 14 % des ventes de voitures de moins de 8 CV et une diminution de 50 % des ventes de celles de plus de 10 CV.

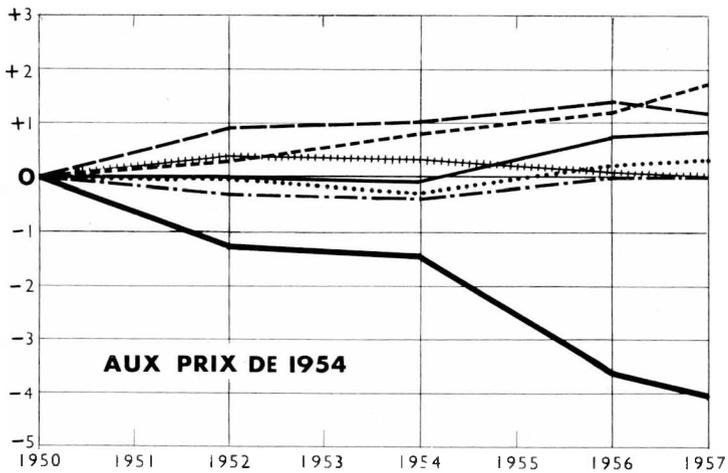
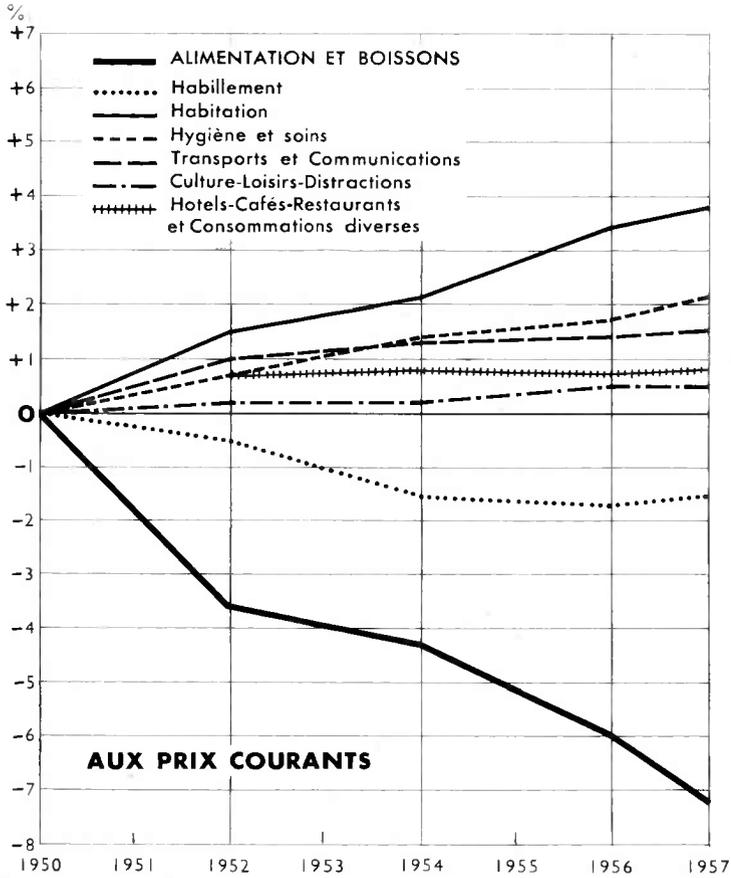
La consommation de carburants, qui est un bon indicateur de l'utilisation des véhicules, a presque doublé de 1950 à 1956. Elle a diminué de 3 % en 1957. Cette baisse est imputable d'une part à la pénurie du début d'année, d'autre part, à la hausse des prix qui a suivi et qui surtout a freiné les ventes de super-carburants (1).

Les dépenses de culture et loisirs ont augmenté en moyenne de 5 % par an, avec une légère accélération en fin de période. La part de ces dépenses dans la consommation globale reste assez modeste, de l'ordre de 7 % en 1957. L'examen détaillé de ce groupe montre que les spectacles sont restés à un niveau à peu près stable. L'augmentation des dépenses a surtout résulté des achats d'appareils de radio et de télévision dont la valeur, aux prix courants, a augmenté de 29 % en 1955, 33 % en 1956 et 25 % en 1957. Les dépenses de lecture se sont accrues à un rythme voisin de l'indice général de cette classe, soit en moyenne 6 % par an, avec une progression plus

(1) Sur une longue période l'augmentation de la consommation de carburants doit être interprétée en tenant compte de deux facteurs : le progrès technique qui diminue la consommation de voitures rendant des services comparables et les modifications de la structure du parc automobile résultant de la diffusion de modèles populaires. Le nombre de kilomètres parcourus augmente donc plus vite que le volume de carburant consommé.

GRAPHIQUES VII ET VIII

Modifications de la part de chaque catégorie de besoins dans la consommation totale de 1950 à 1957



sensible pour les livres que pour les journaux. Les achats de disques, qui sont encore très faibles, ont augmenté rapidement, surtout depuis 1954. On peut noter enfin que les ventes de jouets ont plus que doublé de 1950 à 1957.

3. CONSOMMATIONS EN EXPANSION MOYENNE.

Enfin un certain nombre de consommations évoluent à un rythme voisin de celui de la consommation totale. Il s'agit des dépenses d'habillement, d'un ensemble de consommations classées sous la rubrique « divers » et enfin des dépenses d'hôtels, cafés, restaurants pour lesquelles les évaluations sont encore fragiles (voir tableau III).

Tableau III - CONSOMMATIONS EN EXPANSION MOYENNE

aux prix de 1954	Indice 1950 = 100		
	1950	1954	1957
HABILLEMENT	100	118	145
dont : vêtement	100	124	156
lingerie, chemiserie	100	131	178
chaussures et articles chaussants .	100	117	133
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	100	123	137
DIVERS	100	122	150
CONSUMMATION TOTALE	<u>100</u>	<u>119</u>	<u>141</u>

Les dépenses d'habillement comprennent d'une part, les achats de vêtements et leur entretien, d'autre part les chaussures et articles chaussants. La demande de vêtements et de lingerie, qui avait fortement augmenté en 1951 est restée sensiblement stable jusqu'en 1954, pour augmenter rapidement depuis. Une accélération importante s'observe en 1957. La crainte des hausses de prix et la psychose de pénurie, consécutive aux restrictions d'importations de matières premières, ont conduit les consommateurs à effectuer des achats de précaution qui pourraient avoir des répercussions sur les achats de 1958. Malgré l'expansion dont l'industrie textile a bénéficié au cours de ces dernières années, sa position reste fragile parce que très sensible aux variations à court terme du revenu réel des consommateurs.

CONCLUSION

Les développements qui précèdent ont mis en évidence l'augmentation très rapide de la consommation. Dès 1949, la consommation en volume avait rejoint le niveau de 1938. Depuis, elle a crû de 50 %. On rencontre assez souvent l'idée qu'en France la consommation est trop élevée, plus

élevée que celle des pays voisins. Une comparaison, même imparfaite (1) avec les pays membres de la Communauté Européenne, est particulièrement intéressante à la veille du Marché Commun, elle conduit au tableau suivant :

CONSOMMATION ET INVESTISSEMENT PAR TETE EN 1955 (France base 100)

	France	Allemagne	Italie	Belgique Luxembourg	Pays Bas
CONSOMMATION					
dont: Alimentation	100	97	56	103	84
Habillement	100	99	67	101	83
Biens ménagers ..	100	100	62	140	105
Logement	100	156	15	82	65
Energie, transports et services	100	119	46	105	73
INVESTISSEMENTS	100	133	64	143	123
Produit national brut ...	100	105	57	111	94

Il apparaît que la consommation par tête est sensiblement la même en France, en Allemagne, en Belgique et au Luxembourg. Ainsi la consommation des ménages en France n'est pas, en valeur absolue, plus élevée que celle de ses partenaires les plus industrialisés.

Les investissements par tête sont par contre plus faibles en France que dans ces pays. Ce fait est mis en évidence dans le tableau ci-après, qui doit cependant être interprété avec prudence à cause des différences importantes dans la structure économique et des prix dans les pays considérés.

La France apparaît donc comme le pays ayant, par rapport au produit national brut, le pourcentage le plus élevé de consommation et le plus bas d'investissement. Il est important de souligner ce fait au moment de la mise en vigueur du Marché Commun et de l'impérieuse nécessité où se trouve la France de résorber le déficit du commerce extérieur. La réalisation des perspectives de développement économique prévues dans le troisième plan de modernisation exige indiscutablement un effort accru d'investissement.

On ne peut cependant en conclure sans nuance que la consommation globale des Français est trop élevée. Il n'est certes pas contestable que l'augmentation de la consommation des produits des industries mécaniques et électriques s'est faite au détriment des investissements et des exportations.

(1) Les comparaisons internationales de consommation sont rendues difficile, en particulier à cause des différences dans la structure des prix. L'utilisation des taux de change officiels conduirait manifestement à des résultats inexacts. La conversion en francs a donc été effectuée par une méthode rendant mieux compte de la structure réelle des consommations (cf. les travaux de Milton GILBERT). Toutefois, il convient d'interpréter ces résultats avec prudence.

(2) D'après Comparative National Products and Price Levels. Milton GILBERT, O. E. C. E., 1958.

Par contre les tendances de la production agricole feront normalement apparaître des excédents de produits laitiers, de céréales, de vin. Le problème n'est donc pas de freiner sans discernement l'augmentation du niveau de vie. Il est d'orienter la demande des particuliers et la production dans un sens plus conforme aux exigences de la politique économique sans sacrifier les chances d'accroissement rapide de la productivité dans tous les secteurs.

REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL BRUT EN 1955

	France	Allemagne	Italie	Belgique Luxembourg	Pays Bas
1 - Consommation privée .	67	61,6	76,5	64	59,3
2 - Consommation publique	13,4	12,8	14,6	10,4	14,7
3 - Formation brute de capital fixe	17,2	21,8	19,5	22	22,5
(dont machines et équipement)	(8,1)	(10,2)	(6,5)	(14)	(12,4)
4 - Stocks	0,9	2,2	1	0,9	1,8
5 - Solde du commerce extérieur	<u>1,5</u>	<u>1,6</u>	<u>-0,6</u>	<u>2,7</u>	<u>1,7</u>
Produit national brut..	100	100	100	100	100

Les mesures nécessaires pour réaliser cette adaptation doivent reposer sur une étude très poussée de la structure de la consommation et de son évolution.

Les tableaux qui suivent fournissent des éléments pour une telle étude. Ils sont cependant encore insuffisants : leur amélioration exigera un accroissement notable des moyens mis à la disposition des organismes publics chargés de la collecte des informations de base.

(1) Milton GILBERT, « op. cit. ».

CONSOMMATION N° 2 - Avril-Juin 1958

ERRATUM

- P. 24, 9ème ligne, lire : France 5,0 au lieu de 5,9
- P. 37, Une erreur de composition s'est introduite dans le tableau "Consommation et Investissement par tête en 1955 (France base 100)".

On trouvera ci-dessous le tableau rectifié.

CONSOMMATION ET INVESTISSEMENT PAR TÊTE EN 1955 (France base 100)

	France	Allemagne	Italie	Belgique Luxembourg	Pays Bas
CONSOMMATION	100	97	56	103	84
dont : Alimentation	100	99	67	101	83
Habillement	100	100	62	140	105
Biens ménagers ..	100	156	15	82	65
Logement	100	103	45	92	97
Energie, transports et services	100	119	46	105	73
INVESTISSEMENT	100	133	64	143	123
Produit national brut ...	100	105	57	111	94

- P. 38, Répartition du produit national brut en 1955 :
1. Consommation privée : Italie, lire 65,5 au lieu de 76,5
- P. 64, Evolution des consommations aux prix courants :
Fromages
- à pâte pressée, Colonne 1950 (milliards de francs), lire 81
au lieu de 51.
- P. 67, ligne "Vins" Total, colonne 1955 : lire 418 au lieu de 419
- P. 81, ligne "Postes", colonne 1955 : lire 27 au lieu de 25.

TROISIÈME PARTIE

TABLEAUX

A. — TABLEAUX D'ÉVOLUTION GÉNÉRALE

La consommation territoriale est analysée en seize groupes de biens et services. Les tableaux suivants retracent l'évolution d'ensemble de 1950 à 1957 :

1. Consommation en milliards de francs aux prix courants ;
2. Indices de consommation aux prix courants (1950 = 100) ;
3. Part de chaque groupe en % de la consommation totale estimée aux prix courants ;
4. Consommation en milliards de francs aux prix **constants** de 1954 ;
5. Indices de consommation aux prix **constants** de 1954 (1950 = 100) ;
6. Part de chaque groupe en % de la consommation évaluée aux prix **constants** de 1954 ;
7. Indices de prix moyens (1950 = 100).

Ces indices de prix résultent de la division des indices de valeur aux prix courants (tableau 2) par les indices de valeur aux prix constants de 1954. Il s'agit donc d'indices de prix à pondération proportionnelle aux consommations de l'année courante $\left(\frac{\sum P_i q_i}{\sum P_o q_i}\right)$. Ils mesurent en outre la variation des prix pour l'ensemble de la population. Leur évolution peut donc être différente de celle des indices des prix de détail, qui ont une pondération fixe, correspondant aux structures de consommation des ouvriers et employés de l'agglomération parisienne.

Conformément à la convention habituellement reçue, l'estimation des consommations alimentaires (poste 1) comprend la valeur au prix de gros des achats de produits alimentaires et de boissons par les hôtels, cafés, restaurants et par les collectivités. Le poste 8 : hôtels, cafés, restaurants, doit donc, pour éviter un double emploi, mesurer la valeur des consommations, déduction faite des achats de produits alimentaires et de boissons. Cette estimation est voisine de la valeur ajoutée par les hôtels, cafés, restaurants.

De même, les dépenses d'hospitalisation (partie du poste 4) et d'internat (partie du poste 6) sont comptées nettes des achats de produits alimentaires par les hôpitaux et établissements d'enseignement.

Les hypothèses de prix retenues pour l'estimation des diverses consommations sont indiquées dans les notes aux tableaux détaillés (voir Table, p. 55).

En raison d'une différence de définition, l'estimation de la consommation totale dans ces tableaux ne correspond pas à celle publiée dans le « Rapport sur les Comptes de la Nation de l'année 1957 » (Imprimerie Nationale, 1958, p. 26). Ce rapport traite, comme des transferts, des dépenses considérées ici comme des consommations. Pour 1954, le passage d'une définition à l'autre est le suivant :

Estimation « Comptes de la Nation »	10 285 milliards de F.
+ services domestiques	170 —
+ assurances	48 —
+ jeux de hasard	38 —
+ ajustement	2 —
Estimation tableaux A.....	10 543 milliards de F.

Des différences apparaissent aussi entre les estimations en francs constants pour les années 1950 à 1953. Elles résultent d'une nouvelle évaluation de la série « viandes » qui n'était pas disponible au moment de la publication du « Rapport sur les comptes de la Nation ».

CONSUMMATION TERRITORIALE, AUX PRIX COURANTS

Milliards de francs

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1. ALIMENTATION et BOISSONS								
11. Produits à base de céréales	366	454	522	532	538	553	585	607
12. Légumes	402	381	468	488	496	506	631	637
13. Fruits	184	224	275	280	300	312	332	337
14. Viandes, Volailles, Oeufs, Poissons	940	1.164	1.372	1.435	1.511	1.633	1.732	1.891
15. Lait, Fromages	330	356	380	391	400	412	431	435
16. Corps gras	308	375	383	439	437	451	492	513
17. Produits à base de sucre et de cacao	146	172	199	207	225	228	239	254
18. Produits alimentaires divers	36	43	49	52	50	51	55	59
19. Boissons	642	707	791	805	855	905	970	1.114
TOTAL ALIMENTATION ET BOISSONS	3.354	3.876	4.439	4.629	4.812	5.051	5.467	5.847
2. Habillement	1.012	1.315	1.386	1.404	1.426	1.523	1.660	1.846
3. Habitation	862	1.167	1.373	1.437	1.574	1.754	2.017	2.271
4. Hygiène et soins	344	448	559	622	683	752	849	983
5. Transports et communications	390	517	649	682	746	823	897	998
6. Culture, Loisirs, Distractions	424	529	620	655	688	747	844	928
7. Hôtels, Cafés, Restaurants val. aj... ..	183	263	340	365	384	427	453	496
8. Consommations diverses	159	197	214	226	230	251	276	309
TOTAL CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES	3.374	4.436	5.141	5.391	5.731	6.277	6.996	7.831
CONSUMMATION TERRITORIALE TOTALE	6.728	8.312	9.580	10.020	10.543	11.328	12.463	13.678

CONSOMMATION TERRITORIALE, AUX PRIX COURANTS

Indices 1950 = 100

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1. ALIMENTATION ET BOISSONS								
11. Produits à base de céréales	100	124	143	145	147	151	160	166
12. Légumes	"	95	116	121	123	126	157	158
13. Fruits	"	122	149	152	163	170	180	183
14. Viandes, Volailles, Oeufs, Poissons	"	124	146	153	161	174	184	201
15. Lait, Fromages	"	108	115	118	121	125	131	132
16. Corps gras	"	122	124	143	142	146	160	167
17. Produits à base de sucre et de cacao	"	118	136	142	154	156	164	174
18. Produits alimentaires divers	"	119	136	144	139	142	153	164
19. Boissons	"	110	123	125	133	141	151	174
TOTAL ALIMENTATION ET BOISSONS	100	116	132	138	143	151	163	174
2. Habillement	100	130	137	139	141	150	164	182
3. Habitation	"	135	159	167	183	203	234	263
4. Hygiène et soins	"	130	162	181	199	219	247	286
5. Transports et communications	"	133	166	175	191	211	230	256
6. Culture, Loisirs, Distractions	"	125	146	154	162	176	199	219
7. Hôtels, Cafés, Restaurants val. aj...	"	144	186	199	210	233	248	271
8. Consommations diverses	"	124	135	142	145	158	174	194
TOTAL CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES	100	131	152	160	170	186	207	232
CONSOMMATION TERRITORIALE TOTALE	100	124	142	149	157	168	185	203

CONSOMMATION TERRITORIALE, AUX PRIX DE 1954

Milliards de francs

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1. ALIMENTATION ET BOISSONS								
11. Produits à base de céréales	479	511	507	529	538	537	559	580
12. Légumes	504	495	480	493	496	518	514	549
13. Fruits	274	289	313	319	300	330	292	297
14. Viandes, Volailles, Oeufs, Poissons	1.206	1.236	1.333	1.438	1.511	1.593	1.639	1.705
15. Lait, Fromages	361	379	369	379	400	413	418	428
16. Corps gras	364	384	375	415	437	449	471	498
17. Produits à base de sucre et de cacao	171	183	187	209	225	233	263	289
18. Produits alimentaires divers	44	45	47	50	50	51	56	59
19. Boissons	750	816	835	848	855	883	914	963
TOTAL ALIMENTATION et BOISSONS ..	4.153	4.338	4.446	4.680	4.812	5.007	5.126	5.368
2. Habillement	1.212	1.325	1.334	1.386	1.426	1.526	1.643	1.752
3. Habitation	1.328	1.424	1.454	1.490	1.574	1.707	1.851	1.976
4. Hygiène et soins	500	540	586	642	683	721	814	928
5. Transports et Communications	539	624	678	687	746	824	881	912
6. Culture, Loisirs, Distractions	606	641	645	671	688	745	811	859
7. Hôtels, Cafés, Restaurants val. aj. ..	312	350	370	383	384	403	412	428
8. Consommations diverses	188	201	212	222	230	245	264	282
TOTAL CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES	4.685	5.105	5.279	5.481	5.731	6.171	6.676	7.137
CONSOMMATION TERRITORIALE TOTALE	8.838	9.443	9.725	10.161	10.543	11.178	11.802	12.505

CONSOMMATION TERRITORIALE, AUX PRIX DE 1954

Indices 1950 = 100

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1. ALIMENTATION et BOISSONS								
11. Produits à base de céréales	100	107	106	110	112	112	117	121
12. Légumes	"	98	95	98	98	103	102	109
13. Fruits	"	105	114	116	109	120	107	108
14. Viandes, Volailles, Oeufs, Poissons	"	102	111	119	125	132	136	141
15. Lait, Fromages	"	105	102	105	111	114	116	119
16. Corps gras	"	105	103	114	120	123	129	137
17. Produits à base de sucre et de cacao	"	107	109	122	132	136	154	169
18. Produits alimentaires divers ...	"	102	107	114	114	116	127	134
19. Boissons	"	109	111	113	114	118	122	128
TOTAL ALIMENTATION et BOISSONS .	"	104	107	113	116	121	123	129
2. Habillement	"	109	110	114	118	126	136	145
3. Habitation	"	107	109	112	118	128	139	149
4. Hygiène et soins	"	108	117	128	137	144	163	186
5. Transports et communications	"	116	126	127	138	153	163	169
6. Culture, Loisirs, Distractions	"	106	106	111	114	123	134	142
7. Hôtels, Cafés, Restaurants val. aj. .	"	112	119	123	123	129	132	137
8. Consommations diverses	"	107	113	118	122	130	140	150
TOTAL CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES	"	109	113	117	122	132	142	152
CONSOMMATION TERRITORIALE TOTALE	"	107	110	115	119	126	133	141

CONSOMMATION TERRITORIALE, AUX PRIX DE 1954

Répartition en %

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1. ALIMENTATION et BOISSONS								
11. Produits à base de céréales	5,4	5,4	5,2	5,2	5,1	4,8	4,7	4,6
12. Légumes	5,7	5,2	4,9	4,9	4,7	4,6	4,4	4,4
13. Fruits	3,1	3,1	3,2	3,1	2,9	3,0	2,5	2,4
14. Viandes, Volailles, Oeufs, Poissons	13,7	13,1	13,7	14,2	14,3	14,2	13,9	13,6
15. Lait, Fromages	4,1	4,0	3,8	3,7	3,8	3,7	3,5	3,4
16. Corps gras	4,1	4,1	3,9	4,1	4,1	4,0	4,0	4,0
17. Produits à base de sucre et de cacao	1,9	1,9	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,3
18. Produits alimentaires divers ...	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
19. Boissons	8,5	8,6	8,6	8,4	8,1	7,9	7,7	7,7
TOTAL ALIMENTATION et BOISSONS .	47,0	45,9	45,7	46,1	45,6	44,8	43,4	42,9
2. Habillement	13,7	14,1	13,7	13,6	13,5	13,6	13,9	14,0
3. Habitation	15,0	15,1	15,0	14,7	14,9	15,3	15,7	15,8
4. Hygiène et soins	5,7	5,7	6,0	6,3	6,5	6,5	6,9	7,4
5. Transports et communications	6,1	6,6	7,0	6,7	7,1	7,4	7,5	7,3
6. Culture, Loisirs, Distractions	6,9	6,8	6,6	6,6	6,5	6,6	6,9	6,9
7. Hôtels, Cafés, Restaurants val. aj. ...	3,5	3,7	3,8	3,8	3,7	3,6	3,5	3,4
8. Consommations diverses	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3
TOTAL CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES	53,0	54,1	54,3	53,9	54,4	55,2	56,6	57,1
CONSOMMATION TERRITORIALE TOTALE	100,0							

CONSUMMATION TERRITORIALE DE 1950 A 1957

Indices de prix moyens (1950 = 100)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1. ALIMENTATION et BOISSONS								
11. Produits à base de céréales	100	116	135	132	131	135	137	137
12. Légumes	"	97	122	123	126	122	154	145
13. Fruits	"	116	131	131	149	142	168	169
14. Viandes, Volailles, Oeufs, Poissons	"	122	132	129	129	132	135	143
15. Lait, Fromages	"	103	113	112	109	110	113	111
16. Corps gras	"	116	120	125	118	119	124	122
17. Produits à base de sucre et de cacao	"	110	125	116	117	115	106	103
18. Produits alimentaires divers ...	"	117	127	126	122	122	120	122
19. Boissons.....	"	101	111	111	117	119	124	136
TOTAL ALIMENTATION et BOISSONS .	100	112	123	122	123	125	132	135
2. Habillement	100	119	125	122	119	119	121	126
3. Habitation	"	126	146	149	155	159	168	176
4. Hygiène et soins	"	120	138	141	145	152	152	154
5. Transports et communications	"	115	132	138	138	138	141	151
6. Culture, Loisirs, Distractions	"	118	138	139	142	143	149	154
7. Hôtels, Cafés, Restaurants val. aj..	"	116	119	120	119	122	124	129
8. Consommations diverses	"	116	119	120	119	122	124	129
TOTAL CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES	"	120	135	137	139	141	146	153
CONSUMMATION TERRITORIALE TOTALE	"	116	129	130	132	133	139	144

B. — ANALYSE DE LA CONSOMMATION PAR TYPES D'UTILISATEURS

L'étude sur « la mesure de la consommation » qui ouvre ce numéro a montré que la consommation territoriale totale était une notion plus large que celle de dépenses de consommation des ménages au sens strict. Les tableaux qui suivent étudient quantitativement la différence entre les deux concepts pour chacune des années 1950 à 1956. Ils analysent en même temps un certain nombre de consommations intermédiaires : achats de produits alimentaires par les hôtels, cafés, restaurants, internats et autres collectivités.

Nous expliquerons la structure de ces tableaux en raisonnant sur l'exemple de 1951. La consommation territoriale a représenté 8 312 milliards qui se répartissent de la façon suivante :

1. 7 642 correspondent aux dépenses des ménages au sens strict ;
2. 504 à l'autoconsommation, dont 447 de produits alimentaires prélevés sur les exploitations agricoles et les jardins familiaux et 57 de loyers fictifs des logements habités par leurs propriétaires ;
3. 88 d'avantages et d'assistance en nature, principalement les diverses formes d'aide médicale (60,6), la contrepartie des réductions de tarifs consentie par la S. N. C. F. à certaines catégories de voyageurs comme les familles nombreuses (17,7), le déficit des cantines d'entreprises (5,4), etc. ; l'alimentation n'a pas été reportée parce que négligeable ;
4. 78 milliards, enfin, représentent la consommation de la population des institutions.

Les 531 milliards de dépenses « d'hôtels, cafés, restaurants » comprennent 273,7 milliards de produits alimentaires et de boissons analysés par produit colonne 5. Pour passer à la consommation territoriale totale (colonne 9), ces 273,7 milliards sont déduits du poste 7, pour se conformer à la convention rappelée dans les notes aux tableaux A.

La colonne « internats, hôpitaux, hospices » comprend des éléments de la consommation de la population des institutions (pensionnaires des asiles, hospitalisés de longue durée) : 47 milliards dont 9 d'alimentation (compris dans les 56 de la 10^e ligne) et 38 de services sanitaires. Elle isole aussi la part de l'alimentation dans certaines consommations non alimentaires des ménages au sens strict (hospitalisation et internats) : les 553 milliards du poste 6 comprennent 25 milliards d'alimentation achetés par les internats et les 370,9 milliards du poste 4 comprennent 22 milliards d'alimentation achetés par les hôpitaux et cliniques.

Enfin, la colonne « militaires et justice » analyse la valeur de la consommation des militaires du contingent stationnés en France et des détenus des établissements pénitentiaires.

ANALYSE DES CONSOMMATIONS PAR TYPE D'UTILISATEUR

(Milliards de francs aux prix courants)

	Ménages proprement dits				Achats des Hôtels Cafés Restaurants	Institutions			Total
	Achats	Auto- consom- mation	Avantages et Assistance en nature	Total		Internats Hôpitaux Hospices	Collectivités militaires et Justice	Total	
1. ALIMENTATION ET BOISSONS									
11. Produits à base de céréales	327,8	19	-	346,8	9,8	7,1	2,3	9,4	366
12. Légumes	305,9	73	-	378,9	13,6	8,0	1,5	9,5	402
13. Fruits	148,4	25	-	173,4	6,6	3,8	0,2	4,0	184
14. Viandes, Volailles, Oeufs, Poissons	736,0	152	-	888,0	35,0	10,7	6,3	17,0	940
15. Lait, Fromages	274,0	38	-	312,0	9,6	8,1	0,3	8,4	330
16. Corps gras	245,5	46	-	291,5	10,4	5,6	0,5	6,1	308
17. Produits à base de sucre et de cacao	138,1	-	-	138,1	5,9	1,7	0,3	2,0	146
18. Produits alimentaires divers	33,9	-	-	33,9	1,4	0,6	0,1	0,7	36
19. Boissons	446,7	48	-	494,7	144,4	1,4	1,5	2,9	642
TOTAL ALIMENTATION ET BOISSONS	2.656,3	401	-	3.057,3	236,7	47	13	60	3.354
2. Habillement	1.000,2		2,0	1.002,2			9,8	9,8	1.012
3. Habitation	812,6	46	0,6	859,2			2,8	2,8	862
4. Hygiène et soins	279,2		51,4	330,6			0,4	13,4	344
5. Transports et communications	375,1		14,5	389,6			0,4	0,4	390
6. Culture, Loisirs, Distractions	444,3		0,2	444,5			0,5	-20,5	424
7. Hôtels, Cafés, Restaurants	416,4		3,2	419,6	-236,7		0,1	0,1	183
8. Consommations diverses	158,8		0,2	159,0			-	-	159
TOTAL CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES	3.486,6	46	72,1	3.604,7	-236,7	- 8	14	6	3.374
TOTAL CONSOMMATION DES MENAGES	6.142,9	447	72,1	6.662	0	///	///	///	///
TOTAL CONSOMMATION DES INSTITUTIONS	///	///	///	///	///	39	27	66	///
CONSOMMATION TERRITORIALE TOTALE	6.142,9	447	72,1	6.662	0	39	27	66	6.728

(Milliards de francs aux prix courants)

	Ménages proprement dits				Achats des Hôtels Cafés Restaurants	Institutions			Total
	Achats	Auto- consom- mation	Avantages et Assistance en nature	Total		Internats H ôpitaux Hospices	Collectivités militaires et Justice	Total	
1. ALIMENTATION ET BOISSONS									
11. Produits à base de céréales	408,0	22	-	430,0	12,4	9,0	2,6	11,6	454
12. Légumes	278,3	80	-	358,3	13,2	7,8	1,7	9,5	381
13. Fruits	180,1	30	-	210,1	9,0	4,7	0,2	4,9	224
14. Viandes, Volailles, Oeufs, Poissons .	921,5	175	-	1.096,5	47,0	13,2	7,3	20,5	1.164
15. Lait, Fromages	297,5	38	-	335,5	10,9	9,3	0,3	9,6	356
16. Corps gras	309,9	45	-	354,9	12,0	7,5	0,6	8,1	375
17. Produits à base de sucre et de cacao	163,3	-	-	163,3	6,2	2,2	0,3	2,5	172
18. Produits alimentaires divers	40,7	-	-	40,7	1,4	0,7	0,2	0,9	43
19. Boissons	485,0	57	-	542,0	161,6	1,6	1,8	3,4	707
TOTAL ALIMENTATION et BOISSONS ..	3.084,3	447	-	3.531,3	273,7	56	15	71	3.876
2. Habillement	1.301,2		2,4	1.303,6			11,4	11,4	1.315
3. Habitation	1.106,1	57	0,8	1.163,9			3,1	3,1	1.167
4. Hygiène et soins	370,9		60,6	431,5		-22 } 16 +38 }	0,5	16,5	448
5. Transports et Communications	498,9		17,7	516,6			0,4	0,4	517
6. Culture, Loisirs, Distractions	553,3		0,2	553,5		-25	0,5	-24,5	529
7. Hôtels, Cafés, Restaurants	531,2		5,4	536,6	-273,7		0,1	0,1	263
8. Consommations diverses	196,7		0,3	197,0			-	-	197
TOTAL CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES	4.558,3	57	87,4	4.702,7	-273,7	- 9	16	7	4.436
TOTAL CONSOMMATION des MENAGES	7.642,6	504	87,4	8.234	0	///	///	///	///
TOTAL CONSOMMATION DES INSTITUTIONS	///	///	///	///	///	47	31	78	///
CONSOMMATION TERRITORIALE TOTALE	7.642,6	504	87,4	8.234	0	47	31	78	8.312

ANALYSE DES CONSOMMATIONS PAR TYPE D'UTILISATEUR

(Milliards de francs aux prix courants)

	Ménages proprement dits				Achats des Hôtels Cafés Restaurants	Institutions			Total
	Achats	Auto- consom- mation	Avantages et Assistance en nature	Total		Internats Hôpitaux Hospices	Collectivités militaires et Justice	Total	
1. ALIMENTATION et BOISSONS									
11. Produits à base de céréales	468,7	25	-	493,7	14,5	11,1	2,7	13,8	522
12. Légumes	342,3	98	-	440,3	16,1	10,0	1,6	11,6	468
13. Fruits	220,3	38	-	258,3	10,0	6,5	0,2	6,7	275
14. Viandes, Volailles, Oeufs, Poissons	1.092,3	197	-	1.289,3	56,7	18,0	8,0	26,0	1.372
15. Lait, Fromages	323,1	35	-	358,1	12,0	9,6	0,3	9,9	380
16. Corps gras	316,9	45	-	361,9	12,2	8,2	0,7	8,9	383
17. Produits à base de sucre et de cacao	188,6	-	-	188,6	7,2	2,9	0,3	3,2	199
18. Produits alimentaires divers ...	46,0	-	-	46,0	2,0	0,8	0,2	1,0	49
19. Boissons	545,7	54	-	599,7	186,9	2,4	2,0	4,4	791
TOTAL ALIMENTATION et BOISSONS	3.543,9	492	-	4.035,9	317,6	69,5	16	85,5	4.439
2. Habillement	1.370,5		2,9	1.373,4			12,6	12,6	1.386
3. Habitation	1.296,5	72	1,0	1.369,5			3,5	3,5	1.373
4. Hygiène et soins	454,4		82,0	536,4		} 22 { -28 { +50	0,6	22,6	559
5. Transports et communications	626,5		22,0	648,5			0,5	0,5	649
6. Culture, loisirs, distractions	647,6		0,2	647,8		-28,5	0,7	-27,8	620
7. Hôtels, cafés, restaurants	650,4		7,1	657,5	-317,6		0,1	0,1	340
8. Consommations diverses	213,7		0,3	214,0					214
TOTAL CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES	5.259,6	72	115,5	5.447,1	-317,6	- 6,5	18	11,5	5.141
TOTAL CONSOMMATION des MENAGES	8.803,5	564	115,5	9.483	0	///	///	///	X
TOTAL CONSOMMATION DES INSTITUTIONS	///	///	///	///	///	63	34	97	X
CONSOMMATION TERRITORIALE TOTALE	8.803,5	564	115,5	9.483	0	63	34	97	9.580

(Milliards de francs aux prix courants)

	Ménages proprement dits				Achats des Hôtels Cafés Restaurants	Institutions			Total
	Achats	Auto- consom- mation	Avantages et Assistance en nature	Total		Internats Hôpitaux Hospices	Collectivités militaires et Justice	Total	
1. ALIMENTATION et BOISSONS									
11. Produits à base de céréales	477,3	25	-	502,3	15,5	11,2	3,0	14,2	532
12. Légumes	359,8	98	-	457,8	17,3	11,1	1,8	12,9	488
13. Fruits	224,1	38	-	262,1	11,0	6,7	0,2	6,9	280
14. Viandes, Volailles, Oeufs, Poissons	1.151,1	197	-	1.348,1	59,0	18,9	9,0	27,9	1.435
15. Lait, Fromages	327,6	41	-	368,6	12,0	10,1	0,3	10,4	391
16. Corps gras	367,2	48	-	415,2	14,0	9,0	0,8	9,8	439
17. Produits à base de sucre et de cacao	195,3	-	-	195,3	8,2	3,2	0,3	3,5	207
18. Produits alimentaires divers ...	48,5	-	-	48,5	2,4	0,9	0,2	1,1	52
19. Boissons	557,4	52	-	609,4	190,3	2,9	2,4	5,3	805
TOTAL ALIMENTATION et BOISSONS	3.708,3	499	-	4.207,3	329,7	74	18	92	4.629
2. Habillement	1.386,6		3,4	1.390,0			14,0	14,0	1.404
3. Habitation	1.349,9	82	1,2	1.433,1			3,9	3,9	1.437
4. Hygiène et Soins	510,6		88,7	599,3		-31 } 22	0,7	22,7	622
5. Transports et Communications	656,3		25,2	681,5		+53 }	0,5	0,5	682
6. Culture, Loisirs, Distractions	684,0		0,2	684,2		-30	0,8	-29,2	655
7. Hôtels, Cafés, Restaurants	686,1		8,5	694,6	-329,7		0,1	0,1	365
8. Consommations diverses	225,6		0,4	226,0			-	-	226
TOTAL CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES	5.499,1	82	127,6	5.708,7	-329,7	- 8	20	12	5.391
TOTAL CONSOMMATION des MENAGES	9.207,4	581	127,6	9.916	0	///	///	///	X
TOTAL CONSOMMATION DES INSTITUTIONS	///	///	///	///	///	66	38	104	X
CONSOMMATION TERRITORIALE TOTALE	9.207,4	581	127,6	9.916	0	66	38	104	10.020

ANALYSE DES CONSOMMATIONS PAR TYPE D'UTILISATEUR

(Milliards de francs aux prix courants)

	Ménages proprement dits				Achats des Hôtels Cafés Restaurants	Institutions			Total
	Achats	Auto- consom- mation	Avantages et Assistance en nature	Total		Internats Hôpitaux Hospices	Collectivités militaires et Justice	Total	
1. ALIMENTATION et BOISSONS									
11. Produits à base de céréales	482,8	25	-	507,8	15,5	11,3	3,4	14,7	538
12. Légumes	370,0	94	-	464,0	18,3	11,6	2,1	13,7	496
13. Fruits	240,3	40	-	280,3	12,0	7,4	0,3	7,7	300
14. Viandes, Volailles, Oeufs, Poissons	1.224,9	194	-	1.418,9	60,9	20,6	10,6	31,2	1.511
15. Lait, Fromages	340,1	36	-	376,1	13,0	10,5	0,4	10,9	400
16. Corps gras	367,9	44	-	411,9	15,1	9,0	1,0	10,0	437
17. Produits à base de sucre et de cacao	214,0	-	-	214,0	7,2	3,4	0,4	3,8	225
18. Produits alimentaires divers ...	46,4	-	-	46,4	2,4	1,0	0,2	1,2	50
19. Boissons	599,9	47	-	646,9	201,3	4,2	2,6	6,8	855
TOTAL ALIMENTATION et BOISSONS .	3.886,3	480	-	4.366,3	345,7	79	21	100	4.812
2. Habillement	1.405,1		3,9	1.409,0			17,0	17,0	1.426
3. Habitation	1.455,2	113	1,4	1.569,6			4,4	4,4	1.574
4. Hygiène et Soins	565,2		94,9	660,1		-34 } 22 +56	0,9	22,9	683
5. Transports et Communications	714,1		31,3	745,4			0,6	0,6	746
6. Culture, Loisirs, Distractions	717,7		0,3	718,0		-31	1	-30,0	688
7. Hôtels, Cafés, Restaurants	719,7		9,9	729,6	-345,7		0,1	0,1	384
8. Consommations diverses	229,5		0,5	230,0			-	-	230
TOTAL CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES	5.806,5	113	142,2	6.061,7	-345,7	- 9	24	15	5.731
TOTAL CONSOMMATION des MENAGES	9.692,8	593	142,2	10.428	0	///	///	///	
TOTAL CONSOMMATION DES INSTITUTIONS	///	///	///	///	///	70	45	115	
CONSOMMATION TERRITORIALE TOTALE	9.692,8	593	142,2	10.428	0	70	45	115	10.543

(Milliards de francs aux prix courants)

	Ménages proprement dits				Achats des Hôtels Cafés Restaurants	Institutions			Total
	Achats	Auto- consom- mation	Avantages et Assistance en nature	Total		In ternats Hôpitaux Hospices	Collectivités militaires et Justice	Total	
1. ALIMENTATION et BOISSONS									
11. Produits à base de céréales	497,0	24	-	521,0	16,7	11,5	3,8	15,3	553
12. Légumes	379,8	94	-	473,8	17,9	12,0	2,3	14,3	506
13. Fruits	252,8	39	-	291,8	12,1	7,8	0,3	8,1	312
14. Viandes, Volailles, Oeufs, Poissons	1.338,1	192	-	1.530,1	67,5	23,8	11,6	35,4	1.633
15. Lait, Fromages	352	36	-	388,0	13,1	10,5	0,4	10,9	412
16. Corps gras	380,5	44	-	424,5	16,2	9,3	1,0	10,3	451
17. Produits à base de sucre et de cacao	215,7	-	-	215,7	8,3	3,6	0,4	4,0	228
18. Produits alimentaires divers	47,3	-	-	47,3	2,4	1,1	0,2	1,3	51
19. Boissons	624,0	54	-	678,0	219,8	4,4	2,8	7,2	905
TOTAL ALIMENTATION et BOISSONS	4.087,2	483	-	4.570,2	374	84	22,8	106,8	5.051
2. Habillement	1.502,5		4,2	1.506,7			16,3	16,3	1.523
3. Habitation	1.619,3	129	1,4	1.749,7			4,3	4,3	1.754
4. Hygiène et Soins	625,4		103,8	729,2		} -36 } 22 +58 }	0,8	22,8	752
5. Transports et Communications	794,6		27,8	822,4			0,6	0,6	823
6. Culture, Loisirs, Distractions	778,5		0,4	778,9		-33	1,1	-31,9	747
7. Hôtels, Cafés, Restaurants	790,7		10,2	800,9	-374		0,1	0,1	427
8. Consommations diverses	250,5		0,5	251,0			-	-	251
TOTAL CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES	6.361,5	129	148,3	6.638,8	-374	-11	23,2	12,2	6.277
TOTAL CONSOMMATION des MENAGES	10.448,7	612	148,3	11.209	0	///	///	///	11.209
TOTAL CONSOMMATION DES INSTITUTIONS	///	///	///	///	///	73	46	119	119
CONSOMMATION TERRITORIALE TOTALE	10.448,7	612	148,3	11.209	0	73	46	119	11.328

ANALYSE DES CONSOMMATIONS PAR TYPE D'UTILISATEUR

(Milliards de francs aux prix courants)

	Ménages proprement dits				Achats des Hôtels Cafés Restaurants	Institutions			Total
	Achats	Auto- consom- mation	Avantages et Assistance en nature	Total		Internats Hôpitaux Hospices	Collectivités militaires et Justice	Total	
1. ALIMENTATION et BOISSONS									
11. Produits à base de céréales	526,2	24	-	550,2	18,8	12,0	4,0	16,0	585
12. Légumes	489,2	99	-	588,2	26,8	13,5	2,5	16,0	631
13. Fruits	270,0	40	-	310,0	13,6	8,1	0,3	8,4	332
14. Viandes, Volailles, Oeufs, Poissons	1.422,1	195	-	1.617,1	76,6	26,3	12,0	38,3	1.732
15. Lait, Fromages	365,8	39	-	404,8	15,2	10,6	0,4	11,0	431
16. Corps gras	416,3	46	-	462,3	18,6	10,0	1,1	11,1	492
17. Produits à base de sucre et de cacao	226,0	-	-	226,0	8,5	4,0	0,5	4,5	239
18. Produits alimentaires divers ...	51,4	-	-	51,4	2,5	0,9	0,2	1,1	55
19. Boissons	668,1	55	-	723,1	239,3	4,6	3,0	7,6	970
TOTAL ALIMENTATION et BOISSONS	4.435,1	498	-	4.933,1	419,9	90	24	114	5.467
2. Habillement	1.637,7		4,3	1.642,0			18,0	18,0	1.660
3. Habitation	1.866,4	145	1,1	2.012,5			4,5	4,5	2.017
4. Hygiène et Soins	705,4		120,9	826,3		-40 } 22	0,7	22,7	849
5. Transports et Communications	866,3		30,1	896,4		+62	0,6	0,6	897
6. Culture, Loisirs, Distractions	878,5		0,4	878,9		-36	1,1	-34,9	844
7. Hôtels, Cafés, Restaurants	860,5		12,3	872,8	-419,9		0,1	0,1	453
8. Consommations diverses	275,2		0,8	276,0			-	-	276
TOTAL CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES	7.090,0	145	169,9	7.404,9	-419,9	-14	25	11	6.996
TOTAL CONSOMMATION des MENAGES	11.525,1	643	169,9	12.338	0	///	///	///	X
TOTAL CONSOMMATION DES INSTITUTIONS	///	///	///	///	///	76	49	125	X
CONSOMMATION TERRITORIALE TOTALE	11.525,1	643	169,9	12.338	0	76	49	125	12.463

C. — TABLEAUX DÉTAILLÉS

TABLE

	Notes	Tableaux	
		aux prix courants	aux prix de 1954
1. — Alimentation	pp. 57 et 58		
11. — Produits à base de céréales	p. 57	p. 59	p. 85
12. — Légumes	p. 57	p. 60	p. 86
13. — Fruits	p. 57	p. 61	p. 87
14. — Viandes, volailles, œufs, poissons	p. 57	pp. 62 et 63	pp. 88 et 89
15. — Lait et fromages	p. 58	p. 64	p. 90
16. — Corps gras	p. 58	p. 65	p. 91
17. — Produits à base de sucre	}	p. 66	p. 92
18. — Produits divers			
19. — Boissons	p. 58	p. 67	p. 93
2. — Habillement	p. 69	p. 70	p. 94
3. — Habitation	p. 69	pp. 71, 72, 73 et 74	p. 95
4. — Hygiène et soins	p. 75	pp. 76 et 77	p. 96
5. — Transports et communications	p. 79	pp. 80 et 81	p. 97
6. — Culture, loisirs, distractions	p. 79	pp. 82 et 83	p. 98
7. — Hôtels, cafés, restaurants	}		
8. — Consommations diverses		p. 79	p. 84

Index alphabétique des biens et services p. 101.

CONSOUMATIONS ALIMENTAIRES

La consommation commercialisée comprend l'ensemble des achats des particuliers, des hôtels, cafés et restaurants et des autres collectivités. Les achats des particuliers sont évalués au prix de détail, les autres achats au prix de gros.

Exception faite des achats des hôtels, cafés, restaurants, des internats et des hôpitaux, les estimations excluent les consommations intermédiaires. Par exemple, la consommation de margarine ou de sucre ne comprend pas la valeur des achats de ces produits par les industries alimentaires.

L'autoconsommation correspond à la consommation par les exploitants de produits de l'exploitation agricole ou du jardin familial. Elle traduit souvent des opérations plus complexes, pouvant comprendre une partie de troc, et éventuellement une dépense : échange de blé contre du pain, ou de lait contre du beurre par les producteurs.

Les évaluations aux prix constants de 1954 ne doivent pas, sauf quelques exceptions signalées plus bas, être confondues avec des estimations en quantités. En effet, l'augmentation de la consommation s'accompagne d'un glissement vers des produits de qualité supérieure et donc généralement plus chers. Les évaluations à prix constants tiennent compte de ce phénomène et augmentent donc plus vite que les quantités consommées.

11. — Produits à base de céréales.

La consommation de pain est mieux connue en quantité qu'en valeur : les informations disponibles ne permettent pas de déterminer avec précision la part relative des ventes de gros pain et de pain de fantaisie, dont les prix au kilo sont très différents.

Le poste « farine, semoule, ... » ne comprend pas les farines cacotées et les petits déjeuners qui figurent en 17 avec le cacao et le chocolat.

L'estimation des consommations de pâtisserie est assez incertaine.

12 et 13. — Légumes et fruits.

Les consommations de légumes et de fruits frais métropolitains sont très mal connues, les statistiques de production étant particulièrement imprécises. Une enquête de consommation limitée à l'étude de ces produits serait indispensable.

14. — Viandes, volailles, œufs et poissons.

Les consommations de viandes, volailles, et œufs sont bien connues depuis la publication des résultats d'une enquête par sondage faite par l'I. N. S. E. E. en 1955 auprès d'un échantillon d'environ 14 000 ménages (cf. « Bulletin hebdomadaire de statistique », enquête « lait-viandes », n° 427 du 7 juillet 1956).

Viandes fraîches et jambon.

Contrairement à la règle générale adoptée, l'estimation de la consommation à **prix constants** de chaque espèce de viande est obtenue en multipliant la valeur de la consommation de 1954 par un indice du tonnage consommé (cet indice ayant la valeur 1 en 1954). Les statistiques utilisées n'ont en effet pas permis de tenir compte des modifications de qualité à l'intérieur de chaque espèce. La dépense à prix constants a donc pu augmenter légèrement plus vite que nos séries l'indiquent.

L'autoconsommation de viandes est formée presque exclusivement de porc ; elle comprend le saindoux.

15. — Lait, fromages.

Ces consommations ont aussi été déterminées à partir de l'enquête « lait-viandes ».

Fromages.

On a distingué les fromages à pâte molle (camembert, brie, pont-l'évêque), fromages à pâte pressée (gruyère, cantal, saint-paulin), fromages à pâte persillée (roquefort), fromages fondus, frais, chèvre.

16. — Corps gras.

Beurre : La consommation est estimée à partir de l'enquête « lait-viandes ».

Margarine : Ne comprend pas les achats par les industries alimentaires, qui représentent une partie notable de la production.

Autoconsommation : L'autoconsommation de saindoux n'a pas pu être séparée de celle de viande de porc. Elle est comprise dans le poste 14.

19. — Boissons.

Les estimations ont été étudiées dans « La consommation des boissons en France » (« Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation », juillet-septembre 1956) et « La consommation de boissons de 1955 à 1957 » (« Consommation », n° 1, janvier-mars 1958).

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

11 - Produits à base de céréales

	milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
I - CONSOMMATION COMMERCIALISÉE																
- Pain																
- gros pain	103	118	133	132	126	118	117									
- autres pains	95	119	144	144	144	153	163									
Total	198	237	277	276	270	271	280	281	100	120	140	139	136	137	141	142
- Biscottes	7	9	13	16	18	20	23	} 99	"	126	130	142	152	158	182	198
- Biscuits	39	48	47	49	51	52	60									
- Pain d'épice	4	6	5	6	7	7	8	} 19	"	100	119	112	119	112	119	119
- Farines, semoules, maïzena	7	7	9	8	9	8	7									
- Riz	9	9	10	10	10	10	12	} 41	"	120	134	131	126	120	126	117
- Pâtes alimentaires	35	42	47	46	44	42	44									
- Pâtisserie	48	74	89	96	104	119	127	144	"	154	185	200	217	248	265	300
TOTAL CONSOMMATION COMMERCIALISÉE	347	432	497	507	513	529	561	584	"	<u>124</u>	<u>143</u>	<u>146</u>	<u>148</u>	<u>152</u>	<u>162</u>	<u>166</u>
II - AUTOCONSOMMATION																
- Pain	19	22	25	25	25	24	24	23	"	<u>116</u>	<u>132</u>	<u>132</u>	<u>132</u>	<u>126</u>	<u>126</u>	<u>121</u>
TOTAL	<u>366</u>	<u>454</u>	<u>522</u>	<u>532</u>	<u>538</u>	<u>553</u>	<u>585</u>	<u>607</u>	"	<u>124</u>	<u>143</u>	<u>145</u>	<u>147</u>	<u>151</u>	<u>160</u>	<u>166</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

12 - Légumes

	milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
I - CONSOMMATION COMMERCIALISÉE																
- Légumes frais	190	179	237	237	252	275	366	} 396	100	95	125	127	133	142	184	188
- Légumes secs	21	21	26	30	28	25	23									
- Pommes de terre																
- nouvelles	28	25	22	32	31	21	30									
- d'hiver	68	49	57	57	55	51	69									
Total	96	74	79	89	86	72	99	98	"	77	82	93	90	75	103	102
- Conserves de légumes	22	27	28	34	36	40	44	51	"	123	127	155	164	182	200	232
TOTAL CONSOMMATION COMMERCIALISÉE	329	301	370	390	402	412	532	545	"	<u>92</u>	<u>112</u>	<u>119</u>	<u>122</u>	<u>125</u>	<u>162</u>	<u>166</u>
II - AUTOCONSOMMATION																
- Légumes frais	38	50	60	60	65	64	65	} 64								
- Légumes secs	5	5	5	5	5	5	5									
- Pommes de terre	30	25	33	33	24	25	29	28								
TOTAL AUTOCONSOMMATION ..	73	80	98	98	94	94	99	92	"	110	134	134	129	129	136	126
TOTAL	<u>402</u>	<u>381</u>	<u>468</u>	<u>488</u>	<u>496</u>	<u>506</u>	<u>631</u>	<u>637</u>	"	<u>95</u>	<u>116</u>	<u>121</u>	<u>123</u>	<u>126</u>	<u>157</u>	<u>158</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

13 - Fruits

	milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
I - CONSOMMATION COMMERCIALISEE																
- Fruits frais																
- agrumes	34	56	65	66	69	76	70									
- bananes	20	29	29	31	33	33	41									
- autres fruits frais	71	78	107	110	115	119	132									
Total	125	163	201	207	217	228	243	258	100	124	155	158	171	178	185	186
- Fruits secs et séchés	14	9	14	13	20	19	14									
- Conserves de fruits et confitures.	20	22	22	22	23	26	35	40	"	110	110	110	115	130	175	200
TOTAL CONSOMMATION COMMERCIALISEE	159	194	237	242	260	273	292	298	"	<u>122</u>	<u>149</u>	<u>152</u>	<u>164</u>	<u>172</u>	<u>184</u>	<u>187</u>
II - AUTOCONSOMMATION																
- Fruits frais	25	30	38	38	40	39	40	39	"	120	152	152	160	156	160	156
TOTAL	<u>184</u>	<u>224</u>	<u>275</u>	<u>280</u>	<u>300</u>	<u>312</u>	<u>332</u>	<u>337</u>	"	<u>122</u>	<u>149</u>	<u>152</u>	<u>163</u>	<u>170</u>	<u>180</u>	<u>183</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

14 - Viandes, volailles, œufs, poissons

	milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
I - CONSOMMATION COMMERCIALISÉE																
Viandes de boucherie et porc frais																
- boeuf	204	262	286	296	321	344	373		100	128	140	145	157	169	183	
- veau	103	120	137	152	171	185	192		"	116	133	148	166	180	186	
- mouton						59										
- agneau	37	54	64	63	68	15	73		"	146	173	170	184	200	197	
- cheval	19	26	33	37	37	39	39		"	137	174	195	195	205	205	
- porc frais	57	83	104	109	120	131	141		"	146	182	191	211	230	247	
Total	420	545	624	657	717	773	818	921	"	130	149	156	171	184	195	219
Charcuterie, Triperie, Conserves de viandes																
- jambon	37	45	54	57	62	72	76		"	122	146	154	168	195	205	
- charcuterie et plats cuisinés .	60	64	97	116	128	137	150		"	109	161	190	207	220	241	
- conserves de viandes	9	11	14	15	15	15	16		"	120	132	136	140	156	160	
- triperie et abats	25	30	33	34	35	39	40		"	120	132	136	140	156	160	
Total	131	150	198	222	240	263	282	303	"	115	151	169	183	201	215	231

Volailles, Lapins, Gibiers																	
- Volailles	71	88	109	107	109	80	129	131	"	124	154	151	154	165	182	185	
- Lapins, gibiers						37											
Oeufs	62	70	82	86	85	92	100	111	"	113	132	139	137	148	161	179	
Poissons, crustacés, coquillages ..	73	93	116	119	124	148	160	177	"	127	159	163	170	203	219	242	
Conserves de poissons	31	43	46	47	42	48	48	51	"	139	148	152	135	155	155	165	
TOTAL CONSOMMATION COMMERCIALISÉE	788	989	1175	1238	1317	1441	1537	1694	"	<u>125</u>	<u>149</u>	<u>157</u>	<u>167</u>	<u>183</u>	<u>195</u>	<u>215</u>	
II - AUTOCONSOMMATION																	
Viandes	57	70	75	75	75	70	70	153	"	123	132	→	→	123	→	131	
Volailles	60	70	80	77	74	76	78		"	117	133	128	123	127	130		
Oeufs	35	35	42	45	45	46	47		44	"	100	120	129	129	131	134	126
TOTAL AUTOCONSOMMATION ...	152	175	197	197	194	192	195	197	"	<u>115</u>	<u>130</u>	<u>130</u>	<u>128</u>	<u>126</u>	<u>128</u>	<u>130</u>	
TOTAL	<u>940</u>	<u>1164</u>	<u>1372</u>	<u>1435</u>	<u>1511</u>	<u>1633</u>	<u>1732</u>	<u>1891</u>	"	<u>124</u>	<u>146</u>	<u>153</u>	<u>161</u>	<u>174</u>	<u>184</u>	<u>201</u>	

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

15 - Lait et fromages

	milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
I - CONSOMMATION COMMERCIALISÉE																
- Lait frais																
- Lait cru	75	81	79	78	77	72	69									
- Lait pasteurisé standard	36	38	37	37	36	35	33									
- Lait pasteurisé en bouteilles ..	8	13	19	25	36	38	45									
- Lait stérilisé						5	5									
Total	119	132	135	140	149	150	152	150	100	111	113	118	125	126	128	126
- Lait condensé et en poudre																
- condensé	8	12	12	12	13	13										
- en poudre	3	3	3	4	4	5										
Total	11	15	15	16	17	18	20	22	"	136	136	145	155	164	182	200
- Fromages																
- à pâte molle	42	51	52	54	55	59										
- à pâte pressée	51	75	94	86	84	88										
- persillés	15	15	17	20	21	22										
- fondus	9	10	12	12	12	12										
- frais	8	13	12	14	17	17										
- de chèvre	7	7	8	8	9	10										
Total	162	171	195	194	198	208	220	224	"	106	120	120	122	128	136	138
TOTAL CONSOMMATION COMMERCIALISÉE	292	318	345	350	364	376	392	396	"	<u>109</u>	<u>118</u>	<u>120</u>	<u>125</u>	<u>129</u>	<u>134</u>	<u>136</u>
II - AUTOCONSOMMATION																
Lait	32	32	29	34	30	30	32									
Fromages	6	6	6	7	6	6	7									
TOTAL AUTOCONSOMMATION ..	38	38	35	41	36	36	39	39	"	100	92	108	95	95	103	103
TOTAL	330	356	380	391	400	412	431	435	"	<u>108</u>	<u>115</u>	<u>118</u>	<u>121</u>	<u>125</u>	<u>131</u>	<u>132</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

16 - Corps gras

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
I - CONSOMMATION COMMERCIALISÉE																
- Beurre																
- fermier	51	58	55	65	59	56	60									
- laitier non pasteurisé	98	120	122	152	160	167	177									
- laitier pasteurisé	15	21	25	37	43	53	65									
Total	164	199	202	254	262	276	302	} 328	100	121	123	155	160	168	184	} 191
- Crème fraîche	8	10	10	11	12	12	13		"	125	125	137	150	150	162	
- Huiles																
- d'olives	3	9	6	6	5	7	7	} 140								
- d'arachides	58	49	57	57	63	63	69		"	134	139	136	133	134	146	
- de table		24	22	20	13	12	13		"	142	158	150	108	92	100	
Total	61	82	85	83	81	82	89		"	129	129	147	147	153	176	} 156
- Margarine et graisses végétales ..	17	22	22	25	25	26	30	140	"	142	158	150	108	92	100	
- Saindoux et graisses animales ...	12	17	19	18	13	11	12		"	126	129	149	150	156	170	179
TOTAL CONSOMMATION COMMERCIALISÉE	262	330	338	391	393	407	446	468	"	122	124	143	142	146	160	167
II - AUTOCONSOMMATION																
- Beurre	46	45	45	48	44	44	46	45	"	98	98	104	96	96	100	98
TOTAL	308	375	383	439	437	451	492	513	"	122	124	143	142	146	160	167

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

17 - Produits à base de sucre 18 - Produits divers

	milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
17 - Produits à base de sucre																
- Sucre																
- raffiné	53	56	65	65	65	64	65									
- cristallisé	16	18	20	19	20	19	18									
Total	69	74	85	84	85	83	83	83	100	107	123	122	123	120	120	120
- Miel	4	4	4	4	5	5	5									
- Chocolat, cacao, farine cacaotée .	27	31	32	34	37	37	37									
- Confiserie au chocolat	9	14	20	21	23	26	28	171	"	127	148	160	182	188	203	222
- Confiserie de sucre	24	32	37	39	44	44	49									
- Crèmes glacées, sorbets	13	17	21	25	31	33	37									
TOTAL PRODUITS A BASE DE SUCRE	146	172	199	207	225	228	239	254	"	<u>118</u>	<u>136</u>	<u>142</u>	<u>154</u>	<u>156</u>	<u>164</u>	<u>174</u>
18 - Produits divers																
- Potages	6	7	10	13	13	14	16		"	117	167	217	217	233	267	
- Sel	11	13	14	14	13	12	13		"	120	130	130	123	123	130	
- Tapioca, Vinaigre, épices, condiments, sauces	19	23	25	25	24	25	26		"							
TOTAL PRODUITS DIVERS ...	36	43	49	52	50	51	55	59	"	<u>119</u>	<u>136</u>	<u>144</u>	<u>139</u>	<u>142</u>	<u>153</u>	<u>164</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

19 - Boissons

	milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
I - CONSOMMATION COMMERCIALISÉE																
- Vins																
Vins courants	259	246	280	278	297	308	327		100	95	108	107	115	119	126	
Vins de Champagne	10	11	13	14	15	17	21		"	110	130	140	150	170	210	
Vins doux naturels	5	5	6	6	11	14	18		"	100	120	120	220	280	360	
Vins d'appellation contrôlée	35	48	53	56	62	79	93		"	137	151	160	177	226	266	
Total	309	310	352	354	385	419	459	527	"	100	114	115	125	136	149	171
- Apéritifs et vins de liqueur	59	62	70	69	70	67	72	190	"	105	119	117	119	114	122	145
- Eaux de vie et liqueurs	72	82	86	92	95	93	103		"	114	119	128	132	129	143	
- Bière	33	40	53	57	59	68	72	98	"	121	161	173	179	206	218	218
- Cidre	12	13	14	13	13	12	11		"	108	117	108	108	100	92	
- Café, Thé	86	115	128	133	148	146	149	164	"	134	149	155	172	170	173	191
- Boissons non alcoolisées	23	28	34	35	38	47	49	59	"	122	148	152	165	204	213	257
TOTAL CONSOMMATION COMMERCIALISÉE	594	650	737	753	808	851	915	1038	"	109	124	127	136	143	154	175
II - AUTOCONSOMMATION																
- Vins	32	39	37	35	31	36	37	61								
- Eaux de vie et Liqueurs	5	5	5	5	5	6	6		"							
- Cidre	11	13	12	12	11	12	12	15								
TOTAL AUTOCONSOMMATION ...	48	57	54	52	47	54	55	76	"	119	113	108	98	113	115	158
TOTAL	642	707	791	805	855	905	970	1114	"	110	123	125	133	141	151	174

CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES

2. — HABILLEMENT.

Les achats d'articles textiles d'habillement ont été déterminés à partir d'une enquête par sondage effectuée en 1953 par l'I. N. S. E. E. (« Les dépenses d'habillement des Français en 1953 », Paris, 1955.)

Les achats de chaussures sont étudiés en détail dans « Le marché de la chaussure en France, 1956-1965 » (« Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation », octobre-décembre 1957).

3. — HABITATION.

Les achats et le gros entretien des immeubles ne sont pas compris, ces dépenses figurant au compte de capital et non au compte d'affectation des ménages.

31. — Loyers et charges.

Les loyers ont été estimés à partir d'une enquête par sondage effectuée par l'I. N. S. E. E. en 1955 (cf. « La demande solvable de logements en France » ; « Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation », avril-juin 1957).

Pour les logements occupés par leurs propriétaires, on introduit un loyer fictif établi par comparaison avec le loyer effectif de locaux comparables. Dans le cas d'accession à la propriété, il faut remarquer que ce loyer fictif ne correspond pas en général au montant de l'annuité de remboursement effectivement versée.

L'augmentation des dépenses à prix constants correspond dans une large mesure à une modification de qualité, le nombre relatif des logements neufs augmentant.

32. — Équipement du logement.

Meubles : comprend les sommiers.

Literie : comprend les matelas.

Accessoires d'ameublement : principalement bronzes, luminaires et miroirs.

Équipement ménager. — Les estimations sont établies à partir des renseignements fournis par l'Union pour l'Étude du Marché de l'Électricité (U. N. I. M. A. R. E. L., 25, rue de la Pépinière, 8^e) et d'une enquête par sondage sur l'équipement ménager faite par l'I. N. S. E. E. en 1954 (« Bulletin hebdomadaire de Statistique », n^o 419, 12 mai 1956).

Articles de ménage en bois : comprend une assez large part de vannerie.

33. — Énergie, produits d'entretien.

Bois : l'autoconsommation n'est pas comprise.

Autres produits consommables : peintures, vernis, papiers peints, plâtre, etc.

34. — Services domestiques.

Comprend la valeur des cotisations patronales de sécurité sociale.

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

2 - HABILLEMENT

	milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
21 - Vêtements	406	562	599	604	616	671	739	823	100	138	148	149	152	165	182	203
22 - lingerie, chemiserie, Layette	199	282	297	302	314	347	385	445	"	142	149	152	158	174	193	224
23 - Accessoires d'habillement, tissus, fournitures																
- Chapeaux, gants, accessoires	23	29	32	28	29	32	33	35	"	126	139	122	126	139	143	152
- Mercerie	52	54	50	50	52	52	56	61	"	104	96	96	100	100	108	117
- Tissus pour vêtements et lingerie	84	96	89	84	81	79	85	89	"	114	106	100	96	94	101	106
Total	<u>159</u>	<u>179</u>	<u>171</u>	<u>162</u>	<u>162</u>	<u>163</u>	<u>174</u>	<u>185</u>	"	<u>113</u>	<u>108</u>	<u>102</u>	<u>102</u>	<u>103</u>	<u>109</u>	<u>116</u>
24 - Entretien et réparations des articles d'habillement																
- Travaux à façon et réparations de vêtements	40	45	45	47	46	49	52	57	"	112	112	117	115	122	130	143
- Blanchissage, teinturerie	40	47	62	66	68	69	73	81	"	117	155	165	170	172	182	203
Total	<u>80</u>	<u>92</u>	<u>107</u>	<u>113</u>	<u>114</u>	<u>118</u>	<u>125</u>	<u>138</u>	"	<u>115</u>	<u>134</u>	<u>141</u>	<u>142</u>	<u>147</u>	<u>156</u>	<u>173</u>
25 - Chaussures et articles chaussants																
- Achats	143	175	188	198	195	198	210	227	"	122	131	138	136	138	147	159
- Réparations	25	25	24	25	25	26	27	28	"							
Total	<u>168</u>	<u>200</u>	<u>212</u>	<u>223</u>	<u>220</u>	<u>224</u>	<u>237</u>	<u>255</u>	"	<u>119</u>	<u>126</u>	<u>133</u>	<u>131</u>	<u>133</u>	<u>141</u>	<u>152</u>
TOTAL HABILLEMENT	1012	1315	1386	1404	1426	1523	1660	1846	"	<u>130</u>	<u>137</u>	<u>139</u>	<u>141</u>	<u>150</u>	<u>164</u>	<u>182</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

3 - HABITATION

	milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
31 - Logement																
- Loyers et charges																
- Loyers effectifs	106	135	168	192	223	257	294	325								
- Loyers fictifs des propriétaires	47	57	72	82	114	130	145	165								
Total	<u>153</u>	<u>192</u>	<u>240</u>	<u>274</u>	<u>337</u>	<u>387</u>	<u>439</u>	<u>490</u>	<u>100</u>	<u>125</u>	<u>157</u>	<u>179</u>	<u>220</u>	<u>253</u>	<u>287</u>	<u>320</u>
- Réparations locatives et entretien	56	68	79	84	86	95	109	130	"	121	141	150	154	170	195	232
TOTAL LOGEMENT	<u>209</u>	<u>260</u>	<u>319</u>	<u>358</u>	<u>423</u>	<u>482</u>	<u>548</u>	<u>620</u>	"	<u>124</u>	<u>153</u>	<u>171</u>	<u>202</u>	<u>231</u>	<u>262</u>	<u>297</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

3 - HABITATION (Suite)

	milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
32 - Equipement du logement																
Meubles et accessoires d'ameublement																
- Meubles	56	94	113	115	124	143	175									
- Accessoires d'ameublement	10	13	15	16	17	18	17									
Total	66	107	128	131	141	161	192	} 320								
Literie																
- Couvertures	7	10	11	12	13	14	15		<u>100</u>	<u>154</u>	<u>182</u>	<u>186</u>	<u>201</u>	<u>231</u>	<u>270</u>	<u>340</u>
- Autre literie	21	28	32	32	35	42	47									
Total	28	38	43	44	48	56	62									
Textiles d'ameublement, couvre-parquets																
- Textiles d'ameublement	23	28	29	29	30	31	33									
- Tapis	6	7	8	9	9	11	12									
- Couvre-parquets divers	2	4	5	5	6	7	7									
Total	31	39	42	43	45	49	52	} 125								
Linge de maison	41	49	46	47	43	46	54		"	<u>122</u>	<u>122</u>	<u>125</u>	<u>122</u>	<u>132</u>	<u>147</u>	<u>174</u>

Matériel ménager																		
- appareils de chauffage et cuisine .	19	22	25	31	32	38	46											
- réfrigérateurs	8	17	22	25	29	36	50											
- machines à laver					17	26	34											
- aspirateurs	14	27	35	38	5	6	7											
- autres appareils électroménagers					21	25	31											
- machines à coudre	5	6	7	7	7	8	9											
- réparations du matériel ménager.	4	6	8	9	10	12	15											
Total	50	78	97	110	121	151	192	227	"	<u>156</u>	<u>194</u>	<u>220</u>	<u>242</u>	<u>302</u>	<u>384</u>	<u>454</u>		
Articles de ménage																		
- couverts	8	10	11	11	11	12	14											
- batterie de cuisine	12	16	18	18	19	19	20											
- vaisselle	12	20	23	22	23	26	30											
- brosseur, tableterie	7	12	13	15	16	19	25											
- articles de ménage divers en bois	3	4	5	5	5	5	6											
Total	42	62	70	71	74	81	95	104	"	<u>142</u>	<u>162</u>	<u>164</u>	<u>172</u>	<u>187</u>	<u>217</u>	<u>238</u>		
Quincaillerie, petit matériel électrique																		
- Quincaillerie	7	8	10	10	11	12	13											
- Petit matériel électrique	4	5	6	6	6	6	7											
Total	11	13	16	16	17	18	20	22										
TOTAL EQUIPEMENT DU LOGEMENT	<u>269</u>	<u>386</u>	<u>442</u>	<u>462</u>	<u>489</u>	<u>562</u>	<u>667</u>	<u>798</u>	"	<u>143</u>	<u>164</u>	<u>172</u>	<u>182</u>	<u>209</u>	<u>248</u>	<u>297</u>		

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

3 - HABITATION (Suite)

	Milliards de francs							Indices 1950 = 100								
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
33 - Energie et produits d'entretien																
- Eau	12	14	17	17	17	18	19	} 230	100	117	142	142	142	150	158	} 240
- Electricité	44	55	71	77	81	87	92		"	125	161	175	184	198	209	
- Gaz combustibles									"	155	191	227	227	291	364	
- Butane et Propane	11	17	21	25	25	32	40		"	152	186	190	190	190	203	
- Gaz de ville	29	44	54	55	55	55	59	"								
- Combustibles minéraux solides ..	98	132	157	147	149	155	183	187	"	135	160	150	152	158	187	191
- Bois et charbon de bois	29	40	47	43	42	44	60	60	"	138	162	148	145	152	207	207
- Combustibles liquides	7	8	9	10	12	15	17	18	"	114	129	143	171	214	243	257
- Savons et produits de nettoyage																
- savons	28	39	41	42	50	54	59	} 138								
- détersifs, lessives, autres produits de nettoyage	32	43	48	47	56	60	65		"	134	147	147	173	186	203	216
- Autres produits consommables ..	4	4	5	5	5	5	6									
TOTAL : ENERGIE - PRODUITS D'ENTRETIEN	294	396	470	468	492	525	600	633	"	135	160	159	167	179	204	215
34 - Services domestiques	90	125	142	149	170	185	202	220	"	139	158	166	189	206	224	244
TOTAL HABITATION	862	1167	1373	1437	1574	1754	2017	2271	"	135	159	167	183	203	234	263

4. — HYGIÈNE ET SOINS.

41. — Parfumerie.

Ne comprend pas la valeur des produits utilisés par les salons de coiffure, qui est comprise dans « frais de propreté et d'esthétique ».

42 et 43. — Consommations médicales.

Etudiées en détail dans « Les dépenses médicales en France de 1950 à 1955 » (« Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation », janvier-mars 1957). Cette étude sera mise à jour dans un article du n° 3, 1958, de « Consommation ».

Les estimations comprennent la totalité des dépenses médicales, que ces dépenses soient à la charge des ménages, remboursées ou payées par les divers régimes de sécurité sociale, ou payées par les organismes d'assistance. Les définitions des divers postes sont les suivantes :

42. — Pharmacie, lunetterie, orthopédie :

Spécialités pharmaceutiques et autres médicaments : il s'agit seulement des produits pharmaceutiques achetés dans les officines. La consommation pharmaceutique des établissements hospitaliers est comprise dans la consommation d'hospitalisation. Les consommations d'eaux minérales et de produits de régime sont comprises dans les consommations alimentaires.

Lunetterie : ne comprend que les lunettes correctrices et non les lunettes solaires. L'optique non médicale se trouve dans la classe « culture et loisirs ».

Orthopédie : comprend les ceintures, bandages, appareils de prothèse, y compris les prothèses auditives.

43. — Services médicaux et d'hospitalisation :

Médecins et radiologues : comprend l'ensemble des visites, examens et soins au domicile des malades et des examens et soins en consultation, y compris les consultations d'hôpitaux et de dispensaires. Ne comprend pas les examens de la médecine du travail et du Service de Santé scolaire et universitaire.

Dentistes : comprend soins et prothèse.

Auxiliaires : sages-femmes, infirmiers et infirmières, masseurs kinésithérapeutes, et en partie les pédicures.

Hospitalisation et cures : la consommation hospitalière est représentée par l'ensemble des journées d'hospitalisation payées par les ménages, la sécurité sociale ou les organismes d'assistance.

Hôpitaux publics et privés : comprennent l'ensemble des hôpitaux généraux publics, hospices et quartiers d'hospices exclus, et les hôpitaux privés à but non lucratif.

Établissements antituberculeux : comprennent l'ensemble des sanatorium, préventorium, aérium, établissements de post-cure, publics, privés non lucratifs et privés lucratifs.

Cliniques médico-chirurgicales : comprennent les cliniques privées, maisons de santé et maisons de convalescence. Ne comprennent pas les maisons de retraite.

Cures thermales : comprennent seulement les dépenses dans les établissements thermaux.

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

4 - HYGIÈNE ET SOINS

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
41 - Hygiène et soins personnels																
- Brosserie, tabletterie	6	7	7	8	9	9	9	} 116	100	117	146	165	177	192	217	242
- Rasoirs électriques	1	2	3	4	6	9	10									
- Parfumerie	37	42	54	58	60	64	75									
- Savons de toilette	4	5	6	9	10	10	10									
- Frais de propreté et d'esthétique.	33	43	54	60	65	73	80									
Total Hygiène et Soins personnels	81	99	124	139	150	165	184	202	"	<u>122</u>	<u>153</u>	<u>172</u>	<u>185</u>	<u>204</u>	<u>227</u>	<u>249</u>
42 - Pharmacie, lunetterie, orthopédie																
- Spécialités pharmaceutiques	52	70	94	116	129	145										
- Autres médicaments	7	10	13	15	16	17										
- Pansements et petit matériel	3	4	6	7	8	9										
- Lunetterie	10	14	14	16	16	19										
- Orthopédie	2	3	4	4	5	5										
Total Pharmacie, Lunetterie, Orthopédie	74	101	131	158	174	195	210	240	"	<u>136</u>	<u>177</u>	<u>214</u>	<u>235</u>	<u>264</u>	<u>284</u>	<u>324</u>

43 - Services médicaux et d'hospitalisation																
- Médecine																
- Médecins et Radiologues	54	71	87	94	103	117										
- Dentistes	23	30	37	40	43	49										
- Auxiliaires	10	14	17	18	20	23										
Total	87	115	141	152	166	189	210	249	"	<u>132</u>	<u>162</u>	<u>175</u>	<u>191</u>	<u>217</u>	<u>241</u>	<u>286</u>
- Hospitalisation et Cure																
- Hôpitaux publics et privés	61	74	94	97	111	110										
- Hôpitaux psychiatriques publics et assimilés	17	26	29	31	34	36										
- Etablissements antituberculeux	22	27	33	34	36	39										
- Cliniques privées médico- chirurgicales	16	22	28	31	34	38										
- Cures thermales	2	3	3	4	4	5										
Total	118	152	187	197	219	228	270	320	"	129	158	167	186	193	229	271
Total Services médicaux et d'hospitalisation	205	267	328	349	385	417	480	569	"	130	160	170	188	203	234	278
44 - Hospices	10	12	17	20	22	26	29	29	"	120	170	200	220	260	290	290
Achats de denrées et boissons dans les hôpitaux, cliniques, hospices.	-26	-31	-41	-44	-48	-51	-54	-57								
TOTAL	344	448	559	622	683	752	849	983	"	<u>130</u>	<u>162</u>	<u>181</u>	<u>199</u>	<u>219</u>	<u>247</u>	<u>286</u>

5. — TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS.

51 et 52. — Transports individuels.

Les estimations ne comprennent pas la valeur des achats et des dépenses d'utilisation de véhicules individuels par les entreprises. Le partage entre les ménages et les entreprises est assez incertain, puisqu'un grand nombre de véhicules possédés par des travailleurs indépendants et des chefs d'entreprises individuelles servent indifféremment à des utilisations professionnelles et familiales.

Les dépenses de pneumatiques correspondent uniquement aux achats de chambres et d'enveloppes de remplacement.

53. — Transports en commun.

La répartition des recettes des chemins de fer entre déplacements courants et « loisirs, vacances » est établie par le service statistique de la S. N. C. F.

Les recettes S. N. C. F. comprennent l'indemnité compensatrice des réductions consenties aux familles nombreuses et à quelques autres catégories de voyageurs. La comptabilité nationale traite en effet cette indemnité comme assistance en nature de l'Etat aux ménages.

6. — CULTURE, LOISIRS, DISTRACTIONS.

61. — Enseignement.

Comprend l'ensemble des dépenses d'enseignement privé de toute nature (y compris les leçons particulières) et les dépenses d'internat et demi-pension dans l'enseignement public. La valeur des dépenses d'enseignement est comptée nette des achats de produits alimentaires par les établissements.

65. — Loterie Nationale, P. M. U.

Différence entre les mises et les gains des joueurs.

7. — HÔTELS, CAFÉS, RESTAURANTS.

Comprennent les dépenses des étrangers en France et excluent les dépenses des touristes français à l'étranger. Les repas de cantines d'entreprises et d'administrations sont inclus. L'estimation retenue comprend des dépenses effectuées par des entreprises (repas d'affaires, etc.) qu'il n'a pas été possible d'isoler. Selon la convention habituelle, les dépenses d'hôtels, cafés, restaurants sont comptées nettes des achats de produits alimentaires et boissons. Le résultat obtenu est encore assez incertain.

8. — CONSOMMATIONS DIVERSES.

Assurances : différence entre les primes versées et les remboursements touchés par les ménages. Les primes d'assurance-vie et capitalisation correspondent en partie à une épargne des ménages, qu'il n'a pas été possible d'isoler. Dans le cas des assurances automobiles on retrouve la difficulté, signalée plus haut, de séparer la part des ménages de celle des entreprises.

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

5 - TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
51 - Achat de véhicules individuels																
- Voitures automobiles	54	90	129	129	143	174	202	220	100	167	239	239	265	322	374	407
- Motocycles	17	32	51	57	71	79	74	95	"	154	185	195	231	256	244	244
- Pièces pour motocycles	3	4	3	3	5	6	5									
- Cycles	13	15	11	9	8	9	10									
- Pièces pour cycles	6	9	7	7	6	6	6									
Total	93	150	201	205	233	274	297	319	"	<u>161</u>	<u>216</u>	<u>220</u>	<u>251</u>	<u>295</u>	<u>319</u>	<u>343</u>
52 - Utilisation des véhicules individuels																
- Carburants	63	70	87	98	114	127	143	177	"	111	138	156	181	202	227	281
- Lubrifiants	4	7	8	7	7	8	9	11	"	175	200	175	175	200	225	275
- Pneumatiques	8	13	14	13	14	17	20	21	"	162	175	162	175	212	250	263
- Frais de garage et d'entretien ...	35	53	71	78	85	94	103	113	"	151	203	223	243	269	294	323
Total	110	143	180	196	220	246	275	322	"	<u>130</u>	<u>164</u>	<u>178</u>	<u>200</u>	<u>224</u>	<u>250</u>	<u>293</u>

53 - Transports de personnes et de marchandises																	
- Chemins de fer interurbains																	
- Déplacements courants	38	39	48	52	55	55	57	62	"	108	136	137	148	152	166	180	
- Loisirs, vacances S. N. C. F. . .	26	30	39	36	40	42	49	53	"	131	157	177	177	180	183	197	
- Transports routiers interurbains.	35	46	55	62	62	63	64	69	"	118	145	147	153	153	155	168	
- Déplacements en commun urbains et suburbains	38	45	55	56	58	58	59	64	"	146	162	177	177	200	238	254	
- Taxis	13	18	20	21	21	23	27	29	"	7	8	9	9	9	10	11	
- Location de voitures sans chauffeur	-	1	1	2	2	3	4	4	"	2	3	4	4	4	4	5	5
- Autres modes de transport de personnes	7	8	9	9	9	9	10	11	"								
- Déménagements, garde-meubles, envois de colis	2	3	4	4	4	4	5	5	"								
Total	159	190	231	242	251	257	275	297	"	<u>119</u>	<u>145</u>	<u>152</u>	<u>158</u>	<u>162</u>	<u>173</u>	<u>187</u>	
54 - P.T.T.																	
- Postes	18	20	22	23	25	25			"								
- Télégraphe	1	1	1	1	1	1			"								
- Téléphone	7	10	12	12	13	15			"								
- Services financiers	2	3	2	3	3	3			"								
Total	28	34	37	39	42	46	50	60	"	<u>121</u>	<u>132</u>	<u>139</u>	<u>150</u>	<u>164</u>	<u>179</u>	<u>214</u>	
TOTAL TRANSPORTS	390	517	649	682	746	823	897	998	"	<u>133</u>	<u>166</u>	<u>175</u>	<u>191</u>	<u>211</u>	<u>230</u>	<u>256</u>	

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

6 - CULTURE, LOISIRS, DISTRACTIONS

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
61 - Enseignement proprement dit ⁽¹⁾																
- Total enseignement	35	48	56	58	60	69	74									
dont - Achats de denrées et boissons	-21	-25	-29	-30	-31	-33	-36									
- Enseignement proprement dit	14	23	27	28	29	36	38	40	<u>100</u>	<u>164</u>	<u>193</u>	<u>200</u>	<u>207</u>	<u>257</u>	<u>271</u>	<u>286</u>
62 - Editions																
- Livres, gravures, images	35	45	53	58	62	68	82		"	129	151	166	177	194	234	
- Revues, journaux	60	85	100	102	106	110	118		"	142	167	170	177	183	197	
- Papeterie	15	21	24	24	25	26	29		"	140	160	160	167	173	193	
- Disques et bandes magnétiques ...	3	4	6	6	7	10	14									
- Fournitures pour photographie travaux artistiques	3	4	4	5	5	6	6									
Total Editions	116	159	187	195	205	220	249	270	"	<u>137</u>	<u>161</u>	<u>168</u>	<u>177</u>	<u>190</u>	<u>215</u>	<u>233</u>
63 - Appareils de radio, télévision, photo																
- Radio	21	28	23	23	25	28	35									
- Télévision	1	2	3	7	13	21	30	85								
Electrophones - tourne-disques etc..	1	1	1	2	3	3	3									
- Photo, cinéma, optique non médicale	5	5	6	6	6	7	8	10								
- Réparations de radio, télévision, photo	5	7	8	8	9	10	12	13								
Total radio, télévision, photo..	33	43	41	46	56	69	88	108	"	<u>130</u>	<u>124</u>	<u>139</u>	<u>170</u>	<u>209</u>	<u>267</u>	<u>327</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

6 - CULTURE, LOISIRS, DISTRACTIONS

	milliards de francs									Indices 1950 = 100								
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957		1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	
64 - Jouets, articles de sports, Instruments de musique																		
- Jeux, jouets, instrument de musique et objets divers	16	26	34	35	36	41	45	78	100	157	200	213	226	265	296	339		
- Articles de camping et de sport ..	7	10	12	14	16	20	23	31	"	117	128	128	144	156	167	172		
- Fleurs, plantes, graines	18	21	23	23	26	28	30	109	"	139	168	176	190	217	239	266		
Total	41	57	69	72	78	89	98											
65 - Spectacles et attractions																		
- Cinémas	23	32	39	41	46	47	51	78	"	119	136	148	162	164	176	186		
- Autres spectacles et attractions .	19	18	18	21	22	22	23	45	"	126	157	165	165	178	196	196		
- Loterie Nationale	13	17	22	23	23	24	24	10	"	122	143	154	163	169	183	189		
- P. M. U.	5	6	7	8	8	9	11											
- Casinos, cercles	5	6	7	7	7	8	10											
Total	65	79	93	100	106	110	119	123	"	122	143	154	163	169	183	189		
66 - Tabacs et allumettes																		
- Tabacs																		
- cigares et cigarillos	3	4	5	5	6	6	8											
- cigarettes	100	113	142	153	154	162	186											
- tabacs	47	45	49	49	47	47	50											
Total	150	162	196	207	207	215	244	270	"	108	131	138	138	143	163	180		
- Allumettes	5	6	7	7	7	8	8	8	"	108	131	138	138	144	163	179		
Total	155	168	203	214	214	223	252	278	"	108	131	138	138	144	163	179		
TOTAL CULTURE, LOISIRS DISTRACTIONS	424	529	620	655	688	747	844	928	"	125	146	154	162	176	199	219		

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX COURANTS

7 - HOTELS, CAFÉS, RESTAURANTS 8 - CONSOMMATIONS DIVERSES

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100								
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	
7. HOTELS - CAFES - RESTAURANTS	419	537	658	694	730	800	873										
dont - Denrées alimentaires	- 92	-112	-131	-139	-145	-153	-181										
- Boissons	-144	-162	-187	-190	-201	-220	-239										
Valeur ajoutée	183	263	340	365	384	427	453	496	<u>100</u>	<u>144</u>	<u>186</u>	<u>199</u>	<u>210</u>	<u>233</u>	<u>248</u>	<u>271</u>	
8. CONSOMMATIONS DIVERSES																	
81 - Biens divers																	
- Horlogerie { Réparations ...	5	6	7	7	7	7	7	111	"	135	145	150	150	155	170	218	
- Montres	13	18	19	19	19	20	22										
- Autres	2	3	3	4	4	4	5										
- Bijouterie { d'habillement ..	23	35	38	38	40	43	47										
- Objets d'art	5	6	7	8	8	9	10		"	145	158	165	171	184	203		
- Maroquinerie	3	4	4	5	5	5	6		"	100	102	106	100	115	131	148	
Total	48	48	49	51	48	55	63	71	"	100	102	106	100	115	131	148	
Total	99	120	127	132	131	143	160	182	"	<u>121</u>	<u>128</u>	<u>133</u>	<u>132</u>	<u>144</u>	<u>162</u>	<u>184</u>	
82 - Services divers																	
- Assurances	25	32	40	45	48	53	58	64	"	128	160	180	192	212	232	256	
- Frais bancaires et financiers	10	12	12	12	14	15	16	63									
- Frais de Justice	14	19	19	21	21	23	24										
- Frais de cérémonies	11	14	16	16	16	17	18										
Total	60	77	87	94	99	108	116	127	"	128	145	157	165	180	193	212	
TOTAL CONSOMMATIONS DIVERSES	<u>159</u>	<u>197</u>	<u>214</u>	<u>226</u>	<u>230</u>	<u>251</u>	<u>276</u>	<u>309</u>	"	<u>124</u>	<u>135</u>	<u>142</u>	<u>145</u>	<u>158</u>	<u>174</u>	<u>194</u>	

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX DE 1954

11 - Produits à base de céréales

	milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
I - CONSOMMATION COMMERCIALISÉE																
- Pain	274	280	274	274	270	263	263	263	100	102	100	100	99	96	96	96
- Biscottes, biscuits, pain d'épice	59	68	67	72	76	81	92	96	"	115	114	122	129	137	156	163
- Farines, semoules, riz	18	17	17	18	19	19	19	19	"	94	94	100	106	106	106	106
- Pâtes alimentaires	45	45	42	42	44	42	48	49	"	100	93	93	98	93	107	109
- Pâtisserie	57	75	82	98	104	108	113	130	"	132	144	172	182	189	198	228
TOTAL CONSOMMATION COMMERCIALISÉE	453	485	482	504	513	513	535	557	"	<u>107</u>	<u>106</u>	<u>111</u>	<u>113</u>	<u>113</u>	<u>118</u>	<u>123</u>
II - AUTOCONSOMMATION																
- Pain	26	26	25	25	25	24	24	23	"	100	96	96	96	92	92	88
TOTAL	479	511	507	529	538	537	559	580	"	<u>107</u>	<u>106</u>	<u>110</u>	<u>112</u>	<u>112</u>	<u>117</u>	<u>121</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX DE 1954

12 - Légumes

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
I - CONSOMMATION COMMERCIALISÉE																
- Légumes frais et secs	295	286	276	285	280	294	287	318	100	97	94	97	95	100	97	108
- Pommes de terre	87	84	81	82	86	88	88	90	"	97	93	94	99	101	101	103
- Conserves de légumes	28	29	30	33	36	41	45	49	"	104	107	118	129	146	161	175
TOTAL CONSOMMATION COMMERCIALISÉE	410	399	387	400	402	423	420	457	"	<u>97</u>	<u>94</u>	<u>98</u>	<u>98</u>	<u>103</u>	<u>102</u>	<u>111</u>
II - AUTOCONSOMMATION																
- Légumes frais et secs	70	70	70	70	70	70	70	68								
- Pommes de terre	24	26	23	23	24	25	24	24								
TOTAL AUTOCONSOMMATION ...	94	96	93	93	94	95	94	92	"	<u>102</u>	<u>99</u>	<u>99</u>	<u>100</u>	<u>101</u>	<u>100</u>	<u>98</u>
TOTAL	<u>504</u>	<u>495</u>	<u>480</u>	<u>493</u>	<u>496</u>	<u>518</u>	<u>514</u>	<u>549</u>	"	<u>98</u>	<u>95</u>	<u>98</u>	<u>98</u>	<u>103</u>	<u>102</u>	<u>109</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX DE 1954

13 - Fruits

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
I - CONSOMMATION COMMERCIALISÉE																
- Fruits frais et secs	214	227	248	253	237	262	227	223	100	106	116	118	111	122	106	104
- Conserves de fruits et confitures	27	26	24	23	23	24	31	40	"	96	89	85	85	89	115	148
TOTAL CONSOMMATION COMMERCIALISÉE	241	253	272	276	260	286	258	263	"	<u>105</u>	<u>113</u>	<u>115</u>	<u>108</u>	<u>119</u>	<u>107</u>	<u>109</u>
II - AUTOCONSOMMATION																
- Fruits frais	33	36	41	43	40	44	34	34	"	109	124	130	121	133	103	103
TOTAL	<u>274</u>	<u>289</u>	<u>313</u>	<u>319</u>	<u>300</u>	<u>330</u>	<u>292</u>	<u>297</u>	"	<u>105</u>	<u>114</u>	<u>116</u>	<u>109</u>	<u>120</u>	<u>107</u>	<u>108</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX DE 1954

14 - Viandes, volailles, œufs, poissons

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
I - CONSOMMATION COMMERCIALISÉE																
Viandes de boucherie et porc frais																
- Boeuf	238	252	269	290	321	329	329		100	106	113	122	135	138	138	
- Veau	128	126	128	150	171	176	174		"	98	100	117	134	137	136	
- Mouton	60	65	67	67	68	70	70		"	108	112	112	113	117	117	
- Agneau	26	28	30	34	37	39	39		"	108	115	131	142	150	150	
- Porc frais	85	86	106	118	120	129	147		"	101	125	139	141	152	173	
Total	537	557	600	659	717	743	759	777	"	<u>104</u>	<u>112</u>	<u>123</u>	<u>134</u>	<u>138</u>	<u>141</u>	<u>145</u>
Charcuterie - Triperie																
Conserves de viandes																
- Jambon	44	43	54	58	62	69	72		"	98	123	132	141	157	164	
- Charcuterie et plats cuisinés ...	89	78	111	134	143	149	160		"	88	125	151	161	167	180	
- Conserves de viandes	28	29	30	34	35	36	37		"	104	107	121	125	129	132	
Total	161	150	195	226	240	254	269	300	"	<u>93</u>	<u>121</u>	<u>140</u>	<u>149</u>	<u>158</u>	<u>167</u>	<u>186</u>

Volailles, lapins, gibiers	94	99	104	107	109	120	125	131	"	105	111	114	116	128	133	139
Oeufs	79	82	81	83	85	90	95	102	"	104	102	105	108	114	120	129
Poissons, crustacés, coquillages ...	107	115	118	124	124	141	144	148	"	107	110	116	116	132	135	138
Conserves de poissons	42	42	46	47	42	46	44	46	"	100	110	112	100	110	105	110
TOTAL CONSOMMATION COMMERCIALISEE	1020	1045	1144	1246	1317	1394	1436	1504	"	<u>102</u>	<u>112</u>	<u>122</u>	<u>129</u>	<u>137</u>	<u>141</u>	<u>147</u>
II - AUTOCONSOMMATION																
- Viandes	77	78	76	75	75	76	76	76	"	101	99	97	97	99	99	99
- Volailles	68	70	71	73	74	75	77	77	"	103	104	107	109	110	113	113
- Oeufs	41	43	42	44	45	48	50	48	"	105	102	107	110	117	122	117
TOTAL AUTOCONSOMMATION ..	186	191	189	192	194	199	203	201	"	<u>103</u>	<u>102</u>	<u>103</u>	<u>104</u>	<u>107</u>	<u>109</u>	<u>108</u>
TOTAL	1206	1236	1333	1438	1511	1593	1639	1705	"	<u>102</u>	<u>111</u>	<u>119</u>	<u>125</u>	<u>132</u>	<u>136</u>	<u>141</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX DE 1954

15 - Lait et Fromages

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
I - CONSOMMATION COMMERCIALISÉE																
- Lait frais	140	145	144	145	149	151	154	157	100	104	103	104	106	108	110	112
- Lait condensé et en poudre	12	17	17	17	17	18	20	22	"	142	→	→	→	150	167	183
- Fromages	173	181	173	181	198	208	208	213	"	105	100	105	114	120	120	123
TOTAL CONSOMMATION COMMERCIALISÉE	325	343	334	343	364	377	382	392	"	<u>106</u>	<u>103</u>	<u>106</u>	<u>112</u>	<u>116</u>	<u>118</u>	<u>121</u>
II - AUTOCONSOMMATION																
- Lait frais	30	30	29	30	30	30	30	30								
- Fromages	6	6	6	6	6	6	6	6								
TOTAL AUTOCONSOMMATION	36	36	35	36	36	36	36	36	"	100	97	100	→	→	→	→
TOTAL	<u>361</u>	<u>379</u>	<u>369</u>	<u>379</u>	<u>400</u>	<u>413</u>	<u>418</u>	<u>428</u>	"	<u>105</u>	<u>102</u>	<u>105</u>	<u>111</u>	<u>114</u>	<u>116</u>	<u>119</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX DE 1954

16 - Corps gras

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
I - CONSOMMATION COMMERCIALISÉE																
- Beurre	204	220	208	236	262	270	276	} 300	100	108	102	116	128	132	135	
- Crème fraîche	9	10	10	12	12	12	13		"	111	111	133	133	133	144	
- Huiles	71	76	79	82	81	85	98		"	107	111	115	114	120	138	
- Margarine et graisses végétales .	19	20	20	24	25	26	28	} 154	"	105	105	126	132	137	147	
- Saindoux et graisses animales ..	14	13	16	17	13	12	12		"							
TOTAL CONSOMMATION COMMERCIALISÉE	317	339	333	371	393	405	427	454	"	<u>107</u>	<u>105</u>	<u>117</u>	<u>124</u>	<u>128</u>	<u>135</u>	<u>143</u>
II - AUTOCONSOMMATION*																
- Beurre	47	45	42	44	44	44	44	44	"	96	89	94	→	→	→	→
TOTAL	<u>364</u>	<u>384</u>	<u>375</u>	<u>415</u>	<u>437</u>	<u>449</u>	<u>471</u>	<u>498</u>	"	<u>105</u>	<u>103</u>	<u>114</u>	<u>120</u>	<u>123</u>	<u>129</u>	<u>137</u>
* L'autoconsommation de "Saindoux" n'a pas été isolée de l'autoconsommation de "Viande".																

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX DE 1954

17 - Produits à base de sucre — 18 - Produits divers

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
17 - Produits à base de sucre																
- Sucre	76	78	79	81	85	86	95	97	100	103	104	107	112	113	125	128
- Miel	6	5	4	5	5	6	5	} 192	"	111	114	135	147	155	177	202
- Chocolat, cacao, confiseries	71	78	80	97	104	108	126									
- Crèmes glacées, sorbets	18	22	24	26	31	33	37									
TOTAL PRODUITS A BASE DE SUCRE	171	183	187	209	225	233	263	289	"	<u>107</u>	<u>109</u>	<u>122</u>	<u>132</u>	<u>136</u>	<u>154</u>	<u>169</u>
18 - Produits divers																
- Potages	7	8	10	13	13	14	16		"	114	143	186	186	200	229	
- Sel, tapioca, vinaigre, épices, condiments, sauces	37	37	37	37	37	37	40		"	100	→	→	→	→	108	
TOTAL PRODUITS DIVERS	44	45	47	50	50	51	56	59	"	<u>102</u>	<u>107</u>	<u>114</u>	<u>114</u>	<u>116</u>	<u>127</u>	<u>134</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX DE 1954

19 - Boissons

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
I - CONSOMMATION COMMERCIALISÉE																
- Vins																
Vins courants	257	277	283	284	297	303	307		100	108	110	111	116	118	119	
Vins de Champagne	13	14	12	13	15	18	21		"	108	92	100	115	138	162	
Vins doux naturels	8	8	9	9	11	13	17		"	100	112	112	137	162	212	
Vins d'appellation contrôlée ...	36	52	56	58	62	69	79		"	144	156	161	172	192	219	
Total	314	351	360	364	385	403	424	449	"	<u>112</u>	<u>115</u>	<u>116</u>	<u>123</u>	<u>128</u>	<u>135</u>	<u>143</u>
- Apéritifs et vins de liqueur	83	84	86	79	70	58	56	58	"	101	104	95	84	70	67	70
- Eaux de vie et liqueurs	93	102	100	101	95	86	90	88	"	110	108	109	102	92	97	95
- Bière	47	49	53	59	59	68	72	84	"	104	113	126	126	145	153	179
- Cidre	14	15	14	14	13	13	12	11	"	107	100	100	93	93	86	79
- Café, Thé	129	130	139	143	148	155	162	169	"	101	108	111	115	120	126	131
- Boissons non alcoolisées	30	31	35	36	38	47	49	55	"	103	117	120	127	157	163	183
TOTAL CONSOMMATION COMMERCIALISÉE	710	762	787	796	808	830	865	914	"	<u>107</u>	<u>111</u>	<u>112</u>	<u>114</u>	<u>117</u>	<u>122</u>	<u>129</u>
II - AUTOCONSOMMATION	40	54	48	52	47	53	49	49	"	<u>135</u>	<u>120</u>	<u>130</u>	<u>117</u>	<u>132</u>	<u>122</u>	<u>122</u>
TOTAL	750	816	835	848	855	883	914	963	"	<u>109</u>	<u>111</u>	<u>113</u>	<u>114</u>	<u>118</u>	<u>122</u>	<u>128</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX DE 1954

2 - HABILLEMENT

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
21 - Vêtements	495	564	568	579	616	669	721	772	100	114	115	117	124	135	146	156
22 - Lingerie, chemiserie, layette	240	290	299	312	314	346	384	426	"	121	125	130	131	144	160	178
23 - Accessoires... tissus, fournitures																
- Chapeaux, gants, accessoires	25	30	31	29	29	30	34	33	"	120	124	116	116	120	136	132
- Mercerie	60	51	47	50	52	54	57	59	"	85	78	83	87	90	95	98
- Tissus pour vêtements et lingerie.	92	89	84	84	81	81	86	84	"	97	91	91	88	88	93	91
Total	177	170	162	163	162	165	177	176	"	<u>96</u>	<u>92</u>	<u>92</u>	<u>92</u>	<u>93</u>	<u>100</u>	<u>99</u>
24 - Entretien et réparations des articles d'habillement																
- Travaux à façon et réparations de vêtements	57	52	47	47	46	49	52	51	"	91	82	82	81	86	91	89
- Blanchissage et teinturerie	55	55	57	65	68	69	71	77	"	100	104	118	124	125	129	140
Total	112	107	104	112	114	118	123	128	"	<u>96</u>	<u>93</u>	<u>100</u>	<u>102</u>	<u>105</u>	<u>110</u>	<u>114</u>
25 - Chaussures et articles chaussants																
- Achats	169	174	179	196	195	202	211	222	"	103	106	116	115	120	125	131
- Réparations	19	20	22	24	25	26	27	28	"							
Total	188	194	201	220	220	228	238	250	"	<u>103</u>	<u>107</u>	<u>117</u>	<u>117</u>	<u>121</u>	<u>127</u>	<u>133</u>
TOTAL	1212	1325	1334	1386	1426	1526	1643	1752	"	<u>109</u>	<u>110</u>	<u>114</u>	<u>118</u>	<u>126</u>	<u>136</u>	<u>145</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX DE 1954

3 - HABITATION

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
31 - Logement																
- Loyers et charges	310	315	320	322	337	351	360	377	100	102	103	104	109	113	116	122
- Réparations	83	83	83	85	86	90	93	101	"	100	100	102	104	108	112	122
Total	393	398	403	407	423	441	453	478	"	101	102	104	108	112	115	122
32 - Equipement du logement																
- Meubles et literie	133	159	165	174	189	216	237	274	"	120	124	131	142	162	178	206
- Textiles d'ameublement et linge de maison	74	84	84	89	88	99	110	118	"	114	114	120	119	134	149	159
- Matériel ménager	71	87	93	107	121	155	192	218	"	123	131	151	170	218	270	307
- Articles de ménage et quincaillerie	72	80	82	82	91	98	104	122	"	111	114	114	126	136	144	169
Total	350	410	424	452	489	568	643	732	"	117	121	129	140	162	184	209
33 - Energie et produits d'entretien																
- Eau	16	16	17	17	17	18	19	228	"	100	106	106	106	113	119	164
- Electricité	60	67	70	75	81	87	91		"	112	117	125	135	145	152	
- Butane et propane	9	13	17	21	25	32	39	"	144	189	233	278	356	433		
- Gaz de ville	54	52	54	54	55	54	64	"	96	100	100	102	100	119		
- Combustibles minéraux solides ..	141	152	156	147	149	156	175	165	"	108	111	104	106	111	124	117
- Bois et charbon de bois	42	42	42	42	42	42	45	45	"	100	→	→	→	→	107	107
- Combustibles liquides	7	8	9	10	12	15	17	14	"	114	129	143	171	214	243	200
- Produits d'entretien	90	95	91	94	111	121	131	138	"	106	101	104	123	134	146	153
Total	419	445	456	460	492	525	581	590	"	106	109	110	117	125	139	141
34 - Services domestiques	166	171	171	171	170	173	174	176	"	103	103	103	102	104	105	106
TOTAL	1328	1424	1454	1490	1574	1707	1851	1976	"	107	109	112	118	128	139	149

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX DE 1954

4 - HYGIÈNE ET SOINS

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
41 - Hygiène et soins personnels																
- Objets de toilette, parfumerie et savons de toilette	60	63	74	82	85	90	101	111	100	105	123	137	142	150	168	185
- Frais de propreté et d'esthétique.	60	57	60	60	65	71	76	81	"	95	100	100	108	118	127	135
Total	<u>120</u>	<u>120</u>	<u>134</u>	<u>142</u>	<u>150</u>	<u>161</u>	<u>177</u>	<u>192</u>	"	<u>100</u>	<u>112</u>	<u>118</u>	<u>125</u>	<u>134</u>	<u>148</u>	<u>160</u>
42 - Pharmacie, lunetterie, orthopédie .	120	129	134	166	174	186	204	231	"	108	112	138	145	155	170	193
43 - Services médicaux et d'hospitalisation																
- Médecine	125	140	152	157	166	177	197		"	112	122	126	133	142	158	
- Hospitalisation et Cure	152	167	185	199	219	222	260		"	110	122	131	144	146	171	
Total	<u>277</u>	<u>307</u>	<u>337</u>	<u>356</u>	<u>385</u>	<u>399</u>	<u>457</u>	<u>531</u>	"	<u>111</u>	<u>122</u>	<u>129</u>	<u>139</u>	<u>144</u>	<u>165</u>	<u>192</u>
44 - Hospices	17	20	22	22	22	25	27	27	"	118	129	→	→	147	159	159
Achats de denrées et boissons dans les hôpitaux, cliniques, hospices ...	-34	-36	-41	-44	-48	-50	-51	-53								
TOTAL	<u>500</u>	<u>540</u>	<u>586</u>	<u>642</u>	<u>683</u>	<u>721</u>	<u>814</u>	<u>928</u>	"	<u>108</u>	<u>117</u>	<u>128</u>	<u>137</u>	<u>144</u>	<u>163</u>	<u>186</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX DE 1954

5 - TRANSPORTS

	Milliards de francs															
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
51 - Achats de véhicules individuels																
- Voitures automobiles	73	101	125	127	143	177	202	214	100	138	171	174	196	242	277	293
- Motocycles, cycles, pièces	51	68	71	75	90	104	97	100	"	133	139	147	176	204	190	196
Total	124	169	196	202	233	281	299	314	"	<u>136</u>	<u>158</u>	<u>163</u>	<u>188</u>	<u>227</u>	<u>241</u>	<u>253</u>
52 - Utilisation des véhicules individuels																
- carburants	72	81	93	103	114	127	137	136	"	113	129	143	158	176	190	174
- lubrifiants	6	7	7	7	7	8	8		"	117	→	→	→	133	133	
- pneumatiques	10	11	12	13	14	14	16	19	"	110	120	130	140	140	160	190
- frais de garage et d'entretien ...	51	60	73	78	85	93	98	98	"	118	143	153	167	182	192	192
Total	139	159	185	201	220	242	259	253	"	<u>114</u>	<u>133</u>	<u>145</u>	<u>158</u>	<u>174</u>	<u>186</u>	<u>182</u>
53 - Transports de personnes et de marchandises																
- Chemins de fer interurbains	89	93	98	89	95	98	108		"	104	110	100	107	110	121	
- Transports routiers interurbains	64	72	70	65	62	65	69		"	113	109	102	97	102	108	
- Déplacements en commun urbains et suburbains	59	62	58	56	58	56	58		"	105	98	95	98	95	98	
- Taxis, voitures sans chauffeur ..	21	22	22	23	23	24	24		"	105	105	110	110	114	114	
- Autres modes de transports de personnes	8	8	8	9	9	9	9									
- Déménagements, garde-meubles .	3	3	4	4	4	4	5									
Total	244	260	260	246	251	256	273	292	"	<u>107</u>	<u>107</u>	<u>101</u>	<u>103</u>	<u>105</u>	<u>112</u>	<u>120</u>
54 - P.T.T.	32	36	37	38	42	45	50	53	"	113	116	119	131	141	156	166
TOTAL	539	624	678	687	746	824	881	912	"	<u>116</u>	<u>126</u>	<u>127</u>	<u>138</u>	<u>153</u>	<u>163</u>	<u>169</u>

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX DE 1954

6 - CULTURE, LOISIRS, DISTRACTIONS

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
61 - Enseignement proprement dit ..	25	27	28	28	29	34	36	39	100	108	112	112	116	136	144	156
62 - Editions																
- Livres, gravures, images	57	56	53	58	62	67	78		"	98	93	102	109	118	137	
- Revues, journaux	93	103	100	101	106	108	111		"	111	108	109	114	116	119	
- Papeterie	21	22	22	23	25	26	28		"	105	105	110	119	124	133	
- Disques et bandes magnétiques ..	3	3	5	5	7	12	16									
- Fournitures pour photographie et travaux artistiques	4	4	4	5	5	6	6									
Total	178	188	184	192	205	219	239	250	"	106	103	108	115	123	134	140
63 - Appareils de radio, télévision, photo	45	48	40	44	56	69	89	105	"	107	89	98	124	153	198	233
64 - Jouets, articles de sport, biens divers																
- Jeux, instruments de musique, articles de sport	30	36	41	46	52	60	66		"	120	137	153	173	200	220	
- Fleurs, plantes, graines	26	27	26	27	26	28	25		"							
Total	56	63	67	73	78	88	91	99	"	113	120	130	139	157	163	177
65 - Spectacles et attractions																
- Cinéma et autres spectacles	67	67	62	66	68	70	73	75								
- Loteries, P.M.U. casinos, cercles	46	51	61	54	38	42	46	46								
Total	113	118	123	120	106	112	119	121	"	104	109	106	94	99	105	107
66 - Tabacs et allumettes																
- Tabacs	182	190	196	207	207	215	229	237	"	104	108	114	114	118	126	130
- Allumettes	7	7	7	7	7	7	8	8								
Total	189	197	203	214	214	223	237	245	"	104	107	113	113	118	125	130
TOTAL	606	641	645	671	688	745	811	859	"	106	106	111	114	123	134	142

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS AUX PRIX DE 1954

7 - HOTELS, CAFÉS, RESTAURANTS 8 - CONSOMMATIONS DIVERSES

	Milliards de francs								Indices 1950 = 100							
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
7 - HOTELS, CAFÉS, RESTAURANTS	312	350	370	383	384	403	412	428	100	112	119	123	123	129	132	137
8 - CONSOMMATIONS DIVERSES																
81 - Biens divers																
Horlogerie et réparations	27	28	28	29	30	30	32	} 98	"	104	104	107	111	111	119	} 148
Bijouterie et objets d'art	39	41	44	49	53	55	60		"	105	113	126	136	141	154	
Maroquinerie	42	45	48	50	48	56	63		"	107	114	119	114	133	150	
Total	108	114	120	128	131	141	155	166	"	<u>106</u>	<u>111</u>	<u>119</u>	<u>121</u>	<u>131</u>	<u>144</u>	<u>154</u>
82 - Services divers																
Assurances	39	41	44	46	48	50	53	58	" rowspan="4">} 58	" rowspan="4">105	113	118	123	128	136	149
Frais bancaires et financiers	10	12	12	12	14	15	16									
Frais de justice	18	21	21	21	21	22	23									
Frais de cérémonie	13	13	15	15	16	17	17									
Total	80	87	92	94	99	104	109	116	"	<u>109</u>	<u>115</u>	<u>117</u>	<u>124</u>	<u>130</u>	<u>136</u>	<u>145</u>
TOTAL	188	201	212	222	230	245	264	282	"	<u>107</u>	<u>113</u>	<u>118</u>	<u>122</u>	<u>130</u>	<u>140</u>	<u>150</u>

INDEX ALPHABÉTIQUE DES BIENS ET SERVICES

L'index renvoie aux pages des tableaux détaillés aux prix courants.

A

Accessoires d'ameublement, 72 ; — d'habillement, 70.
alcool à brûler (cf. « combustibles liquides »), 74.
allumettes, 83.
ampoules (cf. « petit matériel électrique »), 73.
antimites (cf. « autres produits de nettoyage »), 74.
apéritifs, 67.
art (« objets d'art »), 84.
articles de camping et de sport, 83 ; — de ménage, 73. — de bureau (cf. « maroquinerie »), 84.
aspirateurs, 73.
assurances, 84.
attractions, 83.
autobus (cf. « déplacements en commun... »), 81.
auxiliaires médicaux, 77.
avions (cf. « autres modes de transports... »), 81.
avocats (cf. « frais de justice »), 84.

B

Bains-douches (cf. « frais de propreté et d'esthétique »), 76.
bandes magnétiques, 82.
bateaux (cf. « autres modes de transports »), 81.
batterie de cuisine, 73.
beurre, 65.
bière, 67.
bijouterie, 84.
biscottes, 59.
biscuits, 59.
blanchissage, 70.
bois de chauffage, 74 ; — de menuiserie (cf. « autres produits consommables »), 74.
boissons, 67.
bonneterie (cf. « lingerie »), 70.
brosserie de ménage, 73 ; — de toilette, 76.
bougies (cf. « autres produits consommables »), 74.
bureau (maroquinerie), 84 ; — (autres articles) (cf. « jeux, jouets... »), 83.
butane, 74.

C

Cacao, 66.
café, 67.
camping, 83.
cannes (cf. « accessoires d'habillement »), 70.
cantines (cf. « restaurants »), 84.
cars (cf. « transports routiers... »), 81.
carburants, 80.
cartons (cf. « autres produits consommables »), 74.
ceintures (cf. « accessoires d'habillement »), 70.
chapeaux, 70.
charbons (cf. « combustibles minéraux solides »), 74.
charbon de bois, 74.
charcuterie, 62.
charges (cf. « loyers et charges »), 71.
chasse (articles) (cf. « articles de sport »), 83.
chauffage : — appareils non électriques, 73 ; — appareils électriques (cf. « autres appareils électro-ménagers »), 73 ; — collectif (cf. « loyers et charges »), 71.

chaussures, 70.
chemin de fer, 81.
chemiserie, 70.
chicorée (cf. « café »), 67.
chirurgiens (cf. « médecins »), 77.
chocolat, 66.
cidre, 67.
cigarettes, 83.
cinéma : — appareils, 82 ; — fournitures, 82 ; — séances, 83.
cirages et cires (cf. « autres produits de nettoyage »), 74.
cireuses (cf. « autres appareils électro-ménagers »), 73.
cliniques, 77.
coiffeurs (cf. « frais de propreté et d'esthétique »), 76.
colles (cf. « autres produits consommables »), 74.
collections de timbres et autres (cf. « objets d'art »), 84.
concerts (cf. « spectacles et attractions »), 83.
confiserie, 66.
confitures, 61.
conserves de fruits, 61 ; — de légumes, 60 ; — de poissons et de viandes, 63 et 62.
condiments, 66.
consommations diverses, 84.
coquillages, 63.
corps gras, 65.
cours par correspondance (cf. « enseignement »), 82.
courses hippiques et autres (cf. « attractions »), 83.
coutellerie de table et de cuisine (cf. « couverts »), 73 ; de toilette — (cf. « couverts »), 73.
couturières (cf. « travaux à façon »), 70.
couverts, 73.
couvertures, 72.
couvre-parquets, 72.
couvre-pieds (cf. « autres literies »), 72.
crème fraîche, 65.
crème glacée, 66.
crème à raser (cf. « parfumerie »), 76.
crustacés, 63.
cuisine (appareils électriques) (cf. « autres appareils électro-ménagers »), 73 ; — (appareils non électriques) (cf. « appareils de chauffage et cuisine »), 73.
culture, loisirs, distractions, 82 et 83.
cures thermales, 77.
cycles, 80.
cyclomoteurs (cf. « motocycles »), 80.

D

Déménagements, 81.
dentifrice (cf. « parfumerie »), 76.
dentistes, 77.
détachants (cf. « autres produits de nettoyage »), 74.
détergers, 74.
disques, 82.

E

Eau, 74.
eau-de-vie, 67.
eaux minérales (cf. « boissons non alcoolisées »), 67.

électricité, 74.
électrophones, 82.
employés de maison (cf. « services domestiques »), 74.
encaustiques (cf. « autres produits de nettoyage »), 74.
énergie, 74.
enseignement, 82.
entretien et réparations des articles d'habillement, 70 ; — frais de garage et d'entretien, 80 ; — produits d'entretien, 74 ; — réparations locales et entretien du logement, 71 ; — réparations du matériel ménager, 73.
épices, 66.
équipement du logement, 72 et 73.
espadrilles (cf. « chaussures »), 70.
essence de chauffage et éclairage (cf. « combustibles liquides »), 74 ; — de voitures (cf. « carburants »), 80.
essoreuses (cf. « autres appareils électro-ménagers »), 73.
expéditions (cf. « envois de colis »), 81 ; — P. T. T., 81.

F

façon (travaux à façon), 70.
farines, 59.
farines cacaotées, 66.
fer à repasser (cf. « autres appareils électro-ménagers »), 73.
ficelles (cf. « autres produits consommables »), 74.
fils électriques (cf. « petit matériel électrique »), 73.
fleurs, 83.
frais bancaires et financiers, 84 ; — de cérémonie, 84 ; — d'intermédiaires, 84 ; — de garage et d'entretien, 80 ; — de justice, 84 ; — de propreté et d'esthétique, 76.
fromages, 64.
fruits frais et séchés, 61 ; — confits (cf. « confiserie »), 66.
fuel de chauffage (cf. « combustibles liquides »), 74.
fumeurs (articles de fumeurs) (cf. « jeux, jouets... ») 83.

G

Gants, 70.
garages, 80.
garde-meubles, 81.
gaz de ville, 74.
gibier, 63.
glace à rafraîchir (cf. « eau »), 74 ; — (cf. « crème glacée »), 66.
graines, 83.
graisses végétales et animales, 65.
gravures, 82.

H

Habillement, 70.
habitation, 71 à 74.
herboristerie (cf. « autres médicaments »), 76.
hôpitaux, 77.
horlogerie, 84.
hospices, 77.
hôtels, cafés, restaurants, 84.
huiles, 65.
hygiène et soins, 76 à 77.

I

Images, 82.
infirmières (cf. « auxiliaires médicaux »), 77.
infusions (cf. « thé ») 67.
insecticides (cf. « autres produits de nettoyage »), 74.
instruments de musique, 83.

J

Jambon, 62.
jeux, jouets, 83.
jeux de hasard dans les « casinos et cercles », 83.

journaux, 82.
jumelles (cf. « optique non médicale »), 82.
jus de fruits (cf. « boissons non alcoolisées ») 67.

L

Laine à tricoter (cf. « mercerie »), 70.
lait, 64.
lampes (cf. « accessoires d'ameublement »), 72.
layette, 70.
lapins, 63.
leçons particulières (cf. « enseignement »), 82.
légumes, 60.
lessives, 74.
limonades (cf. « boissons non alcoolisées »), 67.
linge de maison, 72.
lingères (cf. « travaux à façon »), 70.
lingerie, 70.
linoléum (cf. « couvre-parquets »), 72.
liqueurs, 67.
litière, 72.
livres, 82.
logement, 71.
loteries, 83.
loupes (cf. « optique non médicale »), 82.
loyers, 71.
lubrifiants, 80.
lunetterie, 76.

M

Machines à coudre et à laver, 73 ; — à tricoter (cf. « machines à coudre »), 73.
maïzena, 59.
malles et mallettes (cf. « maroquinerie »), 84.
manucures (cf. « frais de propreté et d'esthétique ») 76 ; — (avec prescription médicale) (cf. « auxiliaires médicaux »), 77.
margarine, 65.
maroquinerie, 84.
massage (cf. « frais de propreté et d'esthétique »), 76 ; — (avec prescription médicale) (cf. « auxiliaires médicaux »), 77.
matelas (cf. « literie »), 72.
matériel ménager, 73.
médecins, 77.
mercerie, 70.
métro (cf. « déplacements en commun... »), 81.
meubles, 72.
microscopes (cf. « optique non médicale »), 82.
miel, 66.
modistes (cf. « travaux à façon... »), 70.
mollusques (cf. « poissons, crustacés... »), 63.
motoscycles, 80.
moutarde (cf. « condiments »), 66.
music-halls (cf. « spectacles et attractions »), 83.

N

Notaires (cf. « frais d'intermédiaires »), 84.

O

Œufs, 63.
optique non médicale, 82.
oreillers (cf. « autres literie »), 72.
orfèvrerie (cf. « bijouterie »), 84.
orthopédie, 77.

P

Paille de fer (cf. « autres produits de nettoyage »), 74.
pain, 59.
pain d'épice, 59.
pantoufles (cf. « chaussures »), 70.
papeterie, 82.
papiers d'emballage (cf. « autres produits consommables »), 74 ; — peints (cf. « autres produits consommables »), 74 ; — de verre (cf. « autres produits de nettoyage »), 74.
parapluies (cf. « accessoires d'habillement »), 70.

parfumerie, 76.
 pâtes alimentaires, 59.
 pâtes de fruits (cf. « confiserie de sucre »), 66.
 pâtisserie, 59.
 pêche (articles) (cf. « articles de sport... »), 83.
 pédicure (cf. « frais de propreté et d'esthétique »), 76
 — (avec prescription médicale) (cf. « auxiliaires médicaux »), 77.
 peignes (cf. « tableterie »), 76.
 peintures (cf. « autres produits consommables »), 74.
 pension (cf. « enseignement »), 82.
 pharmacie, 76.
 photographie (appareils), 82 ; — (fournitures), 82.
 piles (cf. « petit matériel électrique »), 73.
 plantes, 83.
 plats cuisinés, 62.
 P. M. U., 83.
 pneumatiques, 80.
 poissons, 63.
 poivre (cf. « épices »), 66.
 pommes de terre, 60.
 porte-feuilles (cf. « maroquinerie »), 84.
 potages, 66.
 préventorium (cf. « établissements antituberculeux »), 77.
produits à base de céréales, 59.
produits à base de sucre et de cacao, 66.
produits alimentaires divers, 66.
 propane, 74.
 prothèse (sauf dentaire) (cf. « orthopédie »), 76 ;
 — dentaire (cf. « dentistes »), 77.
 P. T. T., 81.

Q

Quincaillerie, 73.

R

Radio, 82.
 radiologues, 77.
 rasoirs électriques, 76.
 réfrigérateurs, 73.
 réparations de chaussures, 70 ; — du logement, 71 ; — du matériel ménager, 73 ; — de radio, télévision..., 82 ; — de vêtements, 70 ; — de voitures automobiles, 80.
 restaurants, 84.
 revues, 82.
 rideaux (cf. « textiles d'ameublement »), 72.
 riz, 59.

S

Sac à mains (cf. « maroquinerie »), 84.
 sages-femmes (cf. « auxiliaires médicaux »), 77.
 saindoux, 65.

sanatorium (cf. « établissements antituberculeux »), 77.
 sauces préparées, 66.
 scooters (cf. « motocycles ») 80.
 sel, 66.
 semoules, 59.
 services domestiques, 74 ; — médicaux, 77.
 shampoings (cf. « parfumerie »), 76.
 sirops (cf. « boissons non alcoolisées »), 67.
 sodas (cf. « boissons non alcoolisées »), 67.
 somniers (cf. « literie »), 72.
 sorbets, 66.
 spectacles, 83.
 sport (articles), 83.
 stylos (cf. « jeux, jouets... »), 83.
 sucre, 66.

T

Tabacs, 83.
 tapioca, 66.
 tapis, 72.
 taxis, 81.
 teinturerie, 70.
 téléphone, 81.
 télévision, 82.
 thé, 67.
 théâtres (cf. « spectacles »), 83.
 tissus d'ameublement, 72 ; — pour vêtements et lingerie, 70.
 tourne-disques, 82.
 tramways (cf. « déplacements en commun... »), 81.
transports et communications, 80 et 81.
 traversins (cf. « literie »), 72.
 triperie, 62.

U

Ustensiles de cuisine : en bois (cf. « articles de ménage divers en bois ») 73 ; — autres (cf. « batterie de cuisine »), 73.

V

Vaisselle, 73.
 valises (cf. « maroquinerie »), 84.
 vélomoteurs (cf. « motocycles »), 80.
 vernis pour parquets (cf. « couvre-parquets »), 72.
 verrerie (cf. « vaisselle ») 73.
 vêtements, 70.
viandes, volailles, œufs, poissons, 62 et 63.
 vinaigre, 66.
 vins, 67.
 vins de liqueurs, 67.
 voitures automobiles (achats), 80 ; — (location), 81 ; — (cf. frais de garage et d'entretien), 80.
 voitures d'enfants (cf. « jeux, jouets... »), 83.
 volailles, 63.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner à la publication trimestrielle
~~ANNALES DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION~~
~~SUR LA CONSOMMATION~~
CONSOMMATION (Annales du CREDOC)

Prix de l'Abonnement :

France : Frs : 2.500 par an

Le Numéro : **Frs 1.000**

Étranger : Frs : 2.800 par an

Je règle cette somme par chèque, mandat ou virement
à votre compte courant postal

N° 12.252.09 PARIS

AFAP - CREDOC

11, Rue du Faubourg St-Honoré

PARIS (8^e)

Date :

(Signature)

Nom :

Adresse:

Bulletin à faire parvenir au :

**CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION
SUR LA CONSOMMATION**

30, RUE D'ASTORG - PARIS (8^e) - Tél. ANJ. 79-57

PUBLICATIONS DU C. R. E. D. O. C.

**ANNALES DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION
SUR LA CONSOMMATION**

Ancienne série

1954		1955	
N° I. Evolution de la consommation alimentaire de 1950 à 1960.....	épuisé	N° I. La consommation du sucre à Paris	épuisé
N° II. Influence du pouvoir d'achat sur la consommation	épuisé	N° II. La consommation de la viande dans les villes de province.	
N° III. La consommation de la viande à Paris	épuisé	N° III. La consommation de viandes en France de 1949 à 1954.....	épuisé
N° IV. Les dépenses de santé des Français	épuisé	N° IV. Perspectives sur l'évolution de la consommation des particuliers de 1952 à 1957	épuisé
N° V. La consommation des carburants par département	épuisé	N° V. La consommation des produits laitiers à Paris (lait et fromage).	
N° VI. La consommation des corps gras à Paris	épuisé	N° VI. Le marché de la télévision en France.	

Nouvelle Série

1955

Atlas de la consommation alimentaire de la France	} épuisé
Etude sur le comportement de la ménagère (résultats d'une enquête effectuée par l'U. N. A. F. pour le compte du C. R. E. D. O. C.)	

1956

1957

N° I. Les dépenses de consommation des particuliers de 1950-1954....	épuisé	N° I. L'évolution des dépenses médicales de 1950 à 1955	épuisé
N° II. L'économie des budgets familiaux	épuisé	N° II. La demande solvable de logements en France.	
L'élasticité de la consommation d'après l'enquête budgets de famille de 1951. Résultats de l'enquête pilote de décembre 1955.		N° III. Les modèles économétriques du marché de l'automobile.	
N° III. La consommation des boissons en France	épuisé	N° IV. Le marché de la chaussure en France, 1956-1965.	
N° IV. Analyse de la consommation de bière en France de 1920 à 1956. La consommation de viandes et de produits laitiers en France.			

Hors Série

Les migrations agricoles en France depuis un siècle, extrait d'« Etudes et Conjoncture », n° 4, avril 1956	épuisé
Perspectives des dépenses d'habillement des Français 1954-1965, extrait d'« Etudes et Conjoncture », n° 10, octobre 1956.	
L'élasticité des dépenses alimentaires d'après deux enquêtes sur les budgets familiaux (1951-1953), extrait d'« Etudes statistiques », n° 2, avril-juin 1957 (supplément trimestriel du « Bulletin Mensuel de Statistique »).	

CONSOMMATION (Annales du C. R. E. D. O. C.)

Sommaire du dernier numéro (n° 1, janvier-mars 1958) :

La distribution des revenus non-agricoles. — Les budgets familiaux en 1956. — La consommation en 1957. — Les consommations de boissons de 1955 à 1957. — Le développement de la télévision de 1955 à 1957, etc.

Sommaire du prochain numéro (n° 3, juillet-septembre 1958) :

Les variations saisonnières des dépenses des ménages. — L'évolution des dépenses médicales de 1954 à 1957. — Les dépenses de vacances des Français. — Notes et chroniques.

sommaire

LA CONSOMMATION DE 1950 A 1957

Numéro Spécial réalisé par le

CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION
ET LE SERVICE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES
DU MINISTÈRE DES FINANCES

	Pages
Avant-Propos	3
<i>Première partie</i>	
La mesure de la consommation.. .. .	5
<i>Deuxième partie</i>	
La consommation dans l'économie française	23
<i>Troisième partie</i>	
Tableaux.	39
Index alphabétique des produits	101

CENTRE DE RECHERCHES
ET DE DOCUMENTATION
SUR LA CONSOMMATION

30, rue d'Astorg, PARIS - 8^e

Tél. : ANJ. 79-57

C. C. P. : AFAP - CREDOC - N^o 12-252-09 - PARIS

1958 n^o 2
avril juin